

Analyse de la compétitivité et de l'impact économique des filières de production de bananes en Martinique et Guadeloupe

Rapport Final

Recherche ayant bénéficié d'une aide du Ministère de l'Agriculture, de
l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales
Direction des Politiques
Economique et Internationale
(Référence MAAPAR 02-B1-02-01)

Auteurs : L. TEMPLE & P. MARIE
Janvier 2006

Le contenu du présent document n'engage que la responsabilité de ses auteurs

	PAGE
<u>RESUME</u>1
<u>INTRODUCTION GENERALE</u>2
<u>DEMARCHE METHODOLOGIQUE</u>4
1. Délimiter le champ de l'étude sur la filière « banane antillaise » 4
2. Collecter les données : une enquête à dire d'experts4
3. Les coûts de revient : méthodologie d'évaluation. 4
4. Evaluation de l'impact de la filière sur le développement6

<u>PARTIE I : PRESENTATION DE LA FILIERE BANANE ANTILLAISE</u>8
<u>CHAPITRE 1. LE DIAGNOSTIC GLOBAL</u>10

1.1. Etude de l'évolution du marché européen de la banane	10
1. 2. Evolution de la production et des rendements moyens	13
1.3. Structuration de la production aux Antilles	14
1.3.1. Répartition spatiale et topographique de la bananeraie	14
1.3.2. La structuration des exploitations	14
1.3.3. Nombre d'exploitations et de contremarques d'exportation	15
1.3.4. La réalité des chiffres	16
1.4. Evolution du foncier agricole	17
Conclusion du chapitre 1 sur le diagnostic global	18
<u>CHAPITRE 2. LE DIAGNOSTIC TECHNIQUE</u>	18
2.1. Caractérisation des zones de production	18
2.1.1. Le climat	18
2.1.2. Les sols	19
2.1.3. Les contraintes globales de production	19
2.1.3. 1. La gestion de l'eau	19
2.1.3.2. La gestion du parasitisme tellurique et l'assainissement des sols	20
2.1.3.3. La lutte contre la cercosporiose aux Antilles	20
2.2. Les pratiques culturales	21
2.2.1. L'itinéraire technique standard en agriculture conventionnelle	21
2.2.2. Les itinéraires techniques en agriculture raisonnée	21
2.2.3. Cas particulier des bananeraies pérennes d'altitude en Guadeloupe	22
2.2.4. Cas particulier des itinéraires techniques à bas niveau d'intrants	22
2.2.5. Itinéraire technique en agriculture biologique	22
2.3 Rentabilité économique des exploitations	22
2.3.1. Optimisation des systèmes de production	22
2.3.2. Impact de l'amélioration des rendements sur l'évolution des coûts de revient	23
2.3.3. Etude des surcoûts liés à l'éloignement : une comparaison Antilles-Guyanne.....	24
2.3.4. Evaluation de ces surcoûts liés à l'éloignement	26
2.3.5. Une qualité générale hétérogène et la sous valorisation des écarts de triage	26
Conclusion du chapitre 2	27
CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE	28

<u>PARTIE II : LA COMPETITIVITE « COÛTS »</u>	29
<u>CHAPITRE 1. COLLECTE ET HARMONISATION DES DONNEES</u>	30
1.1. Méthode d'échantillonnage	30
1.2. Constitution de l'échantillon	30
<u>CHAPITRE 2. LES COÛTS DE REVIENT DE LA BANANE</u>	31
2.1. Les coûts établis à partir des comptabilités d'exploitation	31
2.1.1. La structure des coûts de revient quai wagon départ	31
2. 1. 2. Les relations entre le rendement et les coûts de revient	31
2.1.3. La structure des coûts de main d'œuvre	33
2.1.4. La structure des coûts de commercialisation	33

2.1.5. Conclusion sur les coûts de revient par l'étude des comptabilités d'exploitation	34
2. 2. Analyse des coûts de revient par l'approche itinéraire technique	35
2.2.1. Méthode typologique utilisée	35
2.2.1.1. Typologie des exploitations en Martinique	35
2.2.1.2. Typologie des exploitations en Guadeloupe	37
2.2.2. Méthodologie de la reconstruction technique du coût de revient	38
2.2.3. Résultats et conclusions sur les coûts théoriques calculés par les itinéraires techniques	39
2.3. Les résultats de l'approche globale	40.
2.3.1. Résultats	40
2.3.2 Conclusions sur les coûts de revient calculés par l'approche globale	41
2.4. Mise en comparaison des trois démarches d'élaboration des coûts de production.	42
2.4.1. Synthèse des approches du coût de revient moyen	42
2.4.2. Synthèse sur la variabilité des coûts de revient	43
2.4.3. Coût de revient nécessaire au maintien de l'équilibre de la filière	44
2.4.4. Coût de revient moyen et recette des producteurs	45
2.4.5 Un coût de revient moyen susceptible d'évoluer rapidement	46
Conclusion sur les coûts de revient de la banane antillaise	47
<u>CHAPITRE 3: LA COMPETITIVITE COUT DE LA FILIERE ANTILLAISE</u>	<u>47</u>
CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE : LA COMPETITIVITE COUT AUX ANTILLES	48

<u>PARTIE III : IMPACT DE LA BANANE SUR LE DEVELOPPEMENT DES DOM</u>	<u>49</u>
<u>CHAPITRE 1 : EVALUATION DE L'IMPACT A L'ECHELLE MACRO-ECONOMIQUE</u>	<u>50</u>
1.1. L'impact sur la balance commerciale	50
1. 2. L'impact sur la valeur ajoutée	50
1.2.1. L'évolution de la valeur ajoutée de la banane de 1993 à 1999	51
1.2.2. L'évolution de la productivité (Martinique et Guadeloupe)	51
1.2.3. Contribution de la filière banane à la création d'emplois aux Antilles	52
1.2.4. Evolution de la répartition de l'excédent brut d'exploitation	53
1.3. L'impact des subventions sur le développement de la filière	53
1.3.1. Les aides à l'investissement en amont	54
1.3.2. Les montants compensatoires	55
1.4. Impact sur le commerce maritime	56
Conclusion sur le chapitre 1	56
<u>CHAPITRE 2 : L'IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA BANANE : L'EMPLOI</u>	<u>56</u>
2. 1. L'évolution globale de l'emploi agricole	56
2.2. Les emplois directs et indirects	57
2.2.1. Les exploitants et aides familiaux salariés	57
2.2.2. Remarque sur le nombre d'ouvriers et de salariés	58
2.2.3. Le caractère social des emplois directs	58
2.2.4. L'emploi indirect	58
2.2.5. Total de l'emploi direct et indirect aux Antilles	59

2.3. Les emplois liés secondaires	59
Conclusion du chapitre 2	60
CHAPITRE 3 : LES EXTERNALITES LIEES AUX IMPACTS INTER-SECTORIELS	61
3. 1. L'impact inter-sectoriel sur l'industrie, l'artisanat et le commerce	61
3.2. Les interactions avec les autres filières agricoles	62
3.2.1. L'interaction élevage/banane	62
3.2.2. L'interaction canne à sucre/banane	62
CHAPITRE 4. EVOLUTION DE L'IMPACT DE LA CULTURE BANANIERE SUR L'ENVIRONNEMENT	63
CONCLUSIONS SUR L'IMPACT DES PRODUCTIONS BANANIERES SUR LE DEVELOPPEMENT DES DOM	64

PARTIE IV : PROPOSITIONS D'AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DE LA BANANE ANTILLAISE	65
CHAPITRE I. STRATEGIES DE DIMINUTION DES COUTS DE REVIENT	66
1.1. Améliorer la gestion technico-économique des exploitations	66
1. 1. 1 Augmenter la productivité du travail	66
1.1.1.1. L'augmentation des rendements et la diminution des pertes	67
1.1.1.2. La mécanisation des travaux	68
1.1.1.3. L'amélioration des stations d'emballage	69
1.1.1.4. L'amélioration de l'organisation du travail dans les exploitations	69
1.1.2. Diminuer les coûts de production et réduire les pollutions	70
1.1.2.1. Lutter contre les nématodes	70
1.1.2.2. Les autres perspectives de diminutions des intrants	71
1.1.3. Augmenter la productivité par une meilleure irrigation	72
1.1.4. Diminuer les coûts au niveau du fret	72
Conclusion sur les stratégies de diminution des coûts de revient	73
1. 2. Améliorer la compétitivité par la réalisation d'économies d'échelle	73
1.2.1. Influence de la taille des exploitations sur les harges	73
1.2.2. Impact de la taille des exploitations sur les produits	75
1.2.3. Les économies d'échelle dans les stations d'emballage ?	76
Conclusion sur l'amélioration de la compétitivité par des économies d'échelle	76
1. 3. Améliorer les prestations des groupements	78
1.3.1. La coordination des services techniques	78
1.3.2. Diminuer le prix des intrants	78
1.3.2.1. Diminution par une centralisation des achats	78
1.3.2.2. Le prix des traitements aériens pour lutter contre la cercosporiose	79
Conclusion l'amélioration des prestations des groupements	79
CONCLUSION SUR L'AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE PAR UNE DIMINUTION DES COUTS DE REVIENT	79
CHAPITRE II. STRATEGIE DE COMPETITIVITE HORS COUTS : MIEUX VALORISER COMMERCIALEMENT LA BANANE ANTILLAISE	80
2. 1. Diminuer l'hétérogénéité de la production antillaise et mieux rétribuer les efforts de qualité	81
2.1.1. Améliorer la qualité par une meilleure lutte contre les ennemis des fruits	81

2.1. 2. Diminuer l'hétérogénéité par une restructuration de la production	81
2.1.2.1. <i>Agir sur la structure de l'offre</i>	81
2.1.2.2. <i>Agir sur la restructuration de la production</i>	82
2.1. 3. La responsabilité des groupements dans la rémunération de la qualité	83
<i>Conclusion sur la diminution de l'hétérogénéité de lots et la rétribution des efforts de qualité....</i>	84
<u>2. 2. La segmentation du marché</u>	85
2.2.1. Le mode de production, une segmentation peu probable	85
2.2.1.1. <i>L'agriculture raisonnée</i>	85
2.2.1.2. <i>La banane biologique</i>	85
2.2.1.3. <i>La banane de Montagne</i>	86
2.2.1.3. <i>La banane équitable</i>	86
2.2.2. La segmentation par la zone de production	87
2.2.2.1. <i>Développement du logo RUP</i>	87
2.2.2.2. <i>Mise en place d'une segmentation par l'origine aux Antilles</i>	87
2.2.2.3. <i>Le développement de nouvelles variétés (autres que Cavendish)</i>	88
<i>Conclusion sur la segmentation appuyée par la zone de production.....</i>	89
Conclusion de la partie IV	90
CONCLUSION FINALE DU RAPPORT	91
BIBLIOGRAPHIE	95
ANNEXE 1 : EVOLUTION DE LA PRODUCTION DES DOM	96
ANNEXE 2 : LES ZONES DE PRODUCTION BANANIERE EN MARTINIQUE	97
ANNEXE 3 : LES ZONES DE PRODUCTION BANANIERE EN GUADELOUPE	98
ANNEXE 4 : IMPACT DE LA FILIERE BANANE SUR L'EMPLOI DIRECTE AUX ANTILLES	99
ANNEXE 5 : STRUCTURE DES COUTS DE REVIENT QUAI WAGON DEPART DETERMINEE PAR LES COMPTABILITES D'EXPLOITATION	100
ANNEXE 6: STRUCTURE CHARGES FIXES	101
ANNEXE 7 : EVALUATION DES SURCOUTS LIES A L'ELOIGNEMENT	102

Résumé

Les négociations entre l'Union Européenne et les autres pays producteurs de bananes prévoient en 2006 le remplacement des quotas par un droit de douane à l'entrée sur le sol européen, qui devrait être le principal régulateur de l'approvisionnement du marché européen. Compte tenu que les prix sur le marché européen sont supérieurs à ceux du marché américain, la suppression des quotas d'importation devrait inciter les multinationales à exporter davantage sur l'Europe. Les experts anticipent de fait une augmentation de l'offre sur le marché européen qui pourrait intensifier la concurrence et accélérer la baisse des prix (en valeur réelle).

La réforme actuelle de la PAC tend par ailleurs à stabiliser ou réduire les aides directes pour les producteurs communautaires. Il apparaît de plus en plus difficile d'envisager, au-delà de l'exception dont bénéficient les DOM sur le découplage des aides, que les pays européens acceptent une augmentation des aides compensatoires pour la banane communautaire. Par ailleurs, la PAC impose une réduction de l'usage de pesticides et la protection des zones habitées, contraintes que ne supportent pas nécessairement les pays concurrents et qui se répercutent sur l'augmentation des coûts de revient de la banane antillaise.

La filière banane des Antilles dispose de nombreux atouts : des conditions naturelles (sols, climats) favorables, un environnement politique et institutionnel stable, des ressources humaines qualifiées et une technicité élevée. Ces atouts ont permis, ces dernières années d'augmenter les rendements, d'améliorer la qualité des fruits et simultanément de diminuer les quantités de pesticides utilisés.

Cependant, cette production souffre de handicaps importants : un coût élevé des facteurs de production (main d'œuvre, foncier, intrants) par rapport aux provenances extracommunautaires, l'atomisation des parcelles et des exploitations, une insuffisance des réseaux d'irrigation, une hétérogénéité de la qualité des fruits auxquelles s'ajoutent des accidents climatiques (notamment en Guadeloupe). Par rapport aux autres origines communautaires, la banane antillaise subit des surcoûts liés à son éloignement des marchés destinataires. Ces surcoûts liés au coût du transport lui-même mais aussi à la mise en œuvre de pratiques spécifiques pour maintenir la qualité des fruits pendant la durée de conservation, ont été évalués à 224 €/t.

Trois approches différentes ont été utilisées pour établir le coût de revient QWD de la banane antillaise sur la période 2001-2003 : une approche globale, l'étude d'un échantillon de comptabilités d'exploitation et, enfin, une reconstitution des coûts par les itinéraires techniques. Le coût de revient moyen QWD se situe dans un intervalle de 840 à 870 €/t qui se traduit par un coût SHE de 607 à 637 €/t. Cette moyenne masque, en réalité une grande hétérogénéité des résultats puisqu'ils varient de 710 €/t QWD pour les petites exploitations qui ont recours à de la main d'œuvre familiale à 950 €/t QWD pour les exploitations conventionnelles de type industriel qui assurent plus de 25 % des exportations.

L'étude des comptabilités d'exploitation montre que, sur l'année 2002, 47 % de l'échantillon étudié avait un coût SHE inférieur au revenu net moyen perçu. Ces producteurs dont le coût de revient moyen SHE était de 503 €/t dégageaient une marge bénéficiaire de 82 €/t. En revanche, 53 % des exploitations avait un coût de revient moyen SHE de 673 €/t. Ce coût était supérieur de 88 €/t au revenu net moyen perçu cette même année. Ces données reflètent une grande hétérogénéité des seuils de rentabilité dans cette filière antillaise. La disparition d'une part importante des volumes générés par ces exploitations en difficulté serait de nature à remettre en cause les impacts positifs de la filière banane sur les économies insulaires (remise en cause des entreprises en amont et en aval de la filière, augmentation du coût du transport maritime, diminution de l'emploi, etc.). La disparition de ces volumes conduirait, de plus, à une augmentation relative des coûts de revient des productions restantes. Il est donc important dans une stratégie d'amélioration de la compétitivité de préserver la masse critique de cette filière en maintenant le niveau de volume global de la production.

Compte tenu de l'hétérogénéité des coûts de revient et afin de maintenir un volume de production suffisant, nous préconisons de retenir un coût de revient de référence stade QWD de 950 €/t (soit 717 €/t SHE) dans les négociations actuelles. Pour ce faire, l'option que nous proposons serait de prendre en compte la valeur des surcoûts de productions liés à l'éloignement du marché destinataire qui ont été estimés à 224,5 €/t.

Cette étude souligne aussi que la compétitivité de la filière banane des Antilles est étroitement tributaire de sa capacité à progresser au plan technique et à mieux s'insérer dans l'aval de la filière. Cela conduit à poursuivre les actions en cours relevant de l'agriculture raisonnée, de la globalisation de l'offre (mise en œuvre par l'Union des groupements), et de la segmentation du marché.

Au niveau local, cette production a un fort impact socio-économique (création d'emplois, impacts intersectoriels, aménagement du territoire,...). Le soutien dont elle bénéficie contribue au développement des deux îles.

INTRODUCTION GENERALE

Le marché de l'union européenne est encadré depuis 1993 par une Organisation Commune des Marchés de la Banane (OCMB). Les objectifs de ce système sont nombreux et souvent contradictoires : respect de la préférence communautaire, des obligations internationales et des flux et des circuits commerciaux traditionnels, écoulement sur le marché à des prix équitables, soutien du revenu des producteurs communautaires, etc...

Il est difficile de dresser un bilan de dix ans d'OCMB, tant les réformes successives ont changé les règles du jeu. Il n'en reste pas moins vrai que le système de quotas à l'importation mis en place a permis de maintenir la répartition globale des parts de marché des différentes origines. Ainsi en 2004, la répartition du marché UE à 25 est de 67% pour les pays tiers hors ACP (« banane dollar »), 17% ACP et 16% origine UE. En complément le système d'aide compensatoire à la perte de recette a permis de soutenir le revenu des producteurs européens.

Difficilement accepté en interne par certains états membres et combattu devant l'OMC par, notamment les Etats-Unis et l'Equateur, ce système a été maintes fois réformé. Après plusieurs panels à l'OMC, des rétorsions commerciales et d'innombrables discussions, les Etats-Unis et l'UE ont trouvé un accord en avril 2001, très rapidement rejoints par l'Equateur. La quatrième réforme de l'OCMB a pu entrer en vigueur le 1er juillet 2001. Cet accord prévoit une période transitoire qui devrait se terminer au plus tard le 31 décembre 2005 par un passage à un système de tarification simple ou « tariff only ». A partir de cette date, le marché ne devrait plus être géré sur la base de l'encadrement des volumes autorisés à entrer à tarif préférentiel (système contingentaire) mais sur l'établissement d'un droit de douane à l'entrée des bananes sur le sol européen. Ce droit de douane devrait être le principal régulateur de l'approvisionnement du marché européen.

Sur d'autres plans, le cadre réglementaire actuel semble de moins en moins adapté à la diversité des filières existantes (Cour des comptes, 2002). Plus récemment, les incidents sur l'environnement (résidus de pesticides dans les eaux en Guadeloupe) dans un contexte de milieu insulaire fragile posent la question de la capacité de la production bananière à prendre en compte les exigences de multifonctionnalité auxquelles se doit de répondre l'agriculture européenne du futur. Enfin, il faut aussi rappeler que les subventions accordées aux agricultures des pays développés sont de plus en plus présentées comme des entraves au développement des pays du sud.

La libéralisation partielle du marché bananier européen en 2006 aura des répercussions sur les producteurs communautaires à au moins deux titres : leur accessibilité au marché et le montant de l'aide que l'UE sera amenée à leur verser. Tout dépendra du niveau de droit de douane qui sera applicable pour les origines pays-tiers (dollar et ACP). Un niveau élevé des droits de douanes devrait limiter le niveau des montants compensatoires. Au contraire, on peut prédire que si le niveau de protection du marché est insuffisant, il sera très difficile de contenir l'enveloppe financière destinée à cette aide compensatoire. En effet les prix actuels sur le marché européen sont très supérieurs à ceux du marché américain, cet écart s'étant creusé ces dernières années. La suppression des quotas d'importation en 2006 sur le marché européen devrait inciter les multinationales à exporter davantage sur l'Europe. Cette augmentation de l'offre pourrait alors entraîner une baisse des prix actuels et ainsi, augmenter le versement des compensations aux producteurs européens calculées sur la différence entre la recette forfaitaire de référence et la recette moyenne européenne.

Les réformes en cours et à venir vont avoir pour conséquence de modifier de manière importante les conditions de compétitivité de la banane antillaise sur les principaux points suivants :

- une plus grande abondance de l'offre (élimination des contingents) sur le marché européen qui pourrait accentuer la baisse des prix et intensifier la concurrence entre les origines en terme de coûts de revient et de différenciation qualitative,
- une difficulté à compenser l'impact de cette baisse des prix sur les revenus par une poursuite dans l'augmentation des montants compensatoires, d'où des difficultés financières à venir de plus en plus fortes pour la profession qui risquent de freiner les investissements nécessaires,
- des contraintes environnementales au niveau de l'interdiction de pesticides ou de la protection des zones habitées (que ne supportent pas nécessairement les pays concurrents) et qui influent sur l'augmentation des coûts de revient de la banane antillaise.

Dans ce contexte et selon la convention signée entre le Ministère de l'agriculture, de l'alimentation et de la pêche et le CIRAD, il est apparu nécessaire de réaliser une étude dont l'objectif principal est « l'analyse de la compétitivité et de l'impact économique des filières de production de bananes en Martinique et Guadeloupe ». Cette étude vise trois objectifs spécifiques :

- Mettre à jour et détailler (typologie fine) les coûts de production et de mise en marché des filières bananes des Antilles françaises, en partant de la méthode validée par l'expérience du CIRAD, d'analyse des filières de production et d'exportation : reconstitution des flux de biens de services et droits liés à la production de bananes, à leur transport et à l'organisation de leur mise à disposition aux consommateurs européens.
- Quantifier l'impact de l'activité bananière sur les économies insulaires.
- Proposer des pistes de renforcement des filières bananes des Antilles françaises.

La méthode d'analyse appliquée aux îles de la Guadeloupe et de la Martinique, qui se base sur une approche méthodologique déjà utilisée pour des travaux sur d'autres filières bananières (zone dollar, pays ACP et autres régions productrices de bananes de l'Union européenne) permettra d'établir un diagnostic technique sur les contraintes rencontrées par les productions des départements français d'Amérique et sur les potentialités et les limites.

DEMARCHE METHODOLOGIQUE

1. Délimiter le champ de l'étude sur la filière « banane antillaise »

- Le champ de l'étude délimite les frontières que l'on se fixe en amont et en aval de la production. En amont, nous limiterons l'analyse au niveau des entreprises dans les DOM qui approvisionnent en consommations intermédiaires, biens d'équipements et services l'activité de production. En aval nous nous limiterons, du point de vue des coûts, au Quai Wagon Départ (QWD), c'est-à-dire le coût de la banane chargée sur le premier transport terrestre dans les ports européens de débarquement.
- Les délimitations du champ de l'étude posent aussi la question de la prise en compte des produits joints et des produits liés. Ces derniers pour la banane concernent principalement l'utilisation des écarts de triages, les possibilités de transformation agroalimentaires, la valorisation des autres productions agricoles issues d'une complémentarité technique. Ces thèmes seront traités dans l'analyse des externalités.

2. Collecter les données : une enquête à dire d'experts

Les travaux préalables ont permis d'identifier les principaux opérateurs économiques impliqués dans la filière suivant leurs fonctions principales (approvisionnement, production, commercialisation, transport, encadrement technique...). Ils ont permis la constitution du réseau de personnes-ressources auprès duquel a été conduite une enquête à dire d'experts sous forme d'entretiens semi directifs. Un panel de 81 personnes-ressources a été consulté dont 48 en Martinique, 31 en Guadeloupe et 2 à Paris. Il se structure de la manière suivante :

La profession bananière (groupements, producteurs..)	: 32 personnes ressources
Les administrations publiques (DAF, ODEADOM)	: 22 personnes ressources
Les entreprises privées (CGM...)	: 15 personnes ressources
La recherche publique (INRA, CEMAGREF, CIRAD)	: 12 personnes ressources

3. Les coûts de revient : méthodologie d'évaluation.

Les données sur les coûts de production sont toujours difficiles à obtenir au niveau des entreprises. L'accès à ces données a été facilité par les relations de confiance établies entre le CIRAD, les pouvoirs publics (DAF, ODEADOM, ...) et la profession du fait de l'implication des chercheurs dans le processus d'innovation technique. Cet accès implique de préserver la clause de confidentialité dans certaines situations.

○ Calcul des coûts par les comptabilités d'exploitation

La première approche a consisté à établir les coûts de revient en étudiant les comptabilités d'exploitations très différenciées. Ces dernières ont été collectées auprès des sources suivantes :

- les Centres de Gestion et d'Economie Rurale : les 45 comptabilités disponibles ont été exploitées. L'exercice comptable retenu porte sur les années 2001/2002 ;
- les producteurs, auxquels ont été demandées les comptabilités sur les trois derniers exercices (2000, 2001, 2002) pour réaliser des moyennes par poste et minimiser l'impact d'un exercice financier particulier : 26 comptabilités ont été exploitées.

Environ 70 comptabilités d'exploitations ont été analysées qui se répartissent entre 10 comptabilités en Martinique, et 60 en Guadeloupe. Le chiffre plus important en Guadeloupe est principalement lié à la possibilité qui nous a été donnée d'utiliser la base de données du CGER (45 exploitations). Ce sous échantillon a été synthétisé sous forme d'une exploitation moyenne.

○ *Calcul des coûts de revient par la reconstruction des itinéraires techniques*

Cette seconde approche consiste à construire un itinéraire technique puis à le paramétrer au plan financier. Cet exercice est souvent réalisé par les groupements de producteurs dans un objectif technique (choix d'itinéraires techniques, conseil en organisation des chantiers ou management du personnel...etc). On dispose ainsi de plusieurs sources d'informations :

- les calculs des coûts de production basés sur un itinéraire technique classique tenant compte de l'ensemble des contraintes agronomiques du contexte antillais (OP : SICABAM, COBAMAR, KARUBANA) ;
- les paramétrages financiers des pratiques culturales réalisés sur des choix de situations, conduit par le GIE Agro-service de Guadeloupe ;
- l'analyse des temps de travaux en fonction des choix techniques et organisationnels (SIBACAM).

Ces approches sont généralement peu convaincantes, car elles aboutissent à la construction d'un coût de revient à partir d'un itinéraire technique moyen dont on perçoit mal l'impact alors que les choix des pratiques culturales sont à la base de ces évaluations.

Nous avons donc fait une typologie des exploitations tenant compte de la variabilité des itinéraires techniques observés. Pour chaque classe, a été choisie une situation pédoclimatique représentative pour laquelle le coût de revient a été reconstruit en mobilisant des référentiels sur le prix des facteurs de production en 2001/2002. Le coût ainsi reconstruit est une moyenne générée à partir d'itinéraires techniques ponctuels représentatifs de la variabilité rencontrée.

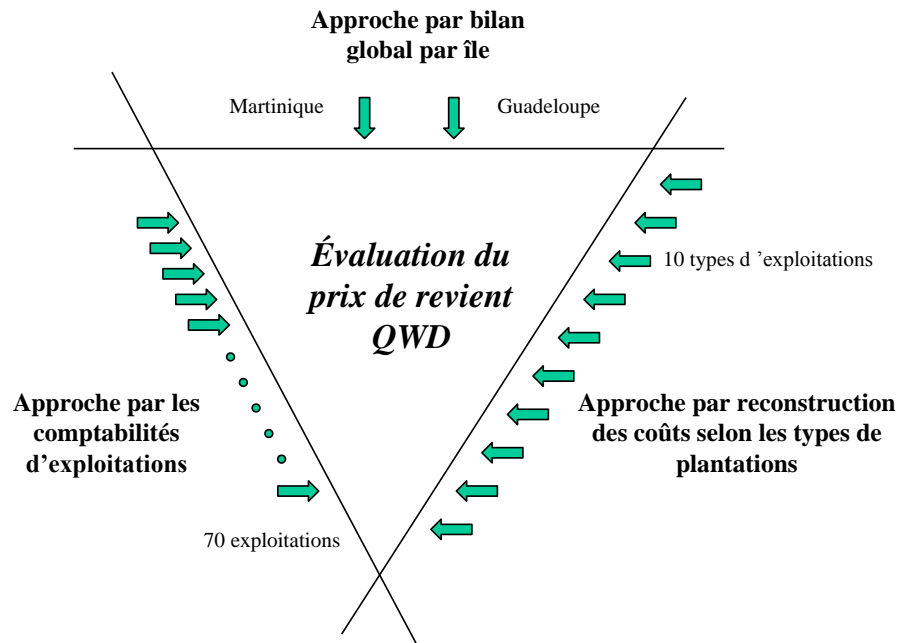
○ *L'approche globale*

Cette troisième approche s'appuie sur des données « globales » disponibles à l'échelle des îles issues de diverses sources : DAF, douanes, RGA, sécurité sociale, DOCUP, ODEADOM, entreprises phytosanitaires etc... Les coûts sont reconstruits à partir des études et données disponibles, qui concernent les années 2000 à 2003. Les intrants (à l'exception des produits phytosanitaires pour lesquels on dispose d'une étude globale réalisée par le Cirad - Chabrier (2003), ont été estimés à partir des volumes de bananes exportés et des surfaces par l'utilisation de coefficients moyens permettant par exemple de traduire les tonnages en nombre de cartons (évaluation des intrants en stations d'emballage), puis en nombre de régimes (évaluation des intrants de soins aux fruits), etc.

Synthèse des différentes approches

On dispose ainsi pour évaluer les coûts de revient de la production de banane, de trois approches différentes, dont deux permettent de cerner la variabilité des situations rencontrées (graphique 1). Les erreurs d'appréciation, notamment liées aux données, dans chacune des approches sont susceptibles de se compenser.

Evaluation des coûts de revient de la banane antillaise



Graphique 1

La comparaison de ces trois approches poste par poste permet d'analyser les différences, mais ne permet pas de reconstruire une approche synthétique. En effet les règles d'attribution de certaines charges sont susceptibles de varier selon les différentes méthodes ; on risquerait donc de sous-estimer le coût de revient.

4. Evaluation de l'impact de la filière sur le développement

Ces dernières années, les fonctions de l'agriculture tendent à se diversifier. Au-delà de l'approvisionnement du marché en denrées alimentaires, il s'agit désormais de répondre à d'autres besoins exprimés par la société dont principalement ceux de l'aménagement du territoire, la gestion de l'environnement et le maintien ou l'augmentation de l'emploi dans les zones rurales. La compétitivité d'une filière, déterminée en partie par son cadre réglementaire, implique donc de prendre en compte sa capacité à répondre à ces nouveaux enjeux et à évaluer son impact. Trois aspects seront abordés :

- un angle financier au niveau du compte consolidé de la filière banane qui permet de calculer des indicateurs : Valeur Ajoutée (VA) ou Excédent Brut d'Exploitation (EBE),
- un angle socio-économique par la création et le maintien de l'emploi dans un contexte insulaire où les alternatives sont peu nombreuses en raison de l'étroitesse des marchés intérieurs et du surcoût de l'importation de biens intermédiaires,
- un angle territorial et environnemental sur l'aménagement du territoire et la contribution au maintien d'un système productif structuré, équilibré, gestionnaire de l'environnement.

PARTIE I

**PRESENTATION DE LA FILIERE BANANE
ANTILLAISE**

Située entre l'Océan Atlantique et la Mer des Caraïbes, la Martinique avec 1.080 km² est l'une des grandes îles de l'archipel des Petites Antilles. D'origine volcanique, elle présente un relief volcanique et montagneux. La Guadeloupe île voisine est un archipel d'une superficie totale de 1.705 Km² répartis sur huit îles, dont deux principales Basse-Terre à l'ouest (848 km²) et Grande-Terre à l'est (590 km²). Dans ces deux îles, la production bananière a été introduite autour du 18^{ème} siècle comme culture de diversification par rapport à d'autres cultures de rente : café, canne à sucre...

En 2003, la banane constitue avec la canne à sucre, la principale production du secteur agricole martiniquais et guadeloupéen en termes : d'occupation de l'espace, de création d'emplois, de contribution aux exportations. Cette importance est beaucoup plus forte en Martinique qu'en Guadeloupe.

La filière banane antillaise est présentée ici à différents niveaux :

- *un diagnostic global :*
 - l'environnement de marché, l'évolution des prix,
 - l'évolution de la production, des superficies, des rendements,
 - l'évolution des structures d'exploitation.
- *un diagnostic technique :*
 - les caractéristiques techniques des zones de production,
 - la différenciation des itinéraires techniques.
- *un diagnostic institutionnel et organisationnel :*
 - les fonctions des groupements de producteurs,
 - les entreprises liées,

CHAPITRE 1. LE DIAGNOSTIC GLOBAL

1.1. Etude de l'évolution du marché européen de la banane

En 2004, l'approvisionnement du marché bananier européen (UE-25) s'est élevé à 4.6 millions de tonnes. Sur la dernière décennie (1995-2004) et y compris les effets des élargissements de 1995 et de 2004, les bananes en provenance d'Amérique latine constituent en moyenne 63 % de la consommation européenne contre 19 % pour les productions communautaires et 18 % pour les productions ACP. La production antillaise (Martinique et Guadeloupe) concourt pour 8 % à cet approvisionnement (moyenne 1995-2004). Sur les 4.6 millions de tonnes consommées dans l'UE-25, plus de 460 000 tonnes le sont dans les 10 nouveaux états membres qui ont rejoint l'UE courant 2004. Pour 2004, effet élargissement pris en compte sur toute l'année, l'approvisionnement net de l'UE-25 se répartit de la manière suivante :

- Bananes pays-tiers hors ACP	67 %
- Bananes ACP	17 %
- Bananes communautaires	16 %

Hors effet élargissement de 2004, les principales origines extracommunautaires qui approvisionnent le marché européen (UE-15) sont les suivantes (importations de plus de 100 000 tonnes) :

- Equateur	26 %	- Cameroun	7 %
- Costa Rica	22 %	- Côte d'Ivoire	6 %
- Colombia	20 %	- Rép. Dominicaine	3 %
- Panama	10 %	- Autres	6%

La part des bananes pays tiers hors ACP, et notamment l'Equateur, a sensiblement augmenté à la faveur de l'élargissement de 15 à 25 membres. Les productions communautaires et ACP n'ont été que peu touchées par cette ouverture du marché. Leurs parts de marché respectives est donc en baisse.

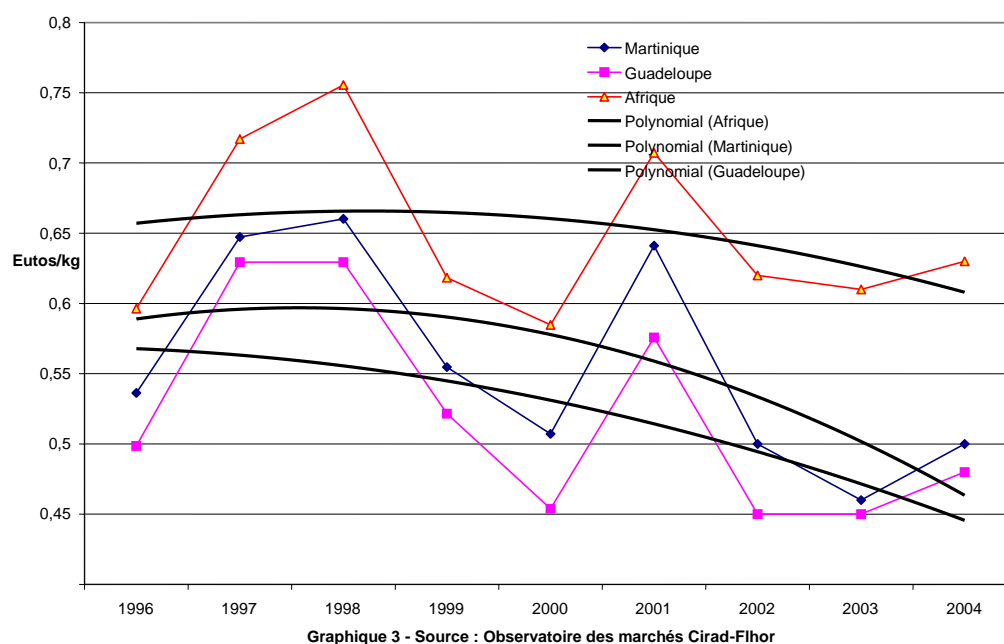
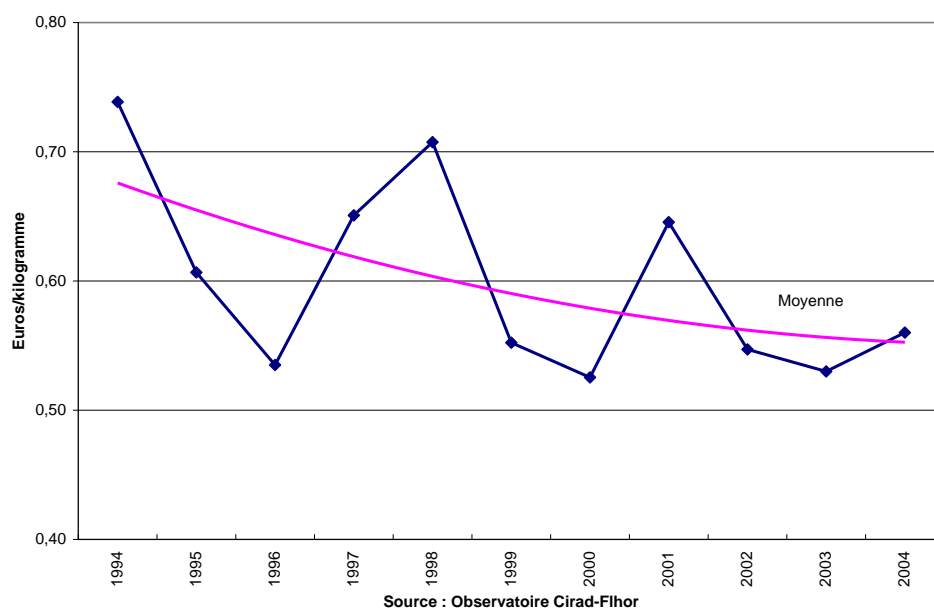
En 2004, selon les chiffres des douanes françaises (Odeadom – Bilan annuel 2004), les productions antillaises contribuaient à hauteur de 45 % de l'approvisionnement brut du marché français qui s'élevait à 723 000 tonnes. Les bananes ACP, en très grande majorité du Cameroun et de la Côte d'Ivoire, ont approvisionné le marché à hauteur de 243 000 tonnes soit 34 % du total. Les bananes des pays-tiers hors ACP comptent pour 92 000 tonnes dans l'approvisionnement français soit 13 % du total et enfin, les 8% restant, sont approvisionnés par le marché communautaire. Toutes les bananes introduites en France ne restent pas pour y être consommées. Un peu moins d'un tiers (27 %) prend le chemin des autres Etats membres. Les exportations ou expéditions de la France se sont élevées en 2004 à 196 000 tonnes ce qui porte l'approvisionnement net du marché à 527 000 tonnes. Il est impossible aux douanes françaises de donner la structure (origines des bananes) des réexportations.

Le marché espagnol est quasi exclusivement approvisionné par la banane des Canaries. D'autres grands pays importateurs (Royaume-Uni, Allemagne, Italie..) ont des structures d'approvisionnement beaucoup plus diversifiées qui évoluent selon les années. Les

pays de l'Europe du Nord sont approvisionnés exclusivement par de la banane en provenance d'Amérique Latine et de la Caraïbe.

Le prix à l'importation de la banane verte au stade Quai Wagon Départ (Q.W.D) en France est caractérisé par une saisonnalité qui se traduit par une baisse des prix au second semestre alors que c'est la période de l'année la plus favorable, au plan climatique, à la production dans les Antilles françaises. Depuis 1991, ce prix d'importation suit une dégradation structurelle avec des phases de baisses et de hausses conjoncturelles tous les 2 à 3 ans.

Evolution des prix stade import en France depuis 10 ans



1. 2. Evolution de la production et des rendements moyens

En Martinique, l'extension de la production a eu lieu surtout après la seconde guerre mondiale jusqu'à dépasser les 10.000 ha cultivés (1978). Les superficies dédiées à l'exploitation de la banane étaient de 8.000 ha environ en 2003. Les rendements moyens (tonnes exportées/hectare) ont augmenté pour atteindre une moyenne de 28 tonnes en 1994 puis 35 tonnes/ha dans les années 2000, soit une augmentation rapide et significative de 40 %. Cette dernière serait principalement liée à des changements des systèmes de culture. Cependant, ces rendements sont encore très variables, de 10 à 60 tonnes/ha selon les exploitations.

En Guadeloupe, la production culmine à 160.000 tonnes en 1974 mais en 1989 le cyclone Hugo détruit la totalité des plantations. Après une augmentation entre 1985 et 1987, les surfaces en bananes se sont stabilisées à 8.500 ha jusqu'en 1993. Elles ont ensuite progressivement diminué pour atteindre en 2003 environ 3700 ha. Les rendements exportés depuis 1989 sont passés, en moyenne, de 13 tonnes/ha à 18 tonnes soit une croissance importante de 38 %. Au regard des résultats obtenus en Martinique, les potentialités de la bananeraie guadeloupéenne sont encore importantes.

1.3. Structuration de la production aux Antilles

1.3.1. Répartition spatiale et topographique de la bananeraie

La bananeraie martiniquaise (voir annexe 2) est principalement localisée dans la zone du Lorrain, le Marigot du nord-est de l'île qui présente des conditions climatiques favorables (pluviométrie) mais également dans le sud-est (région du Vauclin), grâce à l'extension de l'irrigation. Cette dernière zone présente des conditions pédoclimatiques défavorables au développement du parasitisme tellurique (attaques de nématodes sur les racines) et de la cercosporiose jaune (maladie foliaire).

Les petites exploitations se trouvent plutôt dans le sud-est et les grandes exploitations dans le nord-est de l'île. Environ 20 % de la bananeraie est dite d'altitude (au-dessus de 200 m). Elle est caractérisée par un cycle végétatif plus long. Enfin, en Martinique, près de 65 % de la bananeraie occupe des terrains dont la pente est supérieure à 10%, et 18 % occupe des terrains dont la pente est supérieure à 25%. Ce relief accidenté constitue un handicap dans la mesure où il engendre des surcoûts en terme d'investissements en voiries.

En Guadeloupe, la production bananière se concentre principalement sur le Sud de la Basse-Terre (voir annexe 3). La bananeraie dite « de montagne » y occupe environ 45 % de la superficie. Près de 60 % des parcelles ont une surface inférieure à 1 ha, ce qui montre l'importance du morcellement de la bananeraie.

1.3.2. La structuration des exploitations

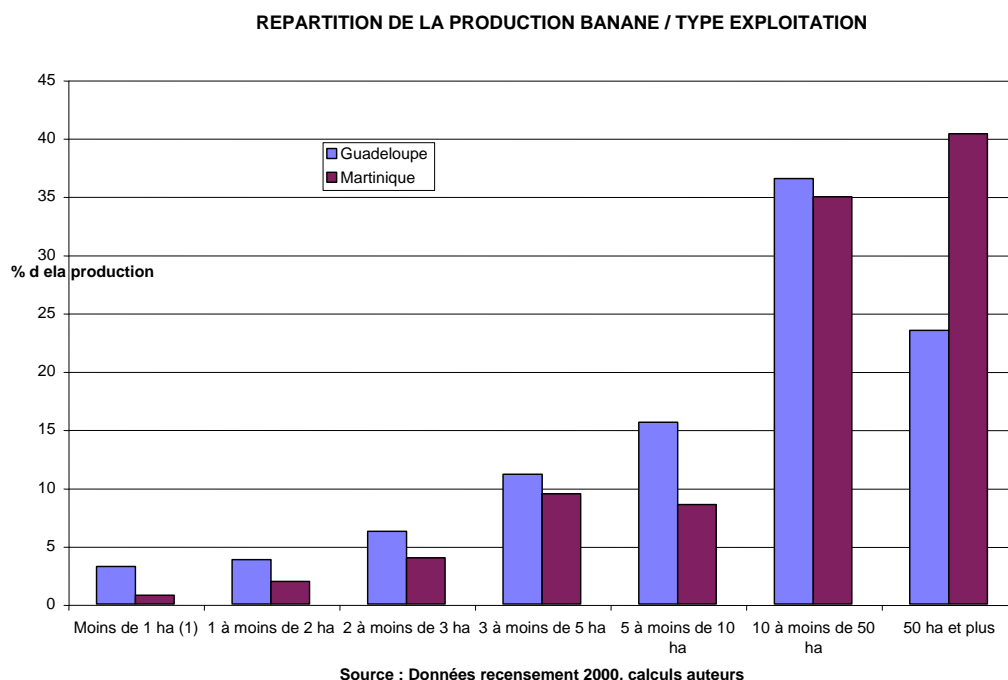
On observe une distribution dissymétrique de la répartition de la production.

Nombre d'exploitations					
Banane (fruit)	Guadeloupe		Martinique		
	Nombre exploitation		Nombre exploitation	%	%
Moins de 1 ha (1)	586		463	48	36
1 à moins de 2 ha	141		129	12	10
2 à moins de 3 ha	131		157	11	12
3 à moins de 5 ha	144		234	12	18
5 à moins de 10 ha	120		123	10	10
10 à moins de 50 ha	88		132	7	10
50 ha et plus	16		51	1	4
Ensemble	1 226		1 289	100	100
Source : recensement agricole AGRESTE - 2000					

A partir de ces données, on constate que , officiellement, les petites exploitations de moins de 5 ha représentent 83 % des exploitations en Guadeloupe et 76 % en Martinique soit 80 % des exploitations sur les deux îles. Elles ne contribuent pourtant qu'à 20 % des tonnages exportés.

Les exploitations de taille moyenne (entre 5 et 50 hectares) représentent 17 % des exploitations en Guadeloupe et 20 % en Martinique soit 18 % des exploitations sur les deux îles et contribuent à presque 50 % des exportations.

Les grandes exploitations de plus de 50 ha (3 % des exploitations aux Antilles) assurent 32 % des exportations de banane. Elles se localisent principalement en Martinique.



On observe une augmentation des superficies consacrées à la culture de la banane entre 1989 et 2000 en Martinique alors qu'on assiste à une réduction de près de 30 % des superficies bananières en Guadeloupe. Dans le même temps, les exploitations voient augmenter leurs surfaces moyennes, de 75 % en Martinique et de 33 % en Guadeloupe. La taille moyenne des exploitations qui cultivent de la banane est aujourd'hui respectivement de 7 et 4 ha. En réalité, la taille moyenne des exploitations à vocation bananière qui suivent les recommandations technico-économiques est de 10,4 ha en Martinique et 7,3 ha en Guadeloupe.

	Nombre d'exploitations		Superficie totale (ha)		Sup. moyenne des exploitations (ha)	Sup. moyenne des exploitations (ha)
	1989	2000	1989	2000	1989	2000
Martinique	1 981	1 289	8 282	9 308	4	7
Exp. à vocation bananière		850		8 902		10,4
Guadeloupe	2 881	1 226	7 328	5 009	3	4
Exp. à vocation bananière		632		4.633		7,3

Source : Recensement agricole AGRESTE – 1989-2000

1.3.3. Nombre d'exploitations et de contremarques d'exportation

Le recensement AGRESTE 1989-2000 dénombre les exploitations au sein desquelles on trouve de la culture bananière. Parmi ces exploitations ce recensement permet de comptabiliser les exploitations à vocation principalement bananière dont l'orientation technico-économique repose sur la production de banane. Or, on constate une différence importante entre le nombre de 1.482 exploitations à vocation bananière aux Antilles comptabilisées par le Recensement Général Agricole (RGA) en 2000 et le nombre de 1.147 contremarques pris en compte par l'ODEADOM dans le paiement de l'aide compensatoire sur cette même période.

En Martinique, en 2000, le nombre officiel d'exploitation à vocation essentiellement bananière était de 850 (sur les 1.289 concernées par la culture) alors que le nombre de contremarques était de 680. De même, en Guadeloupe, le nombre d'exploitations à vocation principalement bananière était officiellement de 632 en 2000 (sur les 1.226 concernées par la culture) alors que les groupements ne dénombraient que 467 contremarques.

La raison principale de ces différences serait due à ce que les synthèses du RGA publiées en 2000, se rapportent à des données effectivement collectées en 1998 ou 1999. Or le nombre d'exploitations a diminué depuis cette date. Une seconde explication serait que la notion d'exploitation consolidée au niveau de la contremarque regroupe plusieurs exploitations agricoles au sens du RGA. Une troisième raison serait que la comptabilisation de petites unités dans le recensement qui ne réaliseraient pas ou plus d'exportations¹.

Ces dernières années, le nombre d'exploitation a diminué, principalement en Guadeloupe, où le nombre de producteurs est passé de 476 en 2000, à 349 en 2003, et 320 en 2004. De même en Martinique, le nombre d'exploitations est passé de 680 en 2000 à 669 en 2003 et 634 en 2004.

1.3.4. La réalité des chiffres : une hétérogénéité et une atomisation des exploitations bananières

En 2003 et 2004, respectivement 1019 et 950 producteurs (ou contremarques) ont été pris en compte par l'ODEADOM, pour le paiement de l'aide compensatoire dans les deux îles (Martinique et Guadeloupe). La répartition des volumes de production par exploitation

¹ On peut s'interroger sur l'impact possible des retards dans l'actualisation en temps réel par les groupements des listes de contremarques actives, ou de la commercialisation sous une même contremarque par des exploitations mitoyennes

montre une très forte hétérogénéité des situations :

			<10t/an	10 - 100 t/an	100-1000 t/an	> 1000 t/an	Total
2003	Guadeloupe	Nombre de producteurs	48	166	112	24	350
		Poucentage	14%	47%	32%	7%	
		Production totale (t)	230	7 425	35 766	43 271	86 692
		Poucentage	0,27%	8,6%	41%	50%	
	Martinique	Nombre de producteurs	60	329	201	79	669
		Poucentage	9%	49%	30%	12%	
2004	Guadeloupe	Nombre de producteurs	60	136	108	12	316
		Poucentage	19%	43%	34%	4%	
		Production totale (t)	250	6 105	32 301	20 283	58 939
		Poucentage	0,42%	10,4%	55%	34%	
	Martinique	Nombre de producteurs	41	305	216	72	634
		Poucentage	6%	48%	34%	11%	
2004	Martinique	Production totale (t)	198	13 422	62 828	168 710	245 158
		Poucentage	0,08%	5,5%	26%	69%	
	Total Antilles	Nombre de producteurs	101	441	324	84	950
		Poucentage	11%	46%	34%	9%	
		Production totale (t)	448	19 527	95 129	188 993	304 097
		Poucentage	0,15%	6,4%	31%	62%	

Sur l'ensemble des deux îles on constate qu'en dépit d'une baisse du nombre de producteurs et de la production entre 2003 et 2004, la répartition des volumes reste à peu près la même : la disparité entre les deux îles dans la répartition est relativement faible, le poids relatif des petits producteurs reste toutefois plus important en Guadeloupe et celui des grosses exploitations plus élevé en Martinique.

En 2003, en Guadeloupe, 50% de la production était assurée par des plantations dont le volume annuel était inférieur à 1000 t (ce qui correspond globalement, compte tenu de l'irrégularité de la production, au volume nécessaire pour exporter au minimum un conteneur de 40 pieds par semaine toute l'année). La progression de ce chiffre à 66% en 2004, traduit une augmentation de l'atomisation et donc de l'hétérogénéité de la production. Comparativement, ce chiffre reste stable en Martinique, à environ 31%.

En 2004, 101 petits producteurs (11 % environ) ont exporté moins de 10 tonnes de fruits par an ce qui représente moins d'une palette de fruits exportés par mois. Ces producteurs avec un niveau aussi faible de production et d'exportation (obligatoirement très irrégulier) ne sont généralement pas en mesure d'exporter des fruits de qualité: la récolte n'étant faite que toutes les deux ou trois semaines, la durée de vie verte des fruits ne peut être maîtrisée. En cela, ces producteurs compromettent les efforts réalisés par la majorité des autres producteurs et les organisations professionnelles pour améliorer la qualité de la banane antillaise ainsi que son image commerciale sur le marché.

De même, une partie des petites exploitations inférieures à 4-5 ha et produisant généralement moins de 100t/an, appartiennent à des retraités ou des pluriactifs qui parfois cultivent la banane dans l'objectif de préserver un statut social d'agriculteur. Or ces petites exploitations ont une offre qualitative très hétérogène. Leur intérêt réel pour améliorer la production et mettre en œuvre des changements techniques nécessitant parfois des

investissements financiers, est parfois difficile à percevoir. Tous les analystes prévoient pour les années à venir une disparition progressive de ces petites exploitations. Elle est déjà perceptible au niveau des statistiques des groupements de producteurs.

Cette évolution pose la question de savoir qui récupérera les terres laissées vacantes. Il serait en effet souhaitable qu'elles contribuent à l'agrandissement et au renforcement du professionnalisme des exploitations de taille moyenne (entre 10 et 25 hectares) plutôt que de repartir en friche ou être urbanisées.

La seconde question est de savoir s'il existe des économies d'échelle (ou des déséconomies) à réaliser en liaison avec l'agrandissement des exploitations et de préciser leur nature en fonction des investissements à prévoir.

1.4. Evolution du foncier agricole

On assiste, depuis 1990 à une diminution régulière du foncier agricole aux Antilles françaises. Deux causes essentielles expliquent cette situation :

- Un manque de rigueur dans les politiques d'aménagement ayant conduit à des spéculations sur les perspectives de déclassement de certains terrains agricoles (schéma d'aménagement régional peu opérationnel) ;
- Les exigences du développement : la pression démographique (328.400 habitants en Guadeloupe en 1982, 450 000 en 2001), le manque de logements, l'amélioration des infrastructures routières et l'extension des zones d'activités périurbaines (Z.I., Z.A. etc.).

Ces exigences du développement, ce manque de prospective dans la programmation à long terme de l'urbanisation et la forte demande des administrés à lotir leurs terrains, conduisent à un mitage de l'espace agricole. La raréfaction des terres agricoles et leur renchérissement continu sont les principales conséquences de la diminution du foncier agricole.

Conclusion sur le diagnostic global

La filière banane antillaise en 2004 avec 325.350 tonnes contribuait à hauteur de 45 % de l'approvisionnement brut du marché français qui s'élevait à 723 000 tonnes. Cette banane transite par la filière française d'importation qui s'approvisionne majoritairement auprès des pays ACP. Cette filière française réexporte sur le marché européen environ 27 % des tonnages importés.

Depuis une dizaine d'année, la production antillaise a augmenté en volume en raison de l'augmentation des rendements (principalement en Martinique) et, de manière moins importante d'une augmentation des superficies cultivées. La production est assurée de manière dominante par des entreprises de petites tailles (inférieures à 50 hectares) comparées aux entreprises multinationales des origines concurrentes. Elle est soumise à un certain nombre de contraintes croissantes comme : la baisse des prix en aval, et la pression sur le foncier en amont, induite notamment par l'urbanisation des îles.

Chapitre 2. Le diagnostic technique

2.1. Caractérisation des zones de production

2.1.1. Le climat

La Guadeloupe et la Martinique bénéficient d'un climat tropical humide avec une pluviométrie annuelle variant de 500 à 5000 mm/an. La température moyenne, assez régulière, oscille autour de 25°C, avec des extrêmes allant de 18 à 34°C. Le climat se caractérise par deux saisons contrastées d'une durée de 6 mois :

- la saison sèche et ventée (carême) de janvier à juin, période durant laquelle l'air est relativement sec et les pluies peu fréquentes²;
- la saison humide (hivernage) : de juillet à décembre. En début de période, on peut avoir d'importantes perturbations cycloniques : dépressions, tempêtes tropicales ou ouragans avec des vents violents et de fortes pluies provoquant des dégâts. La Martinique est à priori moins exposée aux phénomènes cycloniques en raison de son territoire peu étendu et de sa position plus équatoriale. Elle a connu 14 perturbations tropicales importantes depuis 1959 : 8 tempêtes tropicales et 6 ouragans. Durant cette même période, la Guadeloupe en a connu 18 : 10 tempêtes tropicales et 8 ouragans.

A ces deux saisons s'ajoute l'influence du relief qui joue un rôle déterminant dans la variabilité spatiale de la pluviométrie et permet de distinguer des zones sèches (sud de la Martinique et Grande-terre en Guadeloupe) des zones humides (nord de la Martinique et Basse Terre en Guadeloupe).

Historiquement, l'implantation de la bananeraie a été très fortement influencée par la répartition de la pluviosité au bénéfice des versants exposés où les chutes de rendements en saisons sèches sont moins fortes (ou inexistantes en altitude) : nord et centre atlantique en Martinique et zone de Capesterre Belle Eau en Guadeloupe. Dans les zones de basse altitude et sur les versants sous le vent, l'irrigation est indispensable. En l'absence d'irrigation, les effets de la sécheresse en carêmes secs se traduisent par des ruptures de pseudo-troncs, des engorgements, de petits régimes, et des fruits non conformes mais aussi par des retards et/ou de mauvais démarrages des replantations.

Les perturbations cycloniques provoquent la chute des bananiers et éventuellement l'arrachage des souches. Les plants arrachés doivent alors être replantés (souvent en parcelles complètes) ; en cas de simple rupture des pseudo-troncs, la bananeraie peut redémarrer un cycle à partir de nouveaux rejets sélectionnés issus des souches en place. Cette pratique a pour conséquence un re-centrage des exportations autour d'un pic de production aux mois de juin/juillet de l'année suivante qui est une mauvaise période pour la vente des bananes (concurrence des fruits d'été). Cette pratique entraîne aussi une perte de rendement significative sur le cycle et une diminution de la durabilité des parcelles.

² En saison sèche, les vents de faible intensité (les alizés) sont réguliers et secs. Ces vents provoquent peu de contraintes mécaniques sur la bananeraie ; par contre on observe des pertes en eau significatives et des pertes de rendement qui peuvent atteindre 20% lorsque les bananeraies ne sont pas protégées par des brise-vents.

La bananeraie antillaise paie un lourd tribut aux cyclones, non seulement par une réduction de ses exportations mais aussi par une mauvaise qualité du produit mis en marché à une période défavorable, sans oublier le coût financier lié à la relance. Ainsi après le redressement de sa bananeraie suite aux passages des cyclones Iris, Luis et Maryline en 1995, la Guadeloupe devait atteindre une production de 135.000 tonnes en 1998 ; le cyclone Georges (sept 98) en a détruit 70%. Au cours de la période 1995-1999, elle a perdu en moyenne 40.000 tonnes de production par an pour cause de tempêtes tropicales, cyclones, et sécheresses.

2.1.2. Les sols

Les sols sont dérivés de matériaux volcaniques. La couverture pédologique est extrêmement hétérogène ; elle est fortement influencée par le relief, plus précisément par l'âge (et la qualité) des dépôts dont les sols sont issus et par la pluviosité. La grande majorité des sols aux Antilles françaises est favorable, moyennant certaines adaptations, à la culture de la banane. Ils sont susceptibles d'engendrer des productions de qualité avec des rendements élevés, supérieurs à 50 t net-export/ha/an.

2.1.3. Les contraintes de production

2.1.3.1. La gestion de l'eau

La disponibilité en eau a une incidence majeure sur le rendement, la qualité et l'orientation de la production : sans irrigation, le pic de production est davantage centré en saison des pluies, au second semestre (entre novembre et février), qui est la période la moins rémunératrice sur les marchés. De plus, l'irrigation évite les arrêts végétatifs en cours de saison sèche et les défauts qualitatifs qui en découlent. L'amélioration de l'irrigation permettrait donc d'améliorer la qualité de la production Antillaise, de mieux la positionner sur le premier semestre plus rémunérateur, et, enfin, d'augmenter les rendements notamment par une réduction des pertes imputables aux sécheresses exceptionnelles. Les retards pris pour l'aménagement des périmètres irrigués (extension du barrage de la Manzo en Martinique et les barrages et équipements en Guadeloupe) pénalisent les exploitations bananières.

2.1.3.2. La gestion du parasitisme tellurique et l'assainissement des sols

Dans la plupart des zones de production, les bananiers sont affectés par un parasitisme tellurique important (principalement les nématodes), qui se traduit par un affaiblissement des plantes (sensibilité au vent et aux stress hydriques), une baisse du rendement et un allongement des cycles de production. Traditionnellement aux Antilles, le bananier est cultivé en monoculture sans interruption. Cette conduite génère une telle pression parasitaire au niveau racinaire qu'elle nécessite une lutte chimique intensive, comportant classiquement trois applications de produits nématicides par an. Cette lutte chimique constitue une part non négligeable du prix de revient et pose des problèmes de pollution de l'environnement.

Les sources de contamination en nématodes se situent à la fois dans le matériel végétal utilisé et dans le sol. Associer du matériel sain issu de culture "in vitro" (vitroplants) à l'assainissement du sol par voie de jachère ou de rotation culturale permet de réduire les applications de nématicides, voire de s'en dispenser. Il est important de faire porter les efforts sur l'assainissement des sols, sachant qu'il s'agit de la principale source de ré-infestation des vitroplants.

Il n'est pas aisé de calculer les baisses de coût de revient résultant de l'utilisation d'un matériel sain sur un sol sain. En effet, la réalité de ces gains est variable selon les structures d'exploitation. Ainsi par exemple dans des exploitations où toute la superficie disponible est cultivée, la mise en jachère d'une partie des terres peut se traduire par une baisse de la production totale, donc du produit brut (voir tableau ci-dessous). Les coûts fixes liés à la main d'œuvre permanente et aux hangars s'amortissent sur une production plus faible et peuvent augmenter.

Impact sur les coûts de revient de l'itinéraire vitro plant sur sol sain	
+ (baisse du coût de revient)	- (augmentation du coût de revient)
<ul style="list-style-type: none"> ● Disparition des parcelles non productives utilisées comme stock de matériel végétal (baisse de l'inoculum) ● Réduction de l'utilisation de pesticides ● Besoin en personnel réduit : transport, et à la plantation ● Qualité sanitaire du matériel végétal, possibilité de suivre des itinéraires techniques d'agriculture raisonnée ● Forte productivité : augmentation du poids des régimes, diminution du coût cultural, transport régimes ● Parfaite homogénéité variétale ● Très bonne homogénéité à la récolte ● Amélioration de la qualité ● Amélioration de l'efficacité des engrais ● Possibilité d'aménagement des parcelles (travaux de sol, ...) en conditions optimales en fin de jachère ● Facilité de reconversion variétale (progrès génétique) 	<ul style="list-style-type: none"> ● Manque à gagner important lors de la mise en place des jachères ● Difficulté d'obtention de jachère de bonne qualité au niveau sanitaire (destruction de l'ancienne bananeraie, entretien) ● Besoins en trésorerie ● Cahier des charges « qualité des pépinières » : nécessité de maîtriser les risques phytosanitaires et de conformité ● Nécessité d'adapter l'itinéraire technique (augmentation de la technicité) ● Faible possibilité de stockage du matériel végétal
Autres impacts : Préservation de l'environnement (eaux) Possibilité de meilleure valorisation commerciale	

2.1.3.3. La lutte contre la cercosporiose aux Antilles

En dépit de quelques difficultés circonstancielles, la lutte généralisée contre la Cercosporiose Jaune par avertissement biologique (ou bioclimatique) fonctionne bien aux Antilles et ce, depuis de nombreuses années. Elle permet d'assurer un contrôle de la maladie avec une bonne maîtrise du nombre de traitements (6 à 8 traitements/an) et du coût. Toutefois, la situation actuelle pourrait évoluer de façon préoccupante pour trois raisons essentielles:

1. Ce système est basé sur l'utilisation de produits systémiques. Suite à la disparition des morpholines et au manque d'intérêt des firmes phytosanitaires pour l'homologation de nouveaux produits (strobilurines) aux Antilles (le marché étant jugé trop petit), les possibilités de traitements systémiques sont aujourd'hui réduites aux seuls produits à base de triazoles. Dans ce contexte de traitement, avec une seule famille de molécules fongicides, il y a un risque avéré d'apparition de résistances ; les traitements à base de triazoles deviendraient alors inefficaces. Le retour à des stratégies basées sur l'utilisation de produits de contacts entraînerait une augmentation du nombre de traitements aériens nécessaires pour un bon contrôle de la maladie et par voie de conséquence, des coûts et des nuisances supplémentaires.

2. La loi « des 50 mètres » limite depuis peu les possibilités de traitement aérien aux abords des habitations dans un contexte où le mitage est parfois important. Les traitements à partir du sol sont contraignants : ils sont pénibles à réaliser, assez techniques, moins efficaces que les traitements aériens et plus coûteux en main d'œuvre, en huile et en produit. Moins faciles à maîtriser, ces zones peuvent constituer des foyers de ré-infestation pour la bananeraie

environnante et sont des sites potentiels d'apparition de résistances aux traitements. Dans ce contexte la majeure partie des experts estime que les parcelles qui entrent sous la loi « des 50 mètres » sont condamnées, ce qui entraînerait dans certaines zones la disparition de nombreuses petites exploitations comme sur la commune du Lorrain en Martinique.

3. Aux deux raisons précédentes, s'ajoute maintenant le risque d'arrivée de la Cercosporiose Noire. Beaucoup plus agressive que la Cercosporiose Jaune, cette maladie qui fait peser une lourde menace sur la durabilité de la culture bananière aux Antilles françaises (Bonacina, rapport DAF Martinique, 2000) progresse tant par le nord (Haïti/République Dominicaine) que le sud de l'arc antillais (St Vincent). Tout laisse à penser que son arrivée aux Antilles françaises est inéluctable sans qu'on puisse pour l'instant en estimer l'échéance.

2.2. Les pratiques culturales

2.2.1. L'itinéraire technique standard en agriculture conventionnelle

Il s'agit de l'itinéraire technique de base largement pratiqué et généralisé aux Antilles françaises jusqu'à ces 10 dernières années. Cet itinéraire est basé sur des replantations fréquentes (tous les 4 à 6 ans) de rejets ou de souches directement après destruction de l'ancienne bananeraie. Il se caractérise par l'utilisation de gestes techniques systématiques tant au niveau des traitements que des techniques culturales.

Ce système de culture a montré ses limites dans les années 1980 à 1990 : elles se sont traduites par une stagnation puis une diminution des rendements due à une pression accrue du parasitisme tellurique. Des symptômes de fatigue des sols étaient également observés dans ces conditions : tassement des sols sensibles, érosion, acidification, etc...

2.2.2. Les itinéraires techniques en agriculture raisonnée

Ces itinéraires techniques plus récents (moins de 10 ans) sont assez variés. Ils reposent sur l'adéquation des pratiques culturales aux conditions pédoclimatiques et à la pression parasitaire (traitements sur avertissement) de chaque plantation ou de chaque groupe de parcelles. Ils ont toutefois pour point commun de se baser sur la plantation de matériel végétal sain (le vitroplant de bananier) sur un sol assaini par jachère ou rotation culturale.

En Martinique, le croisement des données des firmes phytosanitaires et des groupements de producteurs montre que, de 1996 à 2002, les traitements nématicides ont été fortement réduits (baisse de 45 %), la baisse du nombre de traitements s'accompagnant d'une baisse de la quantité de matière active par traitement. Cette évolution est directement imputable à un effet positif de l'utilisation des vitroplants sur sols sains qui s'est traduite par une réduction des coûts des pesticides et une augmentation des rendements.

Sur cette même période la quantité d'herbicide a été réduite de 11 %, cette baisse traduit une amélioration des modes d'application.

La mise en œuvre de ces itinéraires techniques peut se traduire par une baisse de la production proportionnelle au nombre d'hectares mis en jachère et donc générer un manque à gagner de produit brut ; ceci explique la réticence de certains producteurs à adopter ces techniques. Ainsi, on trouve aux Antilles françaises, à peu près tous les intermédiaires entre les itinéraires techniques conventionnels et raisonnés.

2.2.3. Cas particulier des bananeraies pérennes d'altitude en Guadeloupe

Dans le cas très particulier des bananeraies d'altitude plantées avec la variété Poyo en Guadeloupe, on observe un équilibre biologique favorable des sols qui maintient un faible niveau de parasitisme tellurique peu contraignant pour la culture. Cette situation idéale exceptionnelle permet de maintenir les bananeraies vigoureuses sans nécessité de replantation. Certaines de ces bananeraies sont très anciennes, pérennes, et sont gérables avec de faibles niveaux d'intrants pour des productivités intéressantes et de bonne qualité qui peuvent dépasser 40 t net export/ha/an.

2.2.4. Cas particulier des itinéraires techniques à bas niveau d'intrants

Il s'agit généralement du cas de petites exploitations suivant un itinéraire technique d'agriculture conventionnelle marqué par une réduction des traitements en raison de problèmes récurrents de trésorerie : faible nombre d'applications de produits phytosanitaires et d'engrais, replantations peu fréquentes parfois sans travaux de sol, gainage et comptage des régimes partiels ou inexistantes, etc.... Ces exploitations cumulent souvent un grand nombre de contraintes qui conduisent à une baisse des rendements et une qualité des fruits médiocre : parasitisme tellurique, problèmes de densité, d'irrigation, acidification des sols, etc...

2.2.5. Itinéraire technique en agriculture biologique

Quelques très rares bananeraies (aucun producteur en Martinique et un ou deux en Guadeloupe) suivent un itinéraire technique respectant le cahier des charges de l'agriculture biologique. Avec les variétés de Cavendish actuelles, cette solution technique n'est envisageable (sans perte de rendement) que dans les situations pédoclimatiques défavorables à la cercosporiose et aux principaux autres pathogènes du bananier.

2.4 Rentabilité économique des exploitations

2.3.1. Optimisation des systèmes de production

Au sein des exploitations et dans le cadre d'itinéraires culturels identiques, il est constaté une forte disparité des coûts de réalisation des gestes techniques. A titre d'exemple en stations d'emballage, la quantité de personnel nécessaire à la réalisation d'un conteneur standard peut varier de plus de 20 %. De même, selon les techniques de découpe utilisées, les taux de pertes sont susceptibles de varier de 10 % pour une qualité finale analogue. Ces résultats ont, bien sûr, des conséquences importantes sur le prix de revient de l'emballage et le rendement net exporté.

Des efforts ont été réalisés pour améliorer l'ensemble des gestes techniques en exploitations. Aux Antilles, la stratégie a été de chercher à baisser les charges de personnel tout en améliorant ou en stabilisant/systématisant la qualité. Les moyens utilisés concernent l'organisation du personnel, l'ergonomie des postes de travail, la mécanisation ou l'adaptation des infrastructures. Ces progrès ont fait appel à la mobilisation de l'ensemble des professionnels : planteurs individuels, PME, techniciens et chercheurs...

Ces évolutions se sont traduites sur quelques exploitations par une amélioration significative des performances du travail (généralement associée à une réduction de sa

pénibilité). Certaines exploitations Martiniquaises atteignent aujourd'hui des rendements de plus de 50t/ha/an avec des ratios de Main d'Oeuvre inférieurs à 0.8 MO/ha, c'est-à-dire globalement inférieurs à la moyenne de Martinique (0,8 MO/ha pour 30 tonnes/ha) ou de Guadeloupe (1,1 MO/ha pour 25 tonnes/ha). Des performances équivalentes n'ont pu être identifiées en Guadeloupe à partir des sources de données mobilisées.

Il est parfois encore difficile de convaincre les producteurs (notamment en Guadeloupe) d'effectuer les gestes techniques aussi triviaux que le comptage/marquage/gainage systématique de tous les régimes. Les producteurs ne sont pas convaincus que l'augmentation de la qualité des fruits ainsi que la réduction des pertes liées aux mûrs d'arrivage soient des effets suffisants pour financer ce travail supplémentaire.

Ce dernier exemple montre qu'il est impératif de pouvoir disposer d'outils spécifiques permettant d'enregistrer les détails des travaux réalisés et des résultats financiers obtenus dans le cadre d'une comptabilité précise (gestion technique) et analysée de façon détaillée pour permettre des comparaisons entre les exploitations. Sauf exception, on peut regretter le trop faible nombre d'exploitations actuellement concernées par cette approche et le manque de moyens mis en œuvre dans ce domaine comparativement aux résultats attendus.

2.3.2. Impact de l'amélioration des rendements sur l'évolution des coûts de revient.

En bananeraie, la plus grande partie du coût des opérations culturales est proportionnelle au nombre de régimes produits et indépendante du poids des régimes (opérations menées sur la plante : oeilletonnage, fertilisation... et opérations menées sur le régime : haubanage, comptage, gainage, dégagement, transport...). Les pratiques culturales dont les coûts sont proportionnels aux surfaces sont limitées (désherbage, irrigation). Ainsi, tout accroissement du poids des régimes se traduit de façon systématique par une augmentation du rendement et une diminution du coût de revient cultural. Cette augmentation du rendement est un levier de l'amélioration de la compétitivité.

Le passage d'un itinéraire technique conventionnel à un itinéraire technique raisonnée (à base de vitro-plants sur jachère) analysé dans le cadre d'une exploitation expérimentale en 1995 (Martinique) révèle une baisse des coûts en personnel par kilogramme en raison d'économies d'échelle au niveau technique (relation positive entre l'élévation du rendement par augmentation du poids des régimes et la diminution des quantités de travail par kilogramme).

Les améliorations liées au passage à une agriculture raisonnée se traduisent à l'échelle des exploitations, par une réduction momentanée de la production bananière pendant la durée de la jachère ou de la rotation (1 à 3 ans en général) et ce, jusqu'au retour des premiers régimes (environ 8 mois après replantation) ; les exploitations enregistrent alors une diminution de la production alors qu'elle doivent continuer à « assumer » leurs charges de personnel, la location des terrains, les investissements, etc. Dans certains cas, le passage à une agriculture raisonnée est donc difficile car certaines exploitations ne disposent pas de leviers suffisants d'augmentation des rendements sur les parcelles en agriculture conventionnelle pour permettre de prendre le relais du manque à gagner provoqué temporairement par les mises en jachère. Une solution serait alors d'obtenir des surfaces supplémentaires, ce qui pourrait être facilité par une politique du foncier adaptée, difficile à

mettre en œuvre dans ces contextes insulaires (en particulier compte tenu de la pression immobilière).

De même en période économiquement difficile, on aura tendance à retarder les mises en jachère pour espérer le maintien des marges ; cette situation bénéfique à court terme, induit un vieillissement des bananeraies et un fort risque de retour en arrière et de perte de compétitivité sur le long terme.

Dans un contexte insulaire de limitation des terrains disponibles, le passage d'un itinéraire technique conventionnel à un itinéraire raisonné a un coût de mise en œuvre élevé et susceptible de menacer l'équilibre financier des exploitations, cela même si sa rentabilité à long terme est avérée.

2.3.3. Etude des surcoûts liés à l'éloignement: une comparaison Antilles-Canaries

Un élément explicatif du différentiel de qualité entre l'origine antillaise et canarienne est étroitement lié à la différence de durée de transport entre les deux provenances. Elle est en moyenne de 10 jours pour les Antilles alors qu'elle n'est que de 2 jours pour les Canaries.

La qualité finale du fruit s'élabore tout au long des opérations de culture, de transport et d'emballage. Elle commence à la plantation du vitroplant et se poursuit durant la phase végétative du bananier puis à la floraison, les soins aux fruits et aux régimes permettent d'améliorer la qualité. La date de récolte qui détermine la durée de vie verte des fruits ainsi que les opérations de transport et de conditionnement sont déterminantes pour la préservation de la qualité élaborée au champ. Par rapport aux Canaries, l'éloignement des Antilles de ses marchés destinataires génère des surcoûts au niveau des exploitations qui se décomposent de la façon suivante :

Surcoûts pour contrôler les maladies post-récoltes :

L'allongement de la durée de transport se traduit par des attaques fongiques au niveau post-récolte et une dépréciation des fruits à la vente. A l'inverse des Canaries où le «transit time zone de production/marché» est très réduit, les producteurs antillais doivent tout mettre en oeuvre pour maîtriser ces pathogènes (principalement le chancre et les pourritures de couronnes). Or le contrôle de ces maladies qui ne se développeront qu'en fin de transport, repose, au plan technique, sur la réduction au champ de la quantité d'inoculum infectieux sur les fruits. Pour ce faire, il faudrait effectuer l'épistillage des fleurs sur régimes à la floraison, sur pieds (ce qui engendrerait un coût additionnel de 30 €/t), comme le font les producteurs des autres origines pour les marchés éloignés.

Surcoûts liés à la maîtrise du point de coupe des fruits pour éviter les «mûrs d'arrivage » :
L'ensemble des pratiques mises en oeuvre pour maîtriser la durée de vie verte des fruits et éviter les « mûrs d'arrivage » repose sur une coupe des fruits à un stade physiologique précis avant le remplissage optimal des fruits. La mise en oeuvre de cette pratique se traduit en moyenne par une réduction d'un minimum de 10 % de la production.

La maîtrise des risques de mûrs d'arrivage d'avaries ou d'attaque par les pathogènes post-récoltes se conçoit comme une gestion de risque agricole (il n'y a pas de contrôle à 100 % ce qui aurait un coût technique exorbitant). Elle a pour conséquence, à l'arrivée, le maintien d'un taux de refus de marchandise incompressible considéré comme normal d'environ 2 à 3 %.

Surcoûts liés à une augmentation des écarts de triage en station d'emballage :

La coupe des fruits avant qu'ils n'aient achevé leur grossissement entraîne une diminution de leur densité ce qui augmente le volume de bananes nécessaire pour remplir un carton et une augmentation très significative de leur sensibilité aux grattages. Les fruits portant des grattages doivent être éliminés pour des transports de longue durée. Les écarts de fruits dus aux grattages (premier facteur d'élimination) s'accompagnent simultanément de l'élimination de beaux fruits qui ne sont pas correctement positionnés par rapport aux fruits abîmés et qui ne permettent pas de constituer des bouquets d'au moins 3 doigts (minimum imposé par la réglementation). Cela se traduit par des pertes variables en fonction des plantations et des saisons qui représentent, environ 10 % de la production brute de bananes.

Surcoûts d'éloignement liés à l'utilisation d'intrants d'emballage adaptés :

Les transports de longue durée imposent l'utilisation d'intrants adaptés. Les emballages doivent résister longtemps aux conditions d'humidité (mise en froid, ...) et aux contraintes mécaniques des conteneurs. Les adaptations concernent la qualité et l'épaisseur des polybags et des pads, sans oublier, pour les cartons, le respect d'un cahier des charges contraignant (grammage, nombre de couches, qualité de la colle, etc...). Les experts estiment ce surcoût à environ 15 % du total des intrants de station d'emballage.

Dans ce contexte, il serait nécessaire de favoriser la palettisation des cartons en stations d'emballage ou dans les centres d'emportage. Cette opération permettrait de gagner un ou deux jours par rapport à une palettisation à l'arrivée et par conséquent de contribuer ainsi à une amélioration de la qualité finale des produits.

Surcoûts de transport:

Aux surcoûts d'exploitation s'ajoutent les surcoûts de transport. Il est évident que plus les durées de transport sont longues plus les coûts pour maintenir la banane au froid sont importants (fonctionnement, nombre de bateaux et conteneurs pour effectuer les rotations, etc...).

2.3.4. Evaluation des surcoûts liés à l'éloignement

Les surcoûts de production pour la maîtrise de la qualité liés à l'éloignement entre les lieux de production et le marché sont importants aux Antilles. Même s'ils constituent une contrainte classique en production bananière, ils sont généralement sous-évalués ou simplement non pris en considération. Cette remarque est particulièrement avérée pour les origines antillaises, les bananes de la zone dollar et, dans une moindre mesure, pour les origines africaines. Elle n'est plus du tout justifiée pour les origines canariennes ou les bananes portugaises pour lesquelles les délais d'acheminement des fruits sur les marchés sont beaucoup plus courts et se font dans des conditions beaucoup moins contraignantes.

En partant de la structure du coût moyen, nous avons simulé la diminution de coût qui résulterait de la suppression des opérations techniques liées à l'éloignement et des autres éléments qui induisent des surcoûts (pertes en station, emballages adaptés, transport et froid).

Le surcoût global des Antilles par rapport aux Canaries ainsi est estimé à environ 224, 5 €/t (soit 0.22 €/kg - annexe 7).

Ce surcoût global se décompose de la façon suivante :

- i. 134,5 €/t au stade Sortie Hangar Emballage se répartissant en :
 - * 45 % liés aux pertes supplémentaires en station (maîtrise de la qualité influant sur les risques de mûrs d'arrivage) ;

30 % du aux pertes de rendement liées à la maîtrise du point de coupe (nécessité d'une durée de vie verte des fruits suffisamment longue) ;

* 18 % liés aux pertes résiduelles spécifiques à l'arrivée.

* 7 % liés au surcoût des intrants utilisés pour un transport long

ii. 90 €/t pour le transport, en prenant pour base que le coût de transport des autres producteurs communautaires est inférieur de moitié à celui des antillais. Ce dernier chiffre mériterait toutefois d'être confirmé.

Le calcul de l'aide compensatoire basé sur la définition du prix sortie hangar repose notamment sur la prise en compte d'un forfait transport de 187 €/t du stade sortie hangar au stade CAF, et une part calculée aux frais réels entre le stade CAF et QWD. Ces mesures ont été construites dans un souci d'équité entre les productions européennes. Notre étude révèle que des surcoûts (par rapport aux autres origines communautaires) liés à l'éloignement ne sont pas couverts par le régime d'aide actuel. Dans un souci d'équité entre les différentes bananes communautaires, il serait justifié que ces surcoûts soient financés par le futur régime d'aide.

2.3.5. Une qualité générale hétérogène et la sous valorisation des écarts de triage

Renforcer l'homogénéité des lots : force est de constater que l'origine antillaise présente parfois une forte hétérogénéité de marchandise. La catégorie la moins contraignante au niveau du cahier des charges (catégorie I) se trouve parfois dévalorisée par l'adjonction de bananes déclassées des catégories supérieures (bananes classées en I plutôt qu'en pertes). Cela se traduit par des baisses de qualité dans cette catégorie qui se retrouve fortement dévalorisée sur le marché et qui entraîne une dévalorisation générale de l'image de la provenance Antilles. La disparition de cette catégorie entraînerait des pertes supplémentaires en station d'emballage, ce qui serait une situation inacceptable alors que cette banane dans le strict respect de son cahier des charges pourrait trouver honorablement sa place sur le marché.

Le poids d'une réglementation trop rigide et la sous valorisation des écarts de triage : la législation actuelle ne permet pas la vente à l'exportation des fruits individuels. Les bananes individuelles qui sont aux normes mais qui ne permettent pas la constitution de bouquets sont actuellement jetées. Contrairement à ses concurrents des autres zones de production éloignées de leur marché, les Antilles ne disposent pas de marchés de fuite pour valoriser ce type de produit (marchés intérieurs ou marchés extérieurs moins exigeants tels que : le Sénégal, le Maghreb...). Force est de constater qu'il est regrettable de faire basculer en « écarts de triage » des volumes importants de bananes fussent-elles individuelles notamment utilisées aujourd'hui pour l'alimentation animale alors qu'il existerait un marché intéressé en Europe. En l'occurrence, à partir d'un exercice sommaire de quantification de la demande de la restauration collective (restaurants scolaires, d'entreprise...) très intéressée par ce type de produit, les experts consultés estiment en première hypothèse à 70 000 tonnes la demande potentielle sur ce nouveau produit (cette estimation demande évidemment d'être validée par une étude plus spécifique). Dans la mesure où il permettrait d'écouler aux prix du marché une partie des volumes de banane actuellement jetés, il générerait des revenus additionnels probables mais avec une marge bénéficiaire plus réduite par rapport aux bananes conventionnelles, en raison des surcoûts de conditionnement (emballage plastique).

Conclusion sur le diagnostic technique

La Guadeloupe et la Martinique malgré des contraintes climatiques, topographiques et pédologiques fortes sont des zones très favorables à la culture de la banane avec un potentiel de production de qualité export supérieur à 50 t/Ha pour l'ensemble des zones. L'augmentation des rendements par unité de surface est un levier de la diminution des coûts de revient cultural. Il est à noter que l'éloignement du marché européen se traduit par des surcoûts importants par rapport à la production des Canaries, pour respecter les normes qualitatives minimales actuelles. Ces surcoûts sont estimés à environ 134,5 €/t hors transport et à 224,5 €/t transport inclus.



CONCLUSION DE LA PREMIERE PARTIE

La bananeraie antillaise a considérablement évolué depuis 1993, dans le cadre de l'OCMB. Les évolutions les plus importantes ont eu lieu en Martinique :

- Un redéploiement des surfaces cultivées avec en particulier une réimplantation de la bananeraie sur les terres favorables du sud, dans la région du Vauclin. La bananeraie représente aujourd'hui environ 9000 ha ce qui reste très en deçà de son étendue historique.
- Une restructuration importante des exploitations : augmentation des surfaces, construction de stations d'emballage, voiries, irrigation, etc...
- Une amélioration des rendements et de la qualité obtenue dans un cadre de maîtrise de l'impact de la culture sur l'environnement.
- Une réorganisation de la profession liée notamment à de nouvelles coordinations entre groupements de producteurs par la création d'une Union des groupements.

Comparativement, la Guadeloupe montre un retard important dans tous ces domaines. Si les différences socio-historiques sont souvent évoquées pour justifier ces retards, on doit plutôt considérer qu'elles sont principalement dues à l'accumulation (exceptionnelle) d'accidents climatiques ces dernières années (tempêtes, sécheresses), dans un contexte d'agriculture plutôt familiale où peu d'exploitations peuvent bénéficier d'investissements extérieurs.

Malgré tout, certaines exploitations guadeloupéennes obtiennent des performances analogues aux meilleures situations martiniquaises, tout à fait remarquables par leur niveau de rendement et de qualité selon des itinéraires techniques raisonnés, compatibles avec la maîtrise du respect de l'environnement.

La valorisation de la production guadeloupéenne sur le marché est nettement handicapée par l'hétérogénéité, voire l'insuffisance de la qualité. Les efforts déployés par la profession tendent à développer des stratégies techniques analogues à celles conduites en Martinique.

L'éloignement des Antilles de ses marchés destinataires génère des surcoûts au niveau des exploitations et du transport pour offrir une bonne qualité des fruits. Nous recommandons que ces surcoûts soient pris en compte dans le calcul de l'aide compensatoire pour compenser le handicap de la banane antillaise par rapport aux autres bananes communautaires du fait son éloignement géographique.

PARTIE II

LA COMPETITIVITE « COÛTS »

L'analyse de compétitivité implique de s'intéresser à la formation du coût de revient. La démarche élaborée conduit à croiser trois approches méthodologiques afin de valider avec le plus de précision possible les résultats obtenus : le calcul des coûts par les comptabilités d'exploitation, par la reconstruction des itinéraires techniques, par l'approche globale. Nous rappelons dans un premier chapitre (§ 1) les sources de données mobilisées. Dans un deuxième chapitre nous fournirons les résultats sur les coûts de revient en fonction des différentes approches (§ 2). Nous analyserons enfin les principaux déterminants de la variation des coûts ces dernières années (§ 3).

Chapitre 1. Collecte et harmonisation des données

1.1 Méthode d'échantillonnage

La représentativité de l'échantillon retenu pour calculer les coûts de revient par les comptabilités d'exploitation correspond à la recherche de la plus grande diversité de situations existantes sur deux variables :

- la diversité des conditions pédoclimatiques (irrigable, non irrigable) ou topographiques (mécanisable, non mécanisable) selon les zones qui est un élément de variation important pour certains postes : le relief plus accidenté dans certaines zones (nord-est Martinique, sud Guadeloupe), nécessite des investissements en voiries d'exploitations importants...
- la diversité des exploitations en fonction de leur taille. Bien qu'il n'y ait pas toujours une relation entre la taille et la performance agronomique des exploitations (Mallessard, 1998). L'accès au crédit est toutefois très variable en fonction de la taille des exploitations ce qui pourra avoir des conséquences sur les frais financiers.

Cependant, il est nécessaire de rappeler ici que les choix ont été faits davantage sous la contrainte des informations mobilisables que sous celle d'une approche statistique.

1.2. Constitution de l'échantillon

Les données ont été collectées sur un échantillon de 30 exploitations sur les années 2000/2002, à partir duquel 26 calculs de coût ont pu être réalisés (4 exploitations présentaient des résultats partiels ou inappropriés à ce type d'étude). Il est à souligner que nous avons agrégé sous forme d'une « exploitation moyenne » les résultats comptables de plus de 45 exploitations fournis par le CGER de Guadeloupe (2001/2002). Ce sont donc en réalité 70 exploitations qui ont été étudiées. Elles se répartissent de la façon suivante :

Surface des exploitations	Nombre	% échantillon	% production
Moins de 10 ha	29	41	25
De 10 à 50 ha	33	47	35
Plus de 50 ha	8	11	40

Cette répartition montre que les exploitations entre 10 et 50 hectares qui assurent plus de 35 % de la production sont les mieux représentées. Les exploitations de moins de 10 hectares sont bien représentées grâce aux données du CGER de Guadeloupe. En revanche, les grosses exploitations ont un poids inférieur à celui obtenu dans leur contribution à la production.

Enfin, les très petites structures qui ne disposent généralement pas de comptabilité d'exploitation formalisée sont aussi sous représentées dans cet échantillonnage.

Il ne nous a pas été possible d'enquêter sur l'ensemble de ces petites exploitations et d'en étudier les itinéraires techniques. Cependant, le nombre et la diversité des situations traitées sont suffisants pour réaliser une évaluation du coût de revient moyen de la banane antillaise.

Chapitre 2. Les coûts de revient de la banane

2.1. Les coûts établis à partir des comptabilités d'exploitations

2.1.1. La structure des coûts de revient Quai Wagon Départ

En moyenne entre les deux îles, le coût Quai Wagon Départ (QWD) au kilogramme de banane exporté calculé à partir des comptabilités d'exploitation est de 0,84 € /kg. La structure de ce coût (annexe 4) se décompose par ordre d'importance entre :

- 32% de main d'œuvre salariée,
- 23% de consommations intermédiaires (intrants agricoles et au hangar),
- 29% de coût de transport (sortie hangar au QWD incluant la commission des importateurs),
- 16% de coûts fixes (amortissements des plantations, des immobilisations et frais généraux dont frais financiers).

Tableau : Coût de revient Quai Wagon Départ

	CI	MO	CF	CT	QWD	Unité
MOYENNE	0,19	0,26	0,13	0,24	0,83	€/ kilo
ECART-TYPE	0,06	0,08	0,08	0,04	0,10	€/ kilo
% :	0,23	0,32	0,16	0,29	1,00	%
MARTINIQUE	0,18	0,28	0,18	0,25	0,89	€/ kilo
GUADELOUPE	0,20	0,25	0,10	0,23	0,79	€/ kilo
MARTINIQUE	0,19	0,32	0,20	0,29	1,00	%
GUADELOUPE	0,26	0,32	0,13	0,30	1,00	%

CI : Consommations intermédiaires

MO : Main d'œuvre

CF : Coûts fixes : amortissements, frais généraux

CT : Coûts de transport

QWD : Quai Wagon Départ

La comparaison des situations de la Martinique et de la Guadeloupe permet déjà de faire observer que le coût de revient moyen QWD est plus élevé en Martinique (0,89 €/kg) qu'en Guadeloupe (0,79 €/kg). Cette différence s'explique par des coûts fixes d'exploitation inférieurs pour cette dernière, même si le coût des consommations intermédiaires est un peu plus élevé. Il faut souligner la forte dispersion de ces coûts de revient qui varient de 0,67 à 1 € /kg. La moyenne calculée à 0,84 € /kg rend compte de l'échantillon retenu (70 comptabilités).

2. 1. 2. Les relations entre le rendement et les coûts de revient

Les rendements aux Antilles françaises :

La donnée centrale pour le calcul des coûts au kilogramme est le rendement. Or, ces derniers varient selon que l'on prend en considération le rendement brut (tonne

produite/hectare), le rendement net (tonne exportée/hectare) ou bien net vendu (tonne payée/hectare). En conformité avec les pratiques usuelles, nous retenons le rendement net exporté/hectare qui est le plus utilisé. Il est peu différent du rendement net commercialisé.

Le rendement moyen des exploitations étudiées est de 38 tonnes exportées par hectare. Il est supérieur aux rendements fournis par les statistiques officielles qui sont de 35 t/ha en Martinique et de 23 t/ha en Guadeloupe. Notre échantillon concernerait donc des exploitations globalement plus performantes techniquement que la moyenne. Nous savons par ailleurs qu'il n'y a pas de relation entre le rendement et la taille des exploitations. Certaines exploitations de petite taille atteignent des rendements exceptionnels alors que d'autres affichent, à l'inverse, des résultats très médiocres. Ces dernières sont des exploitations où les pratiques relèvent plus d'une stratégie de cueillette que d'une agriculture performante.

Relation entre les rendements et les coûts de revient :

Une analyse globale des données prenant en compte l'ensemble des exploitations étudiées (tous types et structures) n'a pas permis de dégager de relation entre les rendements et les coûts de revient. En pratique, ce type d'analyse doit être mené sur des groupes homogènes d'exploitations ce qui a été difficile à réaliser de manière rigoureuse au vu des données disponibles et de la disparité de ces exploitations.

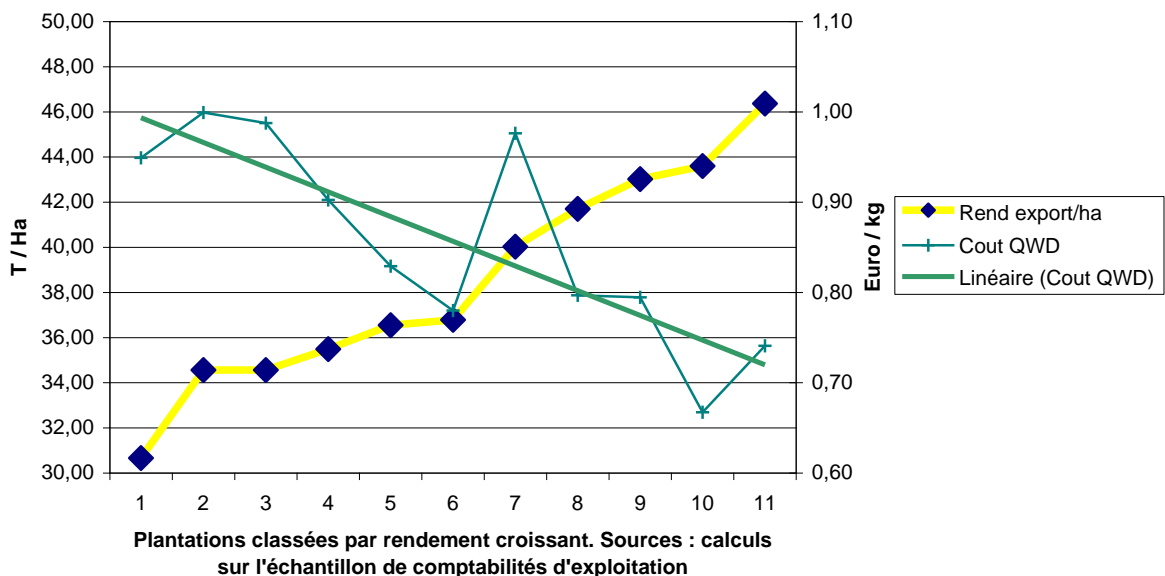
Deux groupes suffisamment homogènes et assez bien représentés, constitués à partir d'exploitations des deux îles, ont pu être identifiés au sein de l'échantillon étudié :

- Type 1 : les exploitations de plus de 30 ha (11 exploitations)
- Type 2 : les exploitations intensives (plus de 40t/ha) de 10 à 30 ha (7 exploitations). Une de ces exploitations n'est pas prise en compte dans les calculs de corrélation en raison d'une sous-estimation importante du coût de transport (moins de 0,10 €/kg alors que les autres se situent entre 0,20 et 0,30 €/kg)

Sur ces types, nous constatons que l'augmentation des rendements s'accompagne d'une baisse significative du coût de revient QWD. Dans le type 1, le coût de revient moyen de la banane varie de 0,74 €/kg pour une exploitation avec un rendement moyen de 46 t/ha, alors qu'il est de 1 €/kg (soit une augmentation de +35 %) pour une exploitation avec un rendement de 34 t/ha. Une analyse plus détaillée de la structure des coûts montre que le coût de revient élevé de certaines exploitations de type 1 résulte d'un montant élevé des investissements (notamment l'exploitation en position 7 du graphe suivant).

Le coût de revient moyen des exploitations de type 2 varie de 0,75 €/kg pour des rendements de 64 t/ha à 0,95 €/kg (soit 27 % d'augmentation) pour des exploitations n'ayant des rendements que de 40 t/ha.

Effet du rendement sur les coûts de revient dans les exploitations d'une superficie > 30 Ha (groupe 1)



La baisse du coût de revient constatée en relation avec l'augmentation du rendement des exploitations s'explique pour partie par une meilleure valorisation des intrants. Il n'a pas été mis en évidence de corrélation entre l'augmentation des rendements et les coûts de transport, de main d'œuvre, ou les coûts fixes, ces deux derniers étant extrêmement variables. Ces résultats montrent néanmoins que dans les exploitations de plus de 30 hectares, l'augmentation des rendements permet de réaliser des économies d'échelle technique et de diminuer les coûts de revient par kilogramme.

2.1.3. La structure des coûts de main d'œuvre

La main d'œuvre constitue l'élément central du coût de revient de la banane antillaise (32%). La main d'œuvre au hangar (découpe, triage, traitement, emballage, palettisation, chargement) représente plus de 57 % du coût de la main d'œuvre sur l'exploitation moyenne. Ce résultat est homogène entre les deux îles. Il pose pour hypothèse que la filière banane n'est plus une « filière agricole » mais une « filière agroalimentaire » : les travaux effectués en stations d'emballage sont en effet typiquement, tant au niveau organisationnel que de l'équipement et des structures, des activités industrielles agroalimentaires.

La variation des coûts de main d'œuvre (annexe 4) observée dans les comptabilités d'exploitation, bien que partiellement compensée par une variation inverse des coûts fixes, montre qu'il existe une marge de manœuvre pour abaisser le coût de ce poste. Il ne nous a pas été permis de corréliser une décroissance significative du coût de la main d'œuvre avec l'augmentation des rendements. Il apparaît cependant que les coûts de main d'œuvre en champ et en station d'emballage suivent la même tendance à la baisse.

2.1.4. La structure des coûts de commercialisation

Les coûts de commercialisation de la sortie hangar au QWD varie de 0,10 à 0,30 €/kg avec une moyenne de 0,24 €/kg (annexes 4).

Coût de mise en marché et commercialisation moyen 2000 à 2002								
en Euro/tonne nette	Banalliance	Cobamar	Gipam	Sicabam	Banagua	Karubana	Moyenne	% QWD
Prix sortie hangar de conditionnement	253,92	217,63	236,01	284,27	209,38	261,87	243,85	0,48
Palettisation départ	9,90	13,49	22,78	29,82	15,10	23,87	19,16	0,04
Mise en conteneur	5,03	3,07	6,33	9,25	3,58	0,86	4,69	0,01
Frais de groupement-centre empotage	28,06	9,99	24,71	25,94	20,03	13,74	20,41	0,04
Transport hangar-centre au port	18,76	34,90	23,77	22,32	16,98	21,45	23,03	0,05
Taxes portuaires	3,66	3,61	3,81	3,76	4,31	4,92	4,01	0,01
Coût d'embarquement	15,55	18,46	17,52	17,09	20,34	12,03	16,83	0,03
Prix stade (FOB)	334,87	301,15	334,94	392,45	289,71	338,74		
Assurance maritime	0,56	0,68	0,62	0,68	1,33	0,71	0,76	0,00
Coût de transport net	123,87	133,16	128,34	128,06	114,55	132,53	126,75	0,25
Total prix stade (CAF)	459,30	435,00	463,90	521,19	405,59	471,98		
Coût de débarquement	19,89	15,08	17,52	17,12	19,33	18,58	17,92	0,04
Palettisation arrivée	15,90	13,21	18,67	1,46	17,66	10,49	12,90	0,03
Transit, droit de port, taxes, pesée	3,76	4,91	2,88	4,51	5,06	5,33	4,41	0,01
Commission	11,68	23,05	10,27	13,26	19,52	11,25	14,84	0,03
Prix quai wagon départ	510,53	491,25	513,24	557,53	467,15	517,63	509,56	1,00
Tonnes commercialisées tonnes nettes	36380,08	43158,72	50514,86	55574,89	59238,06	61109,97	50996,10	
Tonnes expédiées en tonnes nettes	37163,86	44083,54	51724,85	57106,35	60665,38	62253,45	52166,24	

Source : Groupements de producteurs - Moyenne pondérée par les quantités

Les données recueillies en parallèle auprès des groupements de producteurs ont permis de calculer une moyenne pondérée par les quantités sur les 6 groupements sur les 3 derniers exercices mobilisables (2000, 2001, 2002). Le coût de commercialisation moyen a été estimé à 0,27 €/kg, ce qui est supérieur mais toutefois assez proche de l'estimation que nous avons obtenue par l'étude des comptabilités d'exploitation.

L'élément le plus important du coût de commercialisation est le coût de transport lié au fret. Nous sommes amenés à faire deux observations :

- A partir des données mobilisées qui différencient la palettisation départ et la palettisation arrivée dans les comptes de vente, on ne peut mettre en évidence l'intérêt en terme de coût, entre les deux options de palettisation (au départ ou à l'arrivée). Sur ce dernier point, deux remarques peuvent être faites :
 - Il est plus avantageux financièrement pour les exploitants de palettiser à l'arrivée (plutôt qu'au départ) car les coûts de palettisation sont alors déduit du prix wagon départ pour obtenir le prix CAF puis le prix sortie hangar d'emballage qui permettra de calculer l'aide compensatoire.
 - Au plan technique, il est plutôt conseillé de palettiser au départ pour améliorer la qualité.
- Les postes qui varient le plus entre les groupements au niveau des constituants du coût de commercialisation sont par ordre d'importance le « prix sortie hangar de conditionnement », les « frais de groupements pour les centres d'empotages » et les « frais de transport du hangar au centre d'empotage ou à l'embarquement ».

2.1.5. Conclusion sur les coûts de revient par l'étude des comptabilités d'exploitation

Le coût de revient QWD moyen estimé par les comptabilités d'exploitation est de 0,84 €/kg. Il est plus élevé en Martinique qu'en Guadeloupe. On constate une variabilité très importante des coûts de revient entre les exploitations allant de 0,67 à presque 1 €/kg. Les données disponibles sont insuffisantes pour permettre une analyse très détaillée qui ne pourrait se faire que par l'analyse de groupes homogènes. On peut toutefois montrer un impact des augmentations de rendement sur la diminution des coûts de revient (dans certains cas, on note une baisse des coûts de revient supérieure à 20 % pour une augmentation de rendement de 15 t/ha). Les coûts en intrants suivent cette tendance de manière significative. Les charges fixes (16 % du coût QWD) et les coûts de main d'œuvre (32 % du coût QWD) sont très variables

suivant les exploitations, ce qui montre qu'il existe des marges de progrès pour abaisser les coûts de production.

2. 2. Analyse des coûts de revient par l'approche itinéraire technique

La reconstruction des coûts de revient par l'itinéraire technique nous conduit à construire une typologie des exploitations représentant la diversité actuelle.

2.2.1. Méthode typologique utilisée

Les classements typologiques proposés par les experts sont assez semblables et cohérents pour chaque île, avec toutefois une certaine variabilité en fonction des groupements de producteurs traduisant leurs différences de composition. Tenant compte de ces différences, il est possible de proposer une typologie synthétique à dire d'experts, qui est différente pour la Martinique et la Guadeloupe (ce qui traduit davantage une différence socio-historique ou d'état d'esprit entre les deux îles qu'une réelle différence technique).

2.2.1.1. Typologie des exploitations en Martinique

Exploitations conventionnelles non mécanisées à main d'œuvre familiale (A)

Il s'agit très généralement d'exploitations de faible surface (de 4 à 8 hectares), souvent installées en bananeraie pérenne ou sujettes à des replantations peu fréquentes. L'itinéraire technique est à bas niveau d'intrants (fortement influencé par les disponibilités en trésorerie), les infrastructures sont réduites au minimum ou quasi-inexistantes. Dans quelques cas, certaines parcelles sont plantées en vitroplants sur jachère : c'est le début d'une agriculture raisonnée partielle, associée parfois à une production de diversification (porc ou maraîchage). Beaucoup de ces exploitations ont été abandonnées ou sont passées en diversification.

La main d'œuvre est le plus souvent familiale avec des embauches partielles ou saisonnières et une entraide entre producteurs qui sont souvent des pluriactifs. C'est aussi le groupe où on trouve le plus de planteurs âgés (problème de retraite ou de succession).

Les rendements sont assez faibles : généralement de 20 à 30 t/ha (parfois moins, dans un système de quasi-cueillette), mais les investissements et l'endettement sont faibles ou nuls. Il n'y a pas de comptabilité d'exploitation. La qualité est variable mais souvent jugée acceptable (voire excellente pour certaines de ces exploitations) pour les bananeraies stabilisées ; elle est généralement mauvaise sur les bananeraies en voie de cessation d'activité.

La pluriactivité entraîne des problèmes d'organisation et des retards de travail en bananeraie qui affectent progressivement sa rentabilité. Ces bananeraies qui dégagent peu de revenus en raison de leur faible superficie sont « en voie de disparition ».

Exploitations conventionnelles partiellement mécanisées à main d'œuvre mixte (B)

Ces exploitations ont une surface qui varie de 8 à 15 hectares (avec des extrêmes de 5 à 20). L'itinéraire technique est majoritairement conventionnel mais les bananeraies sont replantées relativement régulièrement.

La main d'œuvre est principalement salariée, souvent avec une part de main d'œuvre familiale qui lui est associée. Il n'y a pas de personnel d'encadrement. Ces exploitations sont confrontées à des problèmes de flexibilité de gestion de la main d'œuvre. Elles doivent en

permanence s'adapter aux volumes de production tout en maintenant une 'force de frappe' suffisante pour remplir une unité conteneur les jours d'emballage.

L'itinéraire technique est marqué par un manque de traitements ou de soins, la priorité étant donnée au paiement des salariés. Ce sont souvent des exploitations en voie de mécanisation (en commençant par les travaux de sol, puis le transport des régimes, la mise en conformité des stations d'emballage et l'irrigation quand elle est nécessaire ou possible). Le recours à la jachère associée au vitroplant n'est réalisé que lorsque les disponibilités techniques et financières le permettent. Ces exploitations se caractérisent par une grande disparité de qualité et de rendement, avec une moyenne aux alentours de 30 t/ha. L'endettement est fort, les investissements se font généralement sur la trésorerie (problème d'accès aux subventions et aux crédits bancaires).

Exploitations conventionnelles moyennes à main d'œuvre salariée (C)

Les exploitations de cette catégorie ont une surface variant de 15 à 50 hectares. Elles suivent un itinéraire technique conventionnel basé sur la replantation de « banane sur banane » parfois avec des vitroplants.

La main d'œuvre est salariée et dispose d'un encadrement spécifique. Le volume de production minimum doit permettre de traiter au moins un conteneur par semaine. Le manque de surface et la nécessité de maintenir un volume de production minimum pour compenser les charges fixes sont insuffisants pour permettre le passage à un système d'agriculture raisonnée basée sur la mise en place de jachères ou de rotations culturales.

Les rendements sont variables, pas toujours supérieurs à la catégorie d'exploitation précédente. Cela étant quelques producteurs ont des bons savoir-faire, sur ces itinéraires techniques permettant de dépasser 40 t/ha avec une qualité très correcte.

Exploitations en culture raisonnée de taille moyenne à main d'œuvre salariée (D)

Ces exploitations ont une surface de 30 à 50 hectares. Elles ont eu la possibilité de passer à un itinéraire technique raisonné basé sur des rotations culturales, sur des jachères vraies avec parfois un peu de colonage en maraîchage (mais pas de rotation canne à sucre/banane), suivies de la replantation de vitro-plants. Quelques-unes de ces exploitations sont récentes ; mais plus généralement elles sont passées à un itinéraire technique raisonné grâce à une disponibilité en surface ou une prise de décision précoce (entre 1994 et 1996) à une période économiquement plus favorable et moins contraignante pour la main d'œuvre (report de main d'œuvre sur les bananeraies en extension qui existaient à cette époque).

Les rendements et la qualité sont très dépendants de la qualité de l'itinéraire technique et de l'encadrement de la main d'œuvre. Ces exploitations sont souvent caractérisées par un savoir-faire élevé ; on obtient des productivités supérieures à 40 t/ha et jusqu'à 60 t/ha. Ces exploitations doivent maintenir des investissements élevés pour conserver leur productivité.

Exploitations industrielles en zones traditionnelles (E)

Il s'agit d'exploitations de plus de 50 hectares qui pratiquent souvent la rotation culturale canne/banane ou ananas/banane. Ces exploitations suivent donc un itinéraire technique raisonné et obtiennent de bonnes productivités.

La main d'œuvre salariée bénéficie d'un encadrement solide. La principale difficulté réside dans la gestion des pics de production à certaines périodes, qui mobilisent une forte main d'œuvre à l'emballage au détriment d'une baisse des soins aux fruits dans les parcelles et donc de la qualité (diminution du pourcentage de label, sur-classement, etc...).

Ces exploitations sont bien structurées et ont de fortes capacités à capter les subventions ou bénéficier de la défiscalisation. Elles peuvent appartenir à des groupes ayant d'autres activités que la production bananière. Ces exploitations qui ont une bonne maîtrise technique (en particulier sur le contrôle du parasitisme) obtiennent des rendements élevés pouvant dépasser 50 t/ha. Le niveau qualitatif dépend de la stratégie des producteurs qui, pour certains, préfèrent voir privilégier le tonnage en limitant les écarts de doigts non conformes (il s'agit principalement de défauts de grattages ou de sur-classement).

En dépit des atouts liés à leur taille, certaines d'entre elles ont dû se contenter de jachères enherbées qui n'ont pas permis un assainissement satisfaisant vis-à-vis du parasitisme tellurique (jachères insuffisantes, mal gérées ou trop courtes). Celles-là se trouvent aujourd'hui en difficulté avec des charges d'exploitation proches de celles des itinéraires techniques conventionnels et des rendements médiocres.

Exploitations industrielles en zones d'extensions (F)

Il s'agit d'exploitations analogues aux précédentes mais récemment (en 1995-1996) installées sur des terrains n'ayant pas connu de culture bananière depuis de nombreuses années. Les plantations ayant été effectuées à partir de vitro-plants, les situations sanitaires sont souvent excellentes ; ces exploitations sont sous irrigation et présentent des cycles courts. Ces bananeraies assez techniques, lorsqu'elles sont bien gérées, peuvent produire des résultats très satisfaisants en tonnage et qualité. Toutefois elles commencent à vieillir et il est parfois nécessaire d'envisager la replantation de l'ensemble des parcelles qui ont toutes à-peu-près le même âge, ce qui serait de nature à mettre certaines exploitations en difficulté.

2.2.1.2. Typologie des exploitations en Guadeloupe

Les petites exploitations en voie d'optimisation (G)

Ces exploitations ont des surfaces limitées, inférieures à 15 hectares. Elles s'appuient sur des itinéraires techniques en voie d'optimisation (intensification et/ou amélioration qualitative importantes). Il s'agit d'itinéraires techniques conventionnels (dont l'itinéraire de « bananeraies pérennes d'altitude »). On trouve une part de main d'œuvre familiale et salariée assez souple. L'encadrement est fait par le chef d'exploitation..

Les rendements obtenus sont entre 35 et 50 t/hectare pour une qualité satisfaisante. Les restructurations se font par avances de fonds propres mais généralement les dossiers de subventions (fonds structurels) sont préparés avec un appui extérieur.

Les bananeraies pérennes d'altitude seront prises, dans la suite de ce rapport, comme référence pour le calcul des coûts de revient de l'ensemble des petites exploitations en voie d'optimisation

Les « grosses » exploitations en voie d'optimisation (H)

Ce sont des exploitations de plus de 15 hectares. Elles correspondent à des itinéraires techniques en voie d'optimisation (intensification et/ou améliorations qualitatives importantes). La voie choisie est le passage à un itinéraire technique raisonné (vitroplants sur jachère ou rotation culturale principalement à base de canne à sucre).

La main d'œuvre est salariée et encadrée avec des problèmes analogues aux exploitations de même taille en Martinique. Les rendements sont supérieurs à 40 t/ha et peuvent aller jusqu'à 50 t/ha, avec une qualité correcte.

Les exploitations fragilisées (I)

- les exploitations d'**installation relativement récente ayant subi la série de calamités climatiques** (en particulier les sécheresses aggravées par l'insuffisance des réseaux d'irrigation et/ou de disponibilité en eau, ce qui se traduit par des pertes de rendement et de qualité et par un décalage de la production au second semestre moins rémunérateur). Ces exploitations dynamiques sont très endettées (malgré les opérations Banadif, quand elles y ont eu recours). Ces exploitations font partie principalement du groupe des exploitations de 10 à 30 hectares. Elles seront prises, dans la suite de ce rapport, comme référence pour le calcul des coûts de revient de l'ensemble des exploitations fragilisées.
- les exploitations de **faible niveau technique sur de faibles surfaces** : typiquement 2 ou 3 hectares, gérées par des producteurs âgés sans repreneurs. Les rendements peuvent être très faibles : inférieurs à 10 t/ha ; les récoltes sont irrégulières et la qualité mauvaise. Elles sont appelées à disparaître.
- les exploitations **en perte de vitesse éventuellement en phase de diversification**. Il s'agit d'exploitations ancrées dans l'itinéraire technique conventionnel marqué par des facteurs limitant importants (parasitisme tellurique et irrigation). Ces producteurs ne croient plus en l'avenir de la banane et ont cessé de progresser en prix de revient et en qualité. Les tentatives de diversification se soldent par un sur-approvisionnement des marchés locaux (cas récent du marché du plantain) qui s'effondrent, avec des conséquences catastrophiques accélérées pour ces exploitations. En général, ces exploitations ont moins de 10 hectares.

Les exploitations stabilisées (J)

- Quelques grosses exploitations ont stabilisé un itinéraire technique basique en replantation de **vitroplants sur jachères**. Ces exploitations obtiennent de bons résultats avec des rendements de l'ordre de 40 t/ha et une qualité correspondant au cahier des charges.
- Quelques producteurs suivent un itinéraire technique respectant le cahier des charges de l'**agriculture biologique**. Nous n'avons hélas pas eu le temps de les contacter dans le temps qui nous était imparti.

2.2.2. Méthodologie de la reconstruction technique du coût de revient

Il s'agit d'une approche théorique où le coût de revient de la banane est reconstitué à partir des gestes techniques réalisés en exploitation. A cet égard, le travail de référence réalisé par la Sicabam donne une grille de calcul permettant de décrire la totalité des travaux réalisés en bananeraies antillaises avec une vue d'ensemble des contraintes rencontrées (fertilisation,

parasitisme, irrigation, travaux de sol, etc.). Chaque itinéraire technique est paramétré en terme de quantité d'intrants et de main d'œuvre mobilisée sur la base des référentiels techniques mobilisés, actualisés en 2002. Les quantités d'intrants sont multipliées par leurs prix relatifs sur l'année considérée.

Cependant, ainsi que nous l'avons vu précédemment, toutes les contraintes agronomiques ne se cumulent pas sur une même exploitation.

Dans le cadre de ce travail, pour chaque classe typologique d'exploitation, a été choisi un milieu pédoclimatique auquel a été affecté les travaux agronomiques normaux correspondants ; les charges fixes ont été affectées au type de structure, ainsi que les rendements moyens correspondant. On obtient ainsi une représentation théorique de la variation des coûts de revient en fonction de la typologie des exploitations.

Pour les classes regroupant plusieurs types d'exploitation, a été choisi le type le plus représentatif : pour la classe G, il s'agit des bananeraies pérennes d'altitude et pour la classe I, des exploitations d'installation relativement récente et ayant subi la série de calamités climatiques.

Le poste des investissements de référence est très probablement sous-estimé dans le cas particulier des exploitations récemment installées. A l'inverse, ces coûts ont été estimés inférieurs de moitié pour les exploitations en voie de structuration et nuls dans le cas des petites exploitations non structurées.

2.2.3. Résultats sur les coûts théoriques calculés par les itinéraires techniques

Les résultats de cette approche sont synthétisés dans le tableau suivant en €/Tonne :

Coûts / stades	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
Régime pendant	244	272	301	249	276	241	154	273	310	248
Entrée hangar	304	332	362	309	336	301	213	332	368	307
Sortie hangar	614	679	710	622	665	608	478	658	714	615
QWD	851	916	946	859	902	848	715	895	949	852

Cet exercice illustre la très grande variabilité des coûts de revient de la banane en fonction des conditions particulières de production. La variabilité calculée est du même ordre de grandeur que celle obtenue à partir des comptabilités d'exploitation. On constate, toutefois, un resserrement de la fourchette de coût (de 0,71 €/kg à 0,95 €/kg) par rapport à l'approche précédente. La reconstruction du coût à partir des itinéraires techniques conduit à un lissage important des résultats pour la partie « emballage » (dont la variabilité n'est pas abordée ici) et dans une moindre mesure, sur les charges fixes (amortissements, frais financiers...).

Il convient de se pencher sur le cas particulier des bananeraies d'altitude en Guadeloupe (une partie des exploitations du type G). Ce système de culture génère des coûts de revient très faibles en raison des bas niveaux d'intrants et des charges de structure très réduites. Par ailleurs, les exploitations conventionnelles non mécanisées à main d'œuvre familiale (type A) en dépit des faibles rendements liés à un milieu moins favorable, arrivent aussi à produire, pour certaines d'entre elles à un coût relativement faible (elles dégagent cependant peu de revenus en raison de leur faible superficie). Dans les deux cas, il s'agit de petites exploitations qui montrent de bons résultats en termes de coût de revient en utilisant des itinéraires techniques conventionnels.

Outre ces cas particuliers des petites exploitations, les itinéraires techniques utilisant du matériel végétal sain sur sol assaini (D, F, J), ont un coût de revient inférieur de 76 €/t aux exploitations (B, C, E, H) qui utilisent des itinéraires techniques conventionnels alors que le différentiel de rendement moyen entre ces deux groupes est de 11 t/Ha. Les exploitations de type G (taille inférieure à 15 ha) présentent pour leur part un coût de revient intermédiaire.

Le coût de revient QWD moyen estimé par l'étude des itinéraires techniques est de 0,87 €/kg. La reconstruction du coût de revient moyen pour les Antilles françaises devrait résulter de la pondération du poids relatif de chaque classe d'exploitation, proportionnellement à leur contribution dans la réalisation du total des exportations. Il n'est pas possible, sans un travail de terrain complémentaire, de connaître l'importance de chaque classe typologique en terme de surface et de contribution au tonnage global. Nous avons dû évaluer le coût de revient moyen en calculant une moyenne simple des résultats des dix types d'exploitation sachant que la sous-estimation de la contribution des exploitations industrielles (exploitations de type E, F et H qui ont un coût de revient moyen proche de la moyenne globale) a un impact relativement faible.

2.4. Les résultats de l'approche globale

2.3.1. Résultats

L'approche globale (tableau page suivante) conduit à mobiliser des sources d'informations issues de différentes institutions entre 2000 et 2002.

- Pour les coûts de main d'œuvre, nous avons utilisé les données d'actif agricole par hectare fournies par le Recensement Général Agricole. Nous avons calculé le nombre d'heures de travail multiplié ensuite par le coût horaire du travail, légèrement inférieur en Guadeloupe compte tenu de la non-mensualisation du salaire.
- Pour les investissements, nous avons utilisé les montants fournis dans les DOCUP qui ont été globalement majorés de 30 % pour tenir compte du fait que ces investissements sont subventionnés à 70 %. Cette évaluation est probablement sous-estimée dans la mesure où elle ne prend pas en compte les investissements dans les petites exploitations généralement non subventionnées ainsi que les investissements réalisés dans le cadre de la défiscalisation (principalement sur les grosses exploitations). Ce raisonnement conduit à réévaluer ce poste en doublant les investissements sur immobilisations. En réalisant cet ajustement, nous restons en deçà des estimations globales des experts qui considèrent que les investissements en structures sont supérieurs aux investissements en exploitation.
- Pour les intrants, nous avons utilisé l'enquête « intrants » (Chabrier, 2003) qui fournit les quantités globales de produits phytosanitaires utilisés en bananeraie. Pour le poste « engrais », il n'a pas été possible de disposer de données globales sur les volumes utilisés; cette donnée a dû être estimée par une approche analogue à celle des itinéraires techniques sur la base des rendements moyens de chaque île ; elle intervient pour une faible part dans le coût de revient global.
- Le coût de transport et d'embarquement sont de 136€/t ce qui correspond, après déduction du poids des cartons et des palettes, à 150€/t net. A cela, ont été ajoutées les charges correspondant aux frais généraux départ (43 €/t estimés à partir de l'addition des coûts d'empotage, de transport de la station d'emballage au port, de la taxe portuaire de départ,

de la contribution Cirad, des frais des groupements, et de l'assurance maritime) et aux frais généraux « arrivée » (estimés par forfait à 46€/t pour la Martinique et 50€/t pour la Guadeloupe). Ces frais généraux « arrivée » sont légèrement sur-estimés : dans cette simulation la palettisation est admise comme étant faite en station d'emballage. Au total le coût du transport et des frais généraux associés pris en compte dans l'approche globale est donc en moyenne de 240€/t (cf tableau ci-dessous).

Les masses financières relatives à ces différents postes estimées pour l'année 2000 par île ont ensuite été divisées par la production exportée, ce qui donne l'estimation globale du coût de revient quai wagon départ de la banane.

Calcul du coût de revient par l'approche globale

Calcul des coûts : approche globale					
		Martinique	Guadeloupe	unités	Commentaires/sources
Données de base	Tonnage	271269	95063	t	Donnée Fruit-Trop - 2000
	Surface	9308	4378	ha	Donnée DAF 2001(Mart.), 2003 (Gua)
	rendement	29,14	21,71	t/ha	Simple calcul
	Cartons	14954190	5240518	u	Simple calcul
	UTA/Ha	0,8	0,5	UTA/ha	Calculs corrigés sur stat Agreste
	nb Cartons/Régime	1,1	1	/	Dire experts - Coefficient bateau
	Conso Nématicides	417	146	t	Etude Cirad (PV, Douanes...etc)
	Conso Insecticides	110	39	t	Etude Cirad (PV, Douanes...etc)
	Conso herbicides	183	64	t	Etude Cirad (PV, Douanes...etc)
	Conso engrais	14893	5219	t	Estimation par itinéraire technique
	Conso engrais fond	3723	1305	t	Estimation par itinéraire technique
	Fongicides	15,88	15,88	euro/t	Financement traitement /tonne
	Main d'oeuvre	66,72	65	euro/j	Coût horaire du travail - ref. rapport
	% MO affectée à la culture hors SF	30	30	%	Dire experts
	Surfaces replantations	15	10	%	Dire experts
	Transports	0,15	0,15	€/kg	Estimation forfaitaire (experts)
	Frais financiers	0,01	0,01	€/kg	Estimation forfaitaire (experts)
MO	Main d'oeuvre totale	117 250 419	33 579 260	0,412	Coût ouvrier comme coût moyen
Intrants Champs	Conso Nématicides	2 910 660	1 020 006	0,011	Prix moyen
	Conso Insecticides	553 300	193 897	0,002	Idem
	Conso herbicides	1 771 440	620 780	0,007	Idem
	Conso engrais	5 455 233	1 911 722	0,020	Idem
	Conso engrais fond	930 055	325 927	0,003	Idem
	Lutte cerco	4 307 752	1 509 600	0,016	Calcul
Soins aux	Gaines	1 087 577	335 393	0,004	En Guadeloupe (i)
	Bolduc	69 333	21 381	0,000	Idem
Fruits	Ficelle habannage	391 528	120 742	0,001	Idem
Station	Matières (avec palettes)	22 685 739	7 949 948	0,084	(ii)
Autres	Amortissement plantations	7 665 535	1 565 571	0,025	(iii)
	Amortissement autre investissemen	5 119 280	3 791 370	0,024	(iv)
	Frais financiers	2 712 690	950 630	0,010	Calcul
SHE->QWD	Frais généraux départ	11 664 567	4 087 709	0,043	(v)
	Embarquement et Transport	40 690 350	14 259 450	0,150	(vi)
	Frais généraux arrivée	12 478 374	4 753 150	0,047	(vii)
Total Euros / tonne		876	810	0,859	
Moy			859		

(i) ont considéré que les soins aux fruits ne sont que partiellement exécutés d'où l'application d'un coeff de 0,8 (problèmes de qualité, souvent pas de comptage etc..)

(ii) Coûts calculés à partir du nombre de cartons, palettes ...etc

(iii) Cf calcul : c'est un surcoût de travail sur des parcelles qui ne produisent pas (avant soins aux fruits)

(iv) En Martinique montant subventionné/Docup, auquel nous avons rajouté 30% en 2002.

En Guadeloupe même calcul sur une moyenne du DOCUP entre 1993 et 1999

(v) total : mise en conteneurs, transport hangar-port, taxe portuaire de départ, taxe Cirad, frais de groupements, assurance maritime

(vi) cout d'embarquement et de transport net (équivalent à 136€/t brut)

(vii) passage du CAF au QWD, estimation correspondant au forfait

2.3.2. Conclusions sur les coûts de revient calculés par l'approche globale

Cette méthode d'approche croise des données issues de sources d'informations différentes. Elle aboutit cependant à un coût de revient QWD moyen de 859 €/t qui se situe entre les deux autres estimations que nous avons réalisées (approche par les comptabilités et par les itinéraires techniques).

Ce nouveau résultat de 859 €/t consolide les deux résultats précédents au niveau de la fourchette dans laquelle se situe les coûts de revient. Cette approche fournit aussi des résultats intéressants : elle attire l'attention sur le poids considérable du coût des intrants utilisés dans les stations emballages (cartons, palettes,...). C'est ainsi que la valeur des intrants de conditionnement des fruits est supérieure à la valeur de l'ensemble des produits phytosanitaires utilisés pour la production. Toute économie qui pourrait s'appliquer à ces postes (diminution du nombre de référencement par exemple) conduirait à une amélioration de la compétitivité par diminution des coûts de revient.

2.4. Mise en comparaison des trois démarches d'élaboration des coûts de production.

2.4.1. Synthèse des approches du coût de revient moyen

La comparaison des résultats obtenus entre les trois approches, à partir des moyennes simples révèle un coût de revient Quai Wagon Départ calculé plus élevé pour l'approche « itinéraires techniques » (0,87 €/kg), une valeur moyenne pour l'approche « globale » (0,86 €/kg), et enfin une valeur plus basse pour l'approche basée sur les « comptabilités d'exploitation » (0,84 €/kg).

Toutes ces approches sont critiquables et comportent des approximations de nature différente. Ces différences peuvent s'expliquer par la variation des évaluations du coût de certains postes (tableau ci-dessous).

Coût de revient €/ kg	Approche comptabilités	Approche itinéraires techniques	Approche Globale
Consommations intermédiaires	0.19	0.17	0.15
Main d'œuvre	0.27	0.29	0.41
Amortissements	0.05	0.03	0.05
Coût de transport	0.24	0.21	0.24
Frais généraux	0.08	0.08	inclus dans les autres postes
Frais financiers	0.01	0.09	0.01
Total	0.84	0.87	0.86

L'estimation du coût de revient sur les consommations d'intermédiaires semble à priori « meilleure » (plus proche de la réalité) dans l'approche par « l'itinéraire technique ». En effet, l'approche « comptabilités d'exploitation » conduit à surestimer deux postes importants :

- le fait que des intrants soient parfois utilisés sur d'autres cultures de l'exploitation

(horticulture..) en sachant que la pondération nécessaire n'a pu être réalisée avec toute la précision nécessaire,

- le fait que certains intrants soient achetés mais stockés pour l'année suivante et que les incidences des variations de stocks n'ont pas pu être corrigées.

Dans l'approche « globale », les coûts ont été globalement estimés sur les produits les plus utilisés (par exemple le carton américain standard, il n'est pas tenu compte du prix des open-tops, etc...) ; les pertes n'ont pas non plus été prises en compte. Ce poste est donc vraisemblablement sous estimé.

Le coût de revient sur la main d'œuvre est nettement plus élevé dans l'approche globale. En effet, l'extrapolation des UTA en temps de travail réel ne tient pas compte du fait que ces UTA enregistrés dans le RGA travaillent parfois sur d'autres productions agricoles ou sur des opérations de plantation à considérer comme investissement. Elle ne tient pas compte non plus, du fait qu'une partie de la main d'œuvre d'origine familiale n'est pas rémunérée au même niveau que la main d'œuvre salariée ⁽³⁾. Cette surestimation des coûts de main d'œuvre vient en compensation des autres postes qui ont tendance à être sous-évalués (ce qui est clairement le cas des consommations intermédiaires).

Nous avons utilisé les coûts réels liés à la masse salariale pour l'approche « comptabilités des exploitations » ; ceux-ci intègrent le fait que les planteurs utilisent par moment, une main d'œuvre familiale ou autre, donc à un coût réel plus bas. Nous retiendrons cependant le coût de revient en main d'œuvre de l'approche « comptable » comme le plus probable malgré les biais d'échantillonnage déjà signalés.

L'estimation des coûts de transport n'est pas homogène suivant les approches. Pour l'approche globale, les frais de palettisation sont pris en compte dans la main d'œuvre et les intrants.

L'estimation du poste « frais généraux et financiers » est davantage sujette à caution. Ce poste est de 0,09 et 0,17 €/kg pour les deux premières approches et n'est pas directement pris en compte dans l'approche globale (en dehors des frais inclus dans d'autres postes) . L'approche comptable est la mieux étayée car elle ne fait pas intervenir les « dires d'experts » sur ce sujet difficile à évaluer de manière globale. Toutefois, les comptabilités révèlent de très grandes variations de ce poste (de 19 €/t à 162 €/t), les exploitants y incorporant parfois des charges de nature très différentes.

Les différences des coûts estimés par les trois approches restent très faibles : le coût moyen de la banane aux Antilles se situe dans une fourchette assez précise de 840 à 874 €/t.

2.4.2. Synthèse sur la variabilité des coûts de revient

Les approches « comptabilités des exploitations » et « itinéraires techniques » permettent de donner une idée de la variabilité des coûts de revient. La moyenne calculée par les comptabilités d'exploitations résulte de la structure de l'échantillon étudié. Il est de type aléatoire mais sa représentativité statistique est partielle. En effet nous avons vu que la part des exploitations de 50 hectares n'est que de 11 % ce qui est inférieur au « poids » de ces exploitations dans le tonnage global exporté. Il est certain qu'un échantillon structuré

³ Dans l'approche technique le paramétrage financier des normes techniques pose pour hypothèse que la main d'œuvre est payée de manière homogène au même salaire horaire (66,72 €/jour).

autrement aurait pu conduire à des résultats différents. Cependant la convergence des résultats obtenus à partir de trois approches méthodologiques apporte une certaine robustesse aux résultats obtenus.

Les économies d'échelles au niveau technique observées dans certaines situations montrent que l'impact du rendement sur la diminution des coûts de revient est aussi important sur les coûts de main d'œuvre en station d'emballage que ceux constatés au champ.

La diminution des coûts des consommations intermédiaires accompagne l'augmentation des rendements dans le cadre des itinéraires techniques conventionnels. Cette diminution est plus forte dans le cas de l'agriculture raisonnée qui permet d'associer une augmentation des rendements à une diminution importante de l'utilisation des pesticides.

Les coûts liés au transport sont peu variables. Les progrès dans ce domaine se gèrent au niveau de l'ensemble des producteurs des deux îles.

Les coûts de main d'œuvre et les coûts fixes présentent une variabilité très importante d'une exploitation à l'autre. Cette variabilité ne s'explique que partiellement par les changements d'itinéraires techniques. Ce constat suggère que l'amélioration de la gestion de la main d'œuvre et des stratégies d'investissement sont des réservoirs importants d'amélioration de la compétitivité coût.

2.4.3. Coût de revient nécessaire au maintien de l'équilibre de la filière

2.4.3.1. Prise en compte des interactions entre exploitations dans les coûts de revient de référence utilisés : une partie du coût de revient moyen des « petites » exploitations est supportée par les « grandes » exploitations.

Les bonnes performances (en coût de revient) d'un certain nombre de petites et moyennes exploitations (entre 4 et 15 hectares - itinéraires techniques de certaines exploitations de types A et d'exploitations de type G) ayant de faibles rendements sont liées à plusieurs variables comme l'absence de structures lourdes, le recours à la main-d'œuvre familiale, et une main-d'œuvre salariée non soumise à la législation sur les 35 heures. Leurs performances de compétitivité « coût » peuvent s'expliquer aussi par une prise en charge par la profession d'un ensemble de coûts qui résultent des liens d'interdépendance entre les producteurs. Les coûts principaux qui sont ainsi « mutualisés » sont les suivants :

- Le coût de revient du traitement contre la cercosporiose. En effet ce coût est proportionnel aux surfaces traitées ; même s'il n'est pas question de remettre en cause le fonctionnement solidaire du traitement généralisé raisonné, on doit constater que son mode de financement (paiement à la tonne et non à la surface) revient à la prise en charge partiel des coûts de traitement des exploitations à faible rendement, par les exploitations à fort rendement (plus de 40 t/ha). Pour des rendements inférieurs à la moitié de la moyenne, le principe de solidarité équivaut à une baisse de charges de 15€/t.
- Le coût de conditionnement, ainsi pour les centres d'emportage, le coût de revient moyen de traitement d'un conteneur est de 143 € (moyenne 2001-2002). Cette prestation est facturée sur compte de vente 1,75 €/t alors que son coût réel est de 16 €/t⁴.

4 : 143€/conteneur = 143€ pour 8,88 t (10 palettes de 48 cartons de 18,4 kg) soit un coût d'environ 16€/t.

Ceci équivaut à une baisse de charges de plus de 14 €/t par rapport au réel pour les utilisateurs de ces centres d'emportage.

- Le coût de l'encadrement technique dans la mesure où les techniciens (Agroservice en Guadeloupe et techniciens des groupements en Martinique) sont financés par l'ensemble de la profession et les pouvoirs publics ce qui évite de faire appel à des structures privées plus coûteuses

Ces exemples ne sont pas exhaustifs des mesures qui bénéficient de manière indirecte aux petites et moyennes exploitations; elles concernent aussi les centrales d'achat.

Ces éléments tendent à montrer que le faible coût de revient d'une partie des petites ou moyennes exploitations peuvent s'expliquer par la prise en charge de certains coûts par les exploitations de plus grande taille.

2.4.3.2. Coût de revient moyen centré et fort écart type.

Les coûts de revient moyen des exploitations antillaises se situent selon les travaux présents entre 840 et 874 €/t QWD. Cette évaluation résulte de la combinaison de trois approches différentes.

- L'approche par les comptabilités d'exploitation a permis d'établir un coût de revient moyen variant de 890 €/t en Martinique à 790 €/t en Guadeloupe, les coûts fixes d'exploitation étant inférieurs pour cette dernière. Il faut souligner la forte dispersion de ces coûts autour de leur moyenne puisqu'ils varient de 667 à 999 €/t sur l'échantillon étudié, soit un écart de performance pouvant atteindre 332 €/t. L'absence de corrélation observée entre les coûts de revient et la taille des exploitations est confirmée par l'approche « itinéraires techniques ». Par conséquent, la structure de notre échantillon⁵ de comptabilités (sur-représentation des petites exploitations) n'a que peu d'incidence sur le calcul du coût moyen.
- L'estimation faite des coûts de revient par la reconstitution des itinéraires techniques a abouti à une fourchette de coût variant de 715 €/t pour des exploitations performantes d'une taille inférieure à 15 ha à 950 €/t pour les exploitations dites « fragilisées » encore ancrée dans des itinéraires techniques conventionnels.

Les exploitations les plus performantes en terme de coût correspondent au type G de Guadeloupe (il s'agit en particulier les bananeraies pérennes d'altitude), dont la contribution à la production globale est limitée. Les exploitations dont le coût de revient moyen est de 950 €/t recouvrent à la fois les exploitations fragilisées de Guadeloupe (type I, première catégorie) et les exploitations conventionnelles moyennes à main d'œuvre salariée de Martinique (type C).

En 2000, les exploitations de taille moyenne représentaient déjà 18% des exploitations (208 en Guadeloupe et 255 en Martinique) et assuraient presque 50% de la production. D'après les experts, plus de la moitié de ces exploitations n'ont pas encore pu adopter des itinéraires techniques raisonnés. Elles recouvrent l'ensemble des exploitations de types C et I et contribuent à 25 % de la production globale des Antilles.

Les volumes produits par les exploitations à fort coût de revient sont donc beaucoup plus importants que ceux des exploitations les plus compétitives. En ce sens le coût moyen de

⁵ Rappelons que cette structure déséquilibrée est induite par les difficultés d'accès aux comptabilités qui n'ont pas permis de raisonner un échantillon statistique représentatif et ont conduit à un échantillonnage aléatoire.

revient de la banane estimé par la voie des itinéraires techniques (et calculé par la moyenne arithmétique) est minimisé.

- Enfin, l'approche macroéconomique a permis de situer le coût de revient de la banane à 810 €/tonne en Guadeloupe et 876 €/tonne en Martinique ce qui a amené à définir un coup moyen de 859 €/tonne (en coût pondéré par la production de chaque île).

Cette diversité des coûts de revient de la banane antillaise (plus élevé en Martinique qu'en Guadeloupe) interroge sur le coût de revient qui devrait être pris en compte dans les négociations sur le futur OCM pour assurer la pérennité de la filière.

2.4.4. Coût de revient moyen et recette des producteurs

i. En 2002 ⁶, la recette à la production de la banane antillaise (prix SHE) était de 245,9 €/t. Il faut additionner le montant de l'aide compensatoire de 303 €/t (homogène sur le territoire de la communauté) et un complément d'aide moyen par kilogramme de 36 €/t (moyenne pondérée Guadeloupe et Martinique) pour calculer la recette réelle. Le revenu net moyen perçu par le producteur sur cette base était donc de 585 €/t au stade sortie hangar de conditionnement.

- La distribution de l'échantillon de comptabilités d'exploitation dont nous disposons montre qu'en 2002, 53 % de l'échantillon des comptabilités d'exploitation a un coût SHE supérieur au revenu net moyen reçu. Ces producteurs dont le coût SHE moyen est de 673 €/t sont par conséquent actuellement en difficulté car ils exploitent la banane à perte (- 88 €/t) sur la base des calculs réalisés.
- 47 % de l'échantillon étudié a un coût SHE inférieur au revenu net moyen perçu. Ces producteurs dont le coût de revient moyen SHE est de 503 €/t dégagent une marge bénéficiaire de 82 €/t.

L'étude des comptabilités montre que recommander un coût de référence égal à la moyenne des coûts de production risquerait de condamner directement la moitié de la production antillaise et donc, de déstabiliser la filière.

ii. Le coût de revient moyen QWD calculé par l'approche « itinéraire technique » est de 0,87 €/kg. Ce chiffre masque aussi une grande variabilité des coûts de revient de la banane en fonction des conditions de production (localisation et structure des exploitations ; choix des itinéraires techniques ;...).

Les exploitations de types B, C, E, H, et I (soit la moitié des types décrits) ont un coût de revient moyen de 921 €/t QWD (soit 688 €/t SHE) supérieur au revenu moyen perçu en 2002 qui était 585 €/t stade SHE. Elles sont par conséquent en difficulté.

Parmi ces exploitations, les types C et I dont le coût de revient moyen est de 950 €/t, contribuent pour 25 % aux tonnages exportés. Elles sont au cœur de la production antillaise.

⁶ L'année 2001 est considérée comme une année atypique par rapport aux 6 dernières années pour le montant de la recette à la production car les prix ont connu une forte embellie du fait de la conjonction (i) entre une réduction conjoncturelle des disponibilités mondiales et (ii) une concurrence moins fortes des autres fruits (Cyclope 2002 p 325). Nous n'avons donc pas calculé de moyenne de la recette sur 2001/2002 comme l'aurait suggéré la comparaison avec des coûts de revient calculés sur cette période, mais retenu la recette de 2002.

Leurs coûts de revient doivent donc être pris en compte dans le calcul des aides compensatoires de manière à maintenir une masse critique de production compatible avec la pérennité de la filière antillaise.

2.4.5. Un coût de revient moyen susceptible d'évoluer rapidement.

Le coût de revient moyen de la banane aux Antilles est susceptible d'évoluer rapidement en fonction des aléas climatiques, des modifications d'itinéraires techniques et des contraintes liées à la revalorisation des salaires ; des prix relatifs (inflation) et aux mesures environnementales.

Conclusion sur les coûts de revient de la banane antillaise

Les trois approches méthodologiques qui mobilisent des démarches et des sources différentes convergent vers une fourchette de coûts de revient qui se situe entre 0,84 €/kg et 0,87 €/kg. Les calculs de coûts de revient de la banane antillaise ont été réalisés en 2003 à partir de données le plus souvent datées de 2001 et 2002. Les approches « comptabilités d'exploitation » et « itinéraire technique » font état d'une forte variabilité des coûts selon les types d'exploitation. L'approche par les itinéraires techniques conduit à retenir un coût de revient QWD de 950 €/t afin de conserver la masse critique de la production antillaise.

Chapitre 3: La compétitivité coût de la filière antillaise par rapport aux origines extracommunautaires

Le coût de revient QWD de la banane Camerounaise (⁷) a été estimé, en 2000, à 0,63 €/kg, toutes taxes d'importation sur le marché européen incluses (étude GFA, 2001).

Notre étude des coûts de revient par les comptabilités d'exploitation a fait ressortir que 32 % de ce coût est constitué par la masse salariale, ce qui est souvent identifié par les experts comme le handicap majeur de la compétitivité antillaise. Le coût moyen d'une journée de travail en exploitation est de 66 €/jour aux Antilles. En comparaison, il n'est que de 9 € au Costa Rica et tombe à 2 € au Cameroun .

Toute autre différence mise à part, nous pouvons apprécier l'impact de ces différents coûts de main d'œuvre sur le coût de revient de la banane extra-communautaire. Dans ces deux pays (Costa-Rica et Cameroun), les itinéraires techniques utilisés sont proches de ceux des bananeraies industrielles en zones traditionnelles de Martinique (type E). Le calcul du différentiel théorique de coût de revient lié à la main d'œuvre au stade SHE a été fait en utilisant la grille de reconstitution des coûts de revient par la méthode des itinéraires techniques :

Coûts SHE	Antilles	Costa Rica	Cameroun
Itinéraire technique (plantations de type E)	0,69 €/kg	0,45 €/kg	0,42 €/kg
Différentiel théorique de coût de revient	-	- 0,24 €/kg	- 0,27 €/kg

⁷ Les données sur les pays Latino américains mobilisables sont trop anciennes pour réaliser des comparaisons d'autant que les détails méthodologiques ayant conduit à leur élaboration ne sont pas fournis dans les documents mobilisables.

Dans cette simulation, l'impact du coût de la main d'œuvre (en dehors de toute autre considération) avantagerait les provenances africaines et sud-américaines de l'ordre de 35 à 40 % du prix de revient SHE par rapport à la provenance antillaise. Cette observation doit toutefois être considérée comme une simple indication d'ordre de grandeur: réaliser une étude de compétitivité sur les coûts de revient impliquerait de pouvoir comparer au delà des coûts, leur méthode d'élaboration afin de s'assurer que l'on compare les mêmes réalités économiques. En l'occurrence dans des entreprises intégrées (multinationales), il est possible d'un point de vue comptable de remonter les charges situées en aval vers la production ou l'inverse.



CONCLUSION DE LA DEUXIEME PARTIE :

LA COMPETITIVITE COÛT DES ANTILLES

Globalement sur les Antilles, le coût de revient moyen de la banane se situe dans une fourchette de 0,84 à 0,87 €/kg QWD.

L'hétérogénéité des coûts entre les exploitations résulte principalement de la variation des rendements (itinéraires techniques), de l'organisation du travail et des coûts fixes. Au niveau des rendements une distinction a lieu entre la Guadeloupe et la Martinique, et à l'intérieur de ces îles en fonction des situations agronomiques et des choix stratégiques des producteurs. Les coûts fixes dépendent pour partie de la position de l'exploitation dans son cycle d'investissement dans le renouvellement des plantations ou la construction des hangars.

L'étude de la variation et de la structuration des coûts de revient montrent que ces coûts peuvent être réduits aux Antilles françaises. Dans la plupart des cas, cela implique des restructurations importantes de l'itinéraire technique dont en particulier le passage à une agriculture raisonnée et une augmentation des rendements. Des économies sont réalisables au niveau des hangars. Toutefois, une partie des producteurs soumis à de fortes contraintes de trésorerie n'ont pas les moyens d'investir dans les changements techniques nécessaires ou ne disposent pas de structures d'exploitations suffisantes.

Le volume de production généré par les exploitations qui n'ont pas encore réussi leur mutation vers des itinéraires techniques raisonnés pour lesquelles les coûts de production sont de 950 €/t, représente plus du quart de la production antillaise. La disparition de ces volumes serait de nature à remettre en cause les impacts positifs de la filière banane sur l'économie insulaire (mise en cause des entreprises en amont et en aval qui participent à la compétitivité actuelle de la filière, augmentation du coût du transport maritime, diminution de l'emploi...etc.). La disparition de ces volumes conduirait en outre à une augmentation relative des coûts de revient des productions restantes. Il est donc important dans une stratégie d'amélioration de la compétitivité de préserver la masse critique de cette filière en maintenant le niveau de volume global de la production. Ceci conduit à recommander un niveau de soutien qui permette le maintien des exploitation qui représentent un volume important et dont le coût de revient est de 950€/t.

PARTIE III

***IMPACT DES PRODUCTIONS BANANIERES
SUR LE DEVELOPPEMENT DES DOM***

Introduction

Nous proposons dans ce chapitre de mesurer l'impact macro-économique (valeur ajoutée, balance commerciale) de la filière banane, son impact socio-économique (emploi) et, enfin, de manière plus succincte son impact au niveau territorial (identification des externalités avec les autres secteurs et filières).

CHAPITRE 1 : EVALUATION DE L'IMPACT A L'ECHELLE MACRO-ECONOMIQUE

Les données produites par l'INSEE sur le secteur agricole, et la branche banane entre 1993 et 1999 donnent une appréciation de l'impact macro-économique des productions bananières sur l'économie des Antilles.

1.1. L'impact sur la balance commerciale en moyenne entre 1993 et 1999

En Martinique, les exportations de banane d'une valeur de 71 millions d'euros en moyenne concourent pour près de 60 % de la valeur des exportations agricoles et agroalimentaires contribuant à réduire le déficit de la balance commerciale du département.

En Guadeloupe, avec 25,8 millions d'euros de recettes d'exportation, la branche banane contribue aujourd'hui pour 35 % aux recettes d'exportation du secteur agricole et agroalimentaire. Cette contribution est en forte diminution en raison d'une baisse des volumes exportés ces dernières années et d'une réduction du prix de la banane.

Les données mobilisées n'enregistrent pas le montant des importations de sorte que l'impact sur la balance commerciale au niveau des importations ne peut être apprécié à partir de cette source d'information.

1. 2. L'impact sur la valeur ajoutée

La valeur ajoutée est calculée comme la différence entre la valeur de la production et la valeur des consommations intermédiaires utilisées pour l'obtention de cette production. Elle mesure la richesse créée par l'activité de production que les agents vont se répartir entre les salaires et l'excédent brut d'exploitation :

Valeur Ajoutée (VA) = Valeur de la Production - Valeur des Consommations Intermédiaires

La somme des valeurs ajoutées des différentes branches permet le calcul du PIB. La répartition de la valeur ajoutée se fait ensuite entre :

- la rémunération des salariés (salaires bruts et cotisations sociales),
- l'excédent brut d'exploitation (EBE) qui est mobilisé en partie pour financer les investissements et pour l'autre partie, constituer le revenu des producteurs.

1.2.1. L'évolution de la valeur ajoutée de la banane (moyenne entre 1993 à 1999)

En Martinique la branche banane génère 79 millions d'euros de Valeur Ajoutée/an. Elle contribue à hauteur de 29 % à la VA du secteur agricole et agroalimentaire (en moyenne sur 7 ans de 1993 à 1999); cette contribution ne cesse d'augmenter (elle était de 25 % en 1993).

En revanche, en Guadeloupe, la VA de la branche banane n'est que de 33 millions d'euros soit 13 % de la VA agricole et agro-alimentaire soit une contribution plus faible qu'en Martinique et en diminution.

La valeur de la production qui sert de base au calcul de la valeur ajoutée correspond au prix de vente réalisé majoré des montants compensatoires après déduction des impôts. Elle enregistre donc ce que perçoit effectivement le producteur (INSEE 2002). Sur la banane, le montant des impôts prélevés est relativement faible dans les comptes nationaux. Les subventions aux produits à travers les montants compensatoires portent sur 55,4 millions d'euros en Martinique et 21 millions en Guadeloupe (en moyenne annuelle sur la période prise pour référence). On note que la filière banane crée de la richesse nette dans les DOM pour une valeur de 23.6 millions d'euros en Martinique et de 12 millions d'euros en Guadeloupe. Ces montants sont calculés en déduisant la valeur des montants compensatoires de la valeur ajoutée.

1.2.2. L'évolution de la productivité (Martinique et Guadeloupe)

Sur l'année 1999, la productivité de la filière banane a pu être estimée à partir du calcul du ratio de la VA rapporté à la valeur des consommations intermédiaires. Cet indicateur de productivité est un indice de l'évolution de la compétitivité de la filière. Nous constatons que ce ratio était supérieur en Guadeloupe (1,7) mais avec une tendance à la baisse. En revanche, en Martinique, ce ratio (de 1,5 en 1999) a augmenté de 10 % de 1997 à 1999.

L'amélioration de la productivité de la filière banane observée principalement en Martinique grâce aux indicateurs macroéconomiques vient conforter les progrès déjà constatés à partir d'autres sources d'informations :

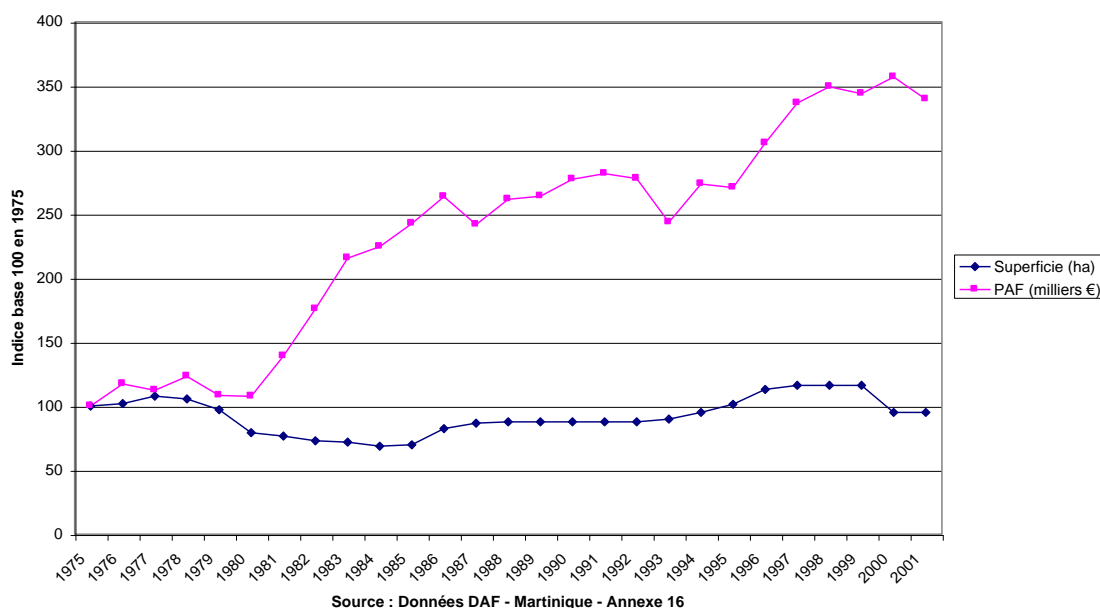
- au niveau du numérateur, l'augmentation des rendements,
- au niveau du dénominateur, la diminution des quantités et du prix des intrants,

Ce résultat serait confirmé sur les exercices 2000 et 2001 d'après les premières indications mobilisables.

En Martinique, la comparaison de l'évolution des surfaces cultivées à la valeur de la production révèle qu'en indice « base 100 » en 1975, les superficies plantées en banane sont pratiquement les mêmes en 2001. En revanche, les mêmes superficies ont généré une valeur de la production 3,5 fois supérieure à celle de 1975, alors que les prix ont eu tendance à baisser ces dix dernières d'années (voir graphique ci-dessous). Ce résultat confirme que la bananeraie antillaise a connue une forte intensification de son système de production lequel a généré un accroissement de la valeur de la production par hectare.

En Guadeloupe, la reconstitution des séries des valeurs de la production agricole n'a pas été réalisée en raison de l'hétérogénéité des sources de données.

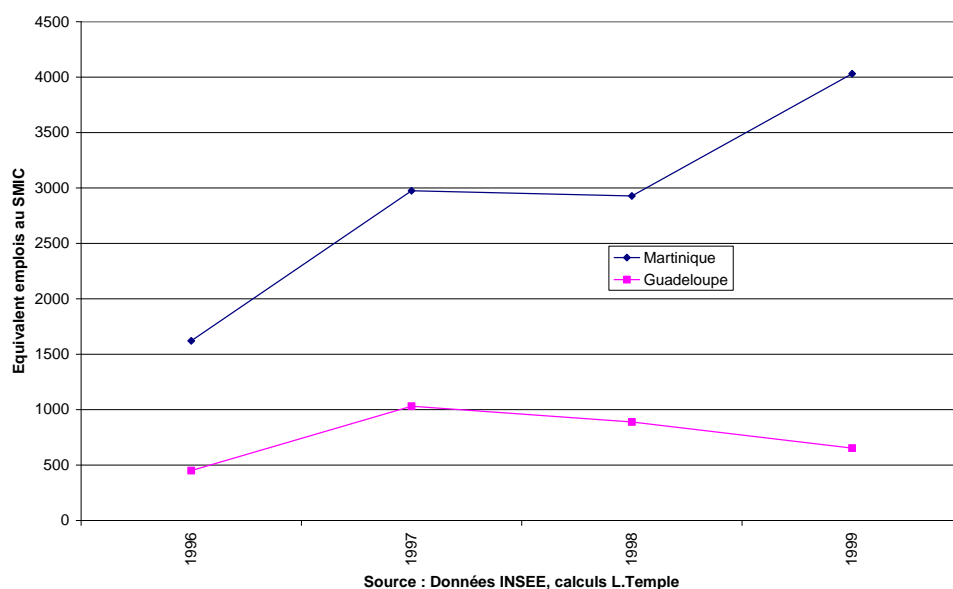
Evolution comparée des superficies et PAF (valeur de la production)



1.2.3. Création d'emplois dans la filière banane aux Antilles entre 1996 et 1999

Le nombre d'emplois salariés créés par la filière banane aux Antilles a été estimé en divisant la part de la valeur ajoutée affectée à la « rémunération du travail », par le niveau moyen de salaire annuel de 1996 à 1999. Cette estimation a été calculée en équivalent d'emplois payés au SMIC.

Nombre d'emplois, calculé à partir de la répartition de la valeur ajoutée



Durant cette période, le secteur bananier a créé un total de 2500 emplois salariés en Martinique et environ 150 en Guadeloupe. Ces chiffres ont été calculés à partir de données comptables ; ils doivent être validés par d'autres approches. En effet :

- ce calcul ne tient pas compte de la diversité des emplois et des salaires existants entre l'ouvrier non qualifié et l'ingénieur gestionnaire d'une grosse exploitation,
- ce calcul ne comptabilise pas les « emplois familiaux » dans la filière banane qui ne sont pas déclarés (entre 10 et 30 % à dire d'experts),
- enfin, ce calcul ne tient pas compte du fait que des producteurs en difficulté ne paient plus les charges sociales.

Ces deux dernières raisons tendent à minimiser le nombre d'emplois créés liés à la production qui est probablement très supérieur au chiffre ainsi calculé. En dépit de ces limites, les données économiques montrent que non seulement le salaire de la main d'œuvre a progressé aux Antilles mais aussi que le nombre de personnes employées a augmenté, y compris en Guadeloupe jusqu'en 1997, période à partir de laquelle, on assiste à une chute partielle de l'emploi sur cette île (régression des surfaces cultivées). La filière banane a créé des emplois jusqu'en 1999, en Martinique.

En Martinique, les mesures sociales qui ont été négociées (mensualisation) et les investissements techniques sur les exploitations ont modifié le statut social du salariat agricole. Auparavant, celui-ci était déconsidéré car associé à des tâches de main d'œuvre sans qualification et porteur des relations sociales psychologiquement négatives ; aujourd'hui, travailler en exploitation bananière devient progressivement un métier considéré. En l'absence de mesures sociales significatives, il est peu probable que la situation évolue dans le même sens en Guadeloupe.

1.2.4. Evolution de la répartition de l'excédent brut d'exploitation (1996/1999)

L'Excédent Brut d'Exploitation (EBE) a été calculé après la déduction des consommations intermédiaires, de la rémunération du travail, des taxes et des impôts de la valeur de la production. L'EBE situe la capacité de la filière à se pérenniser, c'est-à-dire à financer le renouvellement des plantations, du matériel, des immobilisations et à faire face aux charges financières futures. Une partie de cet EBE constitue le revenu des producteurs. Cet EBE est positif de 42,5 millions d'euros en Martinique et de 23,9 millions d'euros en Guadeloupe (moyenne entre 1996/1999). Il est en forte baisse en Martinique et instable en Guadeloupe.

La baisse de l'EBE en Martinique s'explique principalement par la croissance de la rémunération des salariés qui absorbe une part de plus en plus importante de la valeur ajoutée (70% de la valeur ajoutée serait utilisée pour la rémunération des salariés). Cela signifie que les bons résultats techniques obtenus en Martinique ont servi au financement de l'augmentation de la masse salariale. A ce stade, les informations mobilisables ne permettent pas de répartir cette masse entre l'augmentation du nombre d'emplois et l'augmentation du coût horaire du travail.

En Guadeloupe, en revanche, une part de plus en plus faible de la valeur ajoutée est mobilisée pour la rémunération des salariés. Les gains de valeur ajoutée (beaucoup plus faibles qu'en Martinique) ont été moins affectés par la création d'emplois et l'augmentation des rémunérations. Ces gains ont plutôt contribué à augmenter l'EBE. Ce résultat peut s'expliquer en partie par le fait que les salariés sont moins bien payés et que le pourcentage de main d'œuvre non déclarée serait beaucoup plus élevé qu'en Martinique.

1.3. L'impact des subventions sur le développement de la filière

La filière banane contribue à mobiliser des subventions dans les DOM tant au niveau de l'Union Européenne que de la métropole dont l'impact, en terme de revenus pour les populations, mais également en terme d'effets induits, doit être pris en considération. Ces aides s'adressent à des porteurs de projets individuels ou aux groupements. Elles peuvent dans la plupart des cas se cumuler entre elles et se cumuler à des aides plus générales à l'installation de type Dotation Jeune Agriculteur (quelques très rares cas en Martinique et en Guadeloupe). Elles peuvent aussi se combiner avec d'autres outils incitatifs tels que la défiscalisation agricole. On peut ainsi ventiler ces aides entre : l'amont à l'investissement et l'encadrement technique et les subventions en aval aux produits.

1.3.1. Les aides à l'investissement en amont

Elles se rapportent au DOCUP et sont financées pour une partie par l'Union Européenne, sur fonds FEOGA Orientation. Elles doivent obligatoirement s'accompagner de contreparties régionales ou nationales.

En Martinique, pour la période 1993- 1999, ces aides ont porté sur trois axes stratégiques au niveau de la rubrique « modernisation de la filière banane » : les améliorations culturelles, le transport et équipements, et la recherche-développement.

Les subventions sous la rubrique modernisation de la filière banane portent pour 80% sur les travaux d'irrigation, 10 % sur le drainage ; le reste se répartit entre les vitroplants (5 %) et la mécanisation au champ (4 %).

Les subventions pour le transport et l'équipement se répartissent principalement en 41 % pour les stations de conditionnement et d'emballage, 37 % pour les voiries, 12 % pour les remorques ; le reste se répartit en investissements sur les câbles-ways et les équipements de pré-réfrigération.

Pour la recherche-développement, l'évaluation des montants est plus difficile à identifier car cette rubrique comporte des opérations transversales à plusieurs filières.

La plupart de ces aides à l'investissement a été maintenue dans le DOCUP 2006 (rubrique Aide aux investissements dans la filière banane) sur les principaux axes suivants :

- replantations,
- matériel de traction, de travail du sol, de semis, de plantation, remorques...
- équipement des stations d'emballages et matériel informatique.

En Guadeloupe, sur la période 1996-1999, les données mobilisées à ce jour soulignent d'importants investissements dans les rubriques relatives aux vitro-plants (78 %), balances (9 %), remorques (8 %), mécanisation 5 % et brise-vents. Ces données sont, à ce stade, encore incomplètes au niveau des rubriques concernant l'irrigation, les hangars et les voiries.

Il est à souligner que, dans les deux îles, les investissements dans les exploitations ont été stimulés par la défiscalisation qui permet des réductions d'impôt sur des investissements réalisés dans des conditions bien définies. Certaines exploitations ayant parfois mobilisé simultanément les aides à la défiscalisation et les subventions à l'investissement font l'objet de litiges avec les services fiscaux sur les règles de cumuls.

1.3.2. Les montants compensatoires

Les montants compensatoires sont des compléments à la perte de recette liée à l'application de l'OCMB. Leur objectif est de procurer un revenu suffisant aux producteurs.. Ces montants constituent des ressources financières redistribuées dans l'économie des DOM.

1.4. Impact sur le commerce maritime

Enfin, si la filière banane contribue à l'équilibre de la balance commerciale, elle joue aussi un rôle déterminant dans le maintien d'un commerce maritime dédié dont bénéficie l'ensemble des secteurs d'activité des deux îles. Cette externalité majeure est à prendre en considération.

Aide compensatoire	Millions euros UE	Millions euros Antilles
1993	88	41
1994	123	49
1995	179	69
1996	204	93
1997	201	93
1998	193	80
1999	232	117
2000	302	139
2001	219	92
2002	253	122
2003	239	114
2004	235	110

Source : Union Européenne

Conclusion sur l'impact des productions bananières à l'échelle macro-économiques

Les résultats dégagés sur quatre années (1996 à 1999) à partir des données disponibles fournissent des informations utiles pour apprécier l'impact financier de la banane. Ils confirment que cette filière crée une valeur ajoutée importante et que l'augmentation de cette dernière principalement en Martinique traduit une amélioration de la compétitivité:

- La Martinique à priori mobilise sa VA dans la création d'emplois. De fait, la faiblesse de l'excédent brut d'exploitation (42 Millions d'euros en moyenne sur 4 ans) limite la capacité de cette filière à autofinancer ses investissements.
- La Guadeloupe où le ratio de la masse salariale sur la valeur ajoutée est de 60 % plus faible qu'en Martinique augmente son EBE (environ 25 Millions d'euros).

Par ailleurs la filière banane génère des flux financiers (subventions à l'investissement, aide compensatoire...) importants dont la diffusion dans des économies insulaires induisent des effets positifs sur le développement.

CHAPITRE 2 : L'IMPACT SOCIO-ECONOMIQUE DE LA BANANE : L'EMPLOI

Avec un taux de chômage d'environ 30 % en Guadeloupe et de 26 % en Martinique (INSEE, 2001) qui touche essentiellement une population jeune et peu qualifiée, l'emploi est une variable déterminante de la stabilité sociale des îles. La filière banane y contribue de manière importante comme le souligne un certain nombre de rapports.

2.1. Les emplois directs et indirects

Ils recouvrent des emplois de l'activité considérée (production de banane) mais également les emplois des secteurs qui sont en relation directe avec cette activité. Il s'agit d'abord des entreprises situées en amont et en aval (opérations d'achats de consommation intermédiaires, de ventes) mais également administrations, organisations professionnelles. L'existence de ces emplois agricoles engendre des effets liés aux dépenses des ménages sur le commerce et l'industrie des biens de consommations.

L'emploi directement induit par la production se décompose entre la main d'œuvre familiale (exploitants, conjoints, aides familiaux) et les ouvriers ou salariés (permanents et saisonniers). Par convention, on utilise le concept d'Equivalent Temps Plein. L'emploi est défini « comme un volume de travail rémunéré consacré à une activité », pour cela on évalue dans le recensement, le temps de travail puis on estime l'emploi total en Unité de Travail Agricole.

2.1.1. Les exploitants et aides familiaux salariés

L'estimation du nombre d'actifs rencontre quelques difficultés :

- Cette population est normalement identifiée au niveau des caisses de cotisations sociales. Une première tentative de quantification du nombre d'actifs a été réalisée à ce niveau. Elle donne une estimation pour la Martinique en nombre d'Equivalent Plein Temps (EPT) du nombre d'actifs familiaux de 807 personnes. Les responsables des services contactés ont cependant souligné le caractère sous-estimé de ce chiffre compte tenu du fait que tous les actifs familiaux qui participent à la culture de la banane ne sont pas identifiés sous cette rubrique du fait de leur pluriactivité.
- Les statistiques du RGA fournissent le nombre d'exploitations en bananes et leur superficie. Ces statistiques fournissent également le nombre d'actifs global (familiaux, salariés permanents, temporaires) dans l'agriculture. Cependant, le croisement de ces deux sources d'information n'est pas réalisé sauf dans un tableau qui donne la répartition des exploitations en fonction de leur orientation technico-économique et le nombre d'UTA global affecté à ces exploitations.

A partir de cette dernière source d'information, nous avons calculé, pour l'année 2000, un coefficient du nombre d'UTA moyen pour un pourcentage donné d'exploitations bananières.

Estimation année 2000	Martinique	Guadeloupe
Estimation Actifs familiaux(UTA banane)	3508	3495
Estimation salariés (UTA Banane)	4306	1873
Total UTA banane	7814	5367
Ratio UTA/Ha	0,8	1,1

Ratio UTA banane/UTA total	60 %	43 %
----------------------------	------	------

Nous constatons ainsi que la main d'œuvre est à forte composante salariale en Martinique alors qu'elle se constitue majoritairement d'actifs familiaux en Guadeloupe.

En divisant le nombre d'actifs ainsi calculé par la superficie cultivée nous obtenons le ratio du nombre d'UTA/hectare de banane. Ce ratio est calculé ici à partir de sources statistiques, c'est donc un indicateur socioéconomique d'impact. Il indique le nombre de personnes auquel la banane procure un revenu principal (donc un emploi rémunérateur) sans préciser à quel niveau de revenu moyen on se situe.

On notera le caractère élevé du nombre de co-exploitants. Ce nombre est de 0,8 en Martinique et de 1,1 en Guadeloupe. Ce chiffre est plus élevé en Guadeloupe alors que les rendements y sont inférieurs et qu'un ratio de 0,7 UTA/ha suffirait pour assurer cette production. Cette surestimation en Guadeloupe s'expliquerait par un plus grand nombre d'aides familiaux dont la plupart sont des conjoints.

2.1.2. Remarque sur le nombre d'ouvriers et de salariés

On note dans ces exploitations de type familial une croissance très forte de la main d'œuvre salariée en Martinique où le nombre d'équivalents en emplois salariés a augmenté de 60% entre 1996 et 1999 ce qui est considérable.

2.1.3. Le caractère social des emplois directs

La localisation des exploitations bananières dans des zones où d'autres activités économiques sont difficiles donne une fonction sociale à ces emplois car elle évite, soit des migrations supplémentaires vers les villes, soit le maintien de personnes sans emploi dans les zones rurales (les risques d'insécurité et de 'diversification' vers la culture de plantes illicites ont été signalés par les experts).

2.1.4. L'emploi indirect

Il concerne l'emploi créé en amont et en aval de la production. En amont il s'agit des emplois induits dans les activités d'approvisionnement en intrants (pesticides, vitroplants, matériel, cartons, palettes..). Il doit être également fait mention de toutes les entreprises et artisans de maçonnerie, charpente métallique, électricité, génie civil, ...intervenant en exploitations sur les stations d'emballage, l'irrigation, les voiries. En aval, il s'agit de considérer les emplois induits dans le conditionnement et transport des cargaisons de banane.

Une troisième catégorie d'emploi est à prendre en considération. Il s'agit des emplois de service concernant l'encadrement de la production : encadrement technique (recherche, vulgarisation) encadrement financier (banques..) et administratifs : groupements de producteurs, DGCCRF (Contrôle qualité), DAF (SIG, service d'économie rurale...), SPV (Contrôles phytosanitaire), les GIE (traitements aériens...), CIRAD, DIREN, DASS, Inspection du travail, services fiscaux, douanes, crédit Agricole, BDPME, etc...

2.1.5. Total de l'emploi direct et indirect aux Antilles (année 2003)

La compilation de l'ensemble des données, le recoupement de nombreuses sources d'informations nous conduit à estimer le nombre d'emploi total généré par la filière banane :

- en Martinique : 8.664 personnes se répartissant en 7 927 emplois directs, 737 indirects.
- en Guadeloupe : 5.685 personnes se répartissant en 5 403 emplois directs et 282 indirects.

2.2. Les emplois liés secondaires

Les estimations d'emplois induits réalisées sont cependant incomplètes dans la mesure où elles se limitent aux premières entreprises qui sont en contact avec la production soit en amont soit en aval. Une analyse plus fine impliquerait de prendre en considération les entreprises dites de troisième niveau qui approvisionnent ces entreprises : par exemple les sous traitants des entreprises qui travaillent pour la filière banane. Il serait également nécessaire d'estimer les emplois dont le lien avec l'agriculture est diffus ou lié aux externalités (avantages que la banane procure gratuitement aux autres secteurs d'activité). Ces emplois s'inscrivent parfois dans le secteur informel comme par exemple les restaurateurs de rue qui nourrissent la main d'œuvre salariée.

Pour quantifier ces emplois liés secondaires, nous avons utilisé un coefficient usuel standard de 1,4 emplois liés pour un actif agricole à temps plein qui a été estimé à partir d'études menées sur la viticulture. Ceci nous conduit à estimer 2.276 emplois supplémentaires en Martinique et 1.830 en Guadeloupe, ce qui porterait le total d'actifs liés au secteur bananier à 11.000 personnes en Martinique et 7.500 personnes en Guadeloupe.

Tableau III : Evaluation « emploi filière banane »				
Fonction : Activité de base	MARTINIQUE (opérateur)	Nb Emplois	GUADELOUPE (opérateur)	Nb Emplois
1 – Fourniture d'intrants et de services				
Commerce intrants Recherche Assurances, banques Conseils techniques...	Serres de L'Eden Antilles vitro-plants	43	Méristem Antille Jardins de Courcelle	30
	Ent. phytosanitaires	11	Guadeloupe V.P.	2
	Engrais	5		2
	2 entreprises	15		5
	3 entreprises	12	Ent. phytosanitaires	4
	5 entreprises	12	Engrais	4
	SICA TG	15		4
	AIR ACTION ANTILLES	7	3 entreprises	4
	BANAIR	7	3 entreprises	10
	CIRAD-IRD-CEMAGREF	14	SERVIPROBAN	45
			AZUR AEROSERVICE	
		6	AGRO-SERVICE	
		3	CIRAD-INRA	2
	CGER			2
			CGER	
Divers	Autres entreprises*	200	Idem	67
2 – Production				
Culture, récolte	Exploitations (ETP*)	3508	Idem	3495
	Salariés temps plein	4306	Idem	1873
Groupements	SICABAM	53	SIKA-KARUBANA	27
	GIPAM	23	SICA-BANAGUA	8
	BANALLIANCE	17		
	COBAMAR	20		
3 – Transport, commercialisation				
Transport	CGM + MAERKS	65	Idem	16
	Entreprises transports	51	Idem	20
	Dockers	120	Idem	17
	Entreprises manutentions	60	Idem	14
Commissionnaires	Marins (1)	89	Idem (1)	33
	POMONA	2	SCA Fruits	1
Estimation hors emploi lié secondaire		8664		5685
Estimation incluant l'emploi lié secondaire		10940		7515

Conclusion sur l'emploi

La filière banane procure selon nos estimations près de 11.000 emplois en Martinique et environ 7.500 en Guadeloupe. Cette forte contribution de la filière banane à l'emploi aux Antilles pose la question du coût social que pourrait représenter la disparition de cette filière à l'horizon 2006 et de la mise au chômage d'une population dont près de 80 % est sans qualification ou ne dispose que d'une qualification en liaison avec la banane.

Chapitre 3 : Les externalités liées aux impacts inter-sectoriels

Les externalités renvoient à la production d'effets qui sont difficilement quantifiables car en général peu pris en compte par le marché. Les externalités positives liées à la production bananière peuvent cependant contribuer à améliorer la compétitivité. Le phénomène inverse se produit pour des externalités négatives.

3. 1. L'impact inter-sectoriel sur : l'industrie, l'artisanat, le commerce et le tourisme

3.1.1. L'impact inter-sectoriel à travers le transport maritime

En valeur, l'impact de la filière banane sur la balance commerciale a pu être apprécié dans les comptes de branche. Cependant, il faut souligner que les exportations de banane constituent pour les compagnies maritimes 80 % du trafic en volume. Ces volumes de fruits exportés justifient à eux seuls, l'existence de lignes dédiées au transport maritime dont bénéficient les autres secteurs d'activité des îles, surtout au niveau du fret retour. Il y a une complémentarité entre les deux îles pour rentabiliser le transport maritime et optimiser le remplissage des bateaux. Ainsi, la Guadeloupe qui importe plus qu'elle n'exporte en volume global de marchandises actuellement approvisionne la Martinique en containers vides.

Les experts s'accordent à penser que si la production de banane descendait en dessous de 150 000 tonnes au niveau des deux îles, la rentabilité des lignes maritimes pourrait être remise en cause. Ce service dédié pourrait de fait être supprimé et remplacé par un approvisionnement par transbordement soumis à la concurrence comme cela se fait dans les autres îles des Caraïbes. Il s'en suivrait deux conséquences importantes pour les autres secteurs d'activité des îles :

- *Une augmentation du coût de transport du fret pour les importations* : en se basant sur une comparaison des coûts de transport avec les autres îles de la Caraïbe qui utilisent un service de transbordement (Saint-Domingue,...), les experts rencontrés estiment que le coût des produits importés pourrait augmenter d'un tiers. Le prix de l'ensemble des biens intermédiaires (engrais, fournitures d'entreprises pour le bâtiment etc..) utilisés par l'industrie, le tourisme voir les autres filières agricoles s'en trouverait augmenté et la compétitivité de ces secteurs d'activité serait dégradée. Il en serait de même pour tous les produits non transformés.
- *La régularité des approvisionnements* : le transbordement signifierait par ailleurs la disparition de la régularité des approvisionnements ce qui occasionnerait de graves dysfonctionnements pour l'ensemble de l'économie des deux îles :
 - l'approvisionnement des GMS en produits frais qui se fait à flux tendu serait mis en difficulté ou devrait être réorganisé par l'extension de chambres froides, d'où des coûts supplémentaires (en plus des coûts de transport) qui se répercuteraient sur les prix de l'ensemble des produits ;
 - l'approvisionnement de la CGE qui traite les eaux des îles en chlore serait remis en cause sachant que le chlore se stocke très mal en milieu tropical ;
 - l'approvisionnement des PME qui ont pris l'habitude de fonctionner à flux tendu pour diminuer le coût de leurs stocks ;
 - l'approvisionnement des pharmacies et des hôpitaux en médicaments parfois difficilement stockables.

3.1.2. L'impact sur l'aménagement du territoire et sa répercussion sur le tourisme

La comparaison des RGA entre 1980 et 2002 souligne une diminution de la SAU de 13 % en Martinique et de 10 % en Guadeloupe. Si cette tendance lourde est homogène entre les deux îles, en revanche le rôle de la banane y est différent :

- en Martinique, sur la même période la superficie en banane qui représente environ 29 % de la SAU a augmenté de 31%. La reprise de la superficie bananière est une variable de maintien de l'espace agricole,
- en Guadeloupe, la superficie en banane qui représente 10% de la SAU a diminué de 25 %, soit un taux supérieur à celui de la SAU globale, ce qui signifie que certaines parcelles sont abandonnées et retournent en friches.

Or, au-delà de la fonction de production, la demande sociale à l'égard de l'agriculture est de plus en plus forte sur des fonctions d'aménagements et de gestion des ressources naturelles. Le maintien actuel de l'activité bananière principalement dans les zones de montagne peut répondre à cette demande. Si ces fonctions sont difficilement perceptibles par les populations locales, elles le sont nettement plus pour le tourisme qui constitue le premier secteur d'activités des îles. Par contre, le développement de l'activité touristique accroît la pression pour préserver un environnement de qualité autour de la banane antillaise : la qualité des eaux (de rivières, littorales et de captages) et des paysages devient une ressource pour l'économie locale qu'il s'agit de préserver.

3.2. Les interactions avec les autres filières agricoles

3.2.1. L'interaction élevage/banane

Les investissements dans les hangars et la politique d'amélioration qualitative mise en place par les groupements se sont traduits ces dernières années par un accroissement des écarts de triage. La majeure partie des écarts de triage est valorisée sous plusieurs formes: alimentation animale (porcs et bovins), fabrication de compost, vente à des particuliers. Le reste est donné aux ouvriers agricoles pour leurs propres élevages ou est destiné à l'alimentation des bovins. En Martinique, en 2002, le taux d'écart de triage de la production commercialisée a été de 16 %, soit environ 41 500 tonnes dont 4 500 tonnes destinées à l'élevage porcin. Ces écarts de triages ne sont pas vraiment gérés comme une source de revenu : il s'agit plutôt d'un complément qui selon les exploitations bénéficie soit à l'exploitant, soit au gérant, soit aux ouvriers.

3.2.2. L'interaction canne à sucre/banane

La monoculture intensive de la banane pendant plusieurs décennies a entraîné une fatigue des sols (principalement liée à la pression constante de parasites du sol inféodés au bananier). Le développement des rotations culturales avec la canne à sucre permet d'abaisser significativement les populations de nématodes et de restaurer la fertilité de ces sols. Enfin, les drêches des usines de sucre peuvent être utilisés comme amendement organique avant plantation de banane.

Dans la zone de Capesterre Belle Eau (Guadeloupe), cette pratique est en pleine extension (Poser, 2002). Bien que cette pratique reste encore limitée, son développement

conduirait à produire de la canne à sucre pour diminuer les coûts de production sur la banane: diminution de l'utilisation d'intrants sur banane du fait de l'assainissement des parcelles et rentabilisation des parcelles en l'attente de replantation en banane. Cette pratique rencontre cependant plusieurs difficultés :

- la concurrence entre la canne à sucre et la banane pour l'usage des ressources en eau dans quelques situations particulières : Grande Terre en Guadeloupe et Sud de la Martinique ;
- la concurrence entre les grandes exploitations sucrières et les exploitations banane/canne à sucre sur les entreprises qui récoltent la canne (en Guadeloupe).

En zones difficiles ou non traditionnelles de la canne à sucre, la rotation « canne derrière banane » semble davantage généralisée en Guadeloupe qu'en Martinique, en raison, en particulier, d'une plus grande flexibilité de la main d'œuvre. Ainsi les exploitants martiniquais ont des coûts en main d'œuvre fixes. La mise en jachère ou en canne à sucre d'une partie de leurs exploitations conduit à diminuer le tonnage de banane et amortir les coûts fixes sur un volume moindre de banane, d'où un coût de production en augmentation qui peut mettre en cause l'équilibre financier d'exploitation. En revanche, les exploitants guadeloupéens ont plus de flexibilité car ils rémunèrent davantage leur main d'œuvre à la tâche et la mise en jachère ou canne peut s'accompagner d'une diminution du nombre de salariés temporaires.

Chapitre 4. Evolution de l'impact de la culture bananière sur l'environnement

La culture bananière a longtemps été accusée de contribuer à la dégradation des milieux. En effet, les systèmes de culture conventionnels intensifs associent des replantations fréquentes à une utilisation importante de produits phytosanitaires parfois hautement rémanents et/ou polluants.

Un grand nombre de technologies et de pratiques agricoles innovantes ont été et sont mises en œuvre en Martinique et Guadeloupe (cf. Chapitre I). Elles permettent de préserver l'environnement et souvent améliorent la compétitivité (coût et qualité) des productions. Ces changements s'inscrivent aussi dans le cadre de l'évolution de la politique réglementaire sur l'utilisation des pesticides avec à terme l'interdiction d'utiliser tous produits dangereux ou polluants/rémanents.

La mise en cohérence des objectifs économiques, environnementaux et réglementaires a déjà permis de diminuer de moitié l'utilisation des nématicides/insecticides depuis 1993 en Martinique (chiffres non disponibles en Guadeloupe). D'autres progrès significatifs ont aussi été obtenus dans le domaine de la gestion des résidus plastiques, du traitement des eaux usées de stations d'emballage, de la réduction des pollutions organiques, des mesures anti-érosion.

Cependant, tous les problèmes ne sont pas résolus. L'application des nouvelles mesures relatives aux traitements aériens pourrait remettre en cause la stratégie actuelle de lutte raisonnée contre la cercosporiose jaune (voir chapitre I). Certaines conséquences sont à redouter : l'apparition de nouvelles souches du champignon résistantes aux fongicides autorisés et la réapparition de nombreux foyers d'infestation avec, en définitive, des effets contraires à ceux attendus.



CONCLUSION DE LA TROISIEME PARTIE :

IMPACT DES PRODUCTIONS BANANIERES SUR LE DEVELOPPEMENT DES DOM

Les principaux impacts économiques positifs de la banane aux Antilles peuvent se récapituler dans le tableau ci-dessous. Ils s'articulent autour des trois axes :

- La contribution au maintien de l'emploi dans le secteur agricole mais également dans les autres secteurs liés, principalement à la mise en marché, la commercialisation (bananes et intrants) et les entreprises liées de manière secondaire à la filière. Nous évaluons cette contribution à 11 000 emplois directs et indirects en Martinique et 7 500 en Guadeloupe, soit un total de 18 500 emplois sur les deux îles.
- La production et la distribution de revenus issus d'activités productives et de la mobilisation de subventions dont la diffusion dans les îles contribue à la performance global du système productif insulaire.
- Enfin sa contribution à l'occupation de l'espace et à l'aménagement du territoire des zones rurales parfois isolées. Les caractéristiques marginales de ces zones (accidentées) montrent que la disparition de la banane serait difficilement remplacée par d'autres spéculations agricoles ou activités économiques.

Indicateur d'impact économique (1993-1999)	Martinique	Guadeloupe
Poids dans la VA agricole	29 %	13 %
Mobilisation de subventions ⁸ (montants compensatoires)	55 millions €	21 millions €
Nombre d'emploi directs	4000	653
Indicateur d'impact économique (2003)		
Nombre d'emplois induits (direct+ indirect + liés)	11 000	7 500
Maintien d'une ligne maritime dédiée	++++	+++
Aménagement du territoire	++++	+++

La bananeraie génère deux externalités positives en terme d'impacts intersectoriels :

- la justification qu'elle apporte au maintien d'un commerce maritime dédié dont bénéficient l'ensemble des secteurs d'activités économiques des îles,
- l'occupation de l'espace qui induit des investissements en terme d'infrastructures : réseaux de routes, pistes secondaires, favorables au développement touristique.

En revanche, la bananeraie génère des externalités négatives en terme d'impact sur l'environnement au niveau des pollutions, biens que ces dernières soient en diminution. L'amélioration des complémentarités entre l'activité bananière et les autres productions agricoles dont principalement la canne à sucre et l'élevage sont des orientations susceptibles de prendre plus d'ampleur dans le futur. Elles pourraient renforcer l'évolution vers une production mobilisant encore moins de produits phytosanitaires. Elles dépendent des résultats de recherche et de facteurs limitants dont certains ont déjà été identifiés.

⁸ Le montant exact des subventions dont bénéficie la filière banane en complément des montants compensatoires est difficile à évaluer. En effet, de nombreuses subventions concernent des infrastructures et/ou figurent sous des intitulés génériques et leur imputation concerne souvent plusieurs filières agricoles. Par conséquent, le montant affiché est sous estimé.

PARTIE IV

PROPOSITIONS D'AMELIORATION DE LA COMPETITIVITE DE LA BANANE ANTILLAISE

L'effet conjugué du différentiel de prix entre le marché européen et nord américain, et la suppression des quotas d'importation en 2006, devrait conduire les exportateurs à augmenter leur offre sur le marché européen. La baisse structurelle des prix sur ce marché européen est susceptible de se poursuivre dans les années à venir. Certaines simulations prévoient ainsi une baisse de 1,3 % par an des prix à l'importation entre 2000 et 2010 et une convergence de ces prix entre les différents marchés (FAO, 2003). Il est prévisible qu'un tel scénario intensifiera la concurrence entre les différentes origines sur ce marché. Comment la banane antillaise fera-t-elle face à cette concurrence accrue ?

Deux stratégies complémentaires peuvent être déclinées :

- la première s'attachera à présenter les différentes stratégies qui s'offrent aux producteurs pour diminuer les coûts de revient au niveau de la filière ;
- la seconde s'intéresse au contenu d'une stratégie « hors coût » visant à différencier le produit d'un point de vue commercial qui permettrait de mieux valoriser l'origine antillaise sur le marché européen ;

CHAPITRE I. STRATEGIES DE DIMINUTION DES COÛTS DE REVIENT

1.1. Améliorer la gestion technico-économique des exploitations

1.1.1. Augmenter la productivité du travail

La production bananière avec un ratio de main-d'œuvre entre 0,7 à 1,5 homme par hectare dans les Antilles est une activité qui nécessite beaucoup de travail par rapport à d'autres spéculations agricoles tropicales comme la canne à sucre. De fait, le poids des charges salariales est important dans la structure des coûts de revient (tableau ci-dessous) et toutes variables qui modifient le coût du travail se répercutent fortement dans les coûts de revient et la compétitivité :

Poids du coût du travail dans le coût QWD

Pays	Antilles (i)	Cameroun (ii)
%	32	11,5

(i). *Approche par les comptabilités d'exploitation du présent rapport*

(ii). Temple L. 1999. Impact des variations du marché de la banane sur les revenus, l'emploi, et la sécurité alimentaire du Cameroun. Etude FAO.

Les coûts en main d'œuvre ont augmenté rapidement depuis 1997 en Martinique et Guadeloupe et ce, pour deux raisons essentielles :

- en premier lieu, l'augmentation du coût horaire du travail salarié qui devrait, à priori, se poursuivre au regard des objectifs politiques d'alignement des rémunérations du travail dans les DOM-TOM sur ceux de la métropole.
- en second lieu, des coûts plus importants de main d'œuvre dans les stations d'emballage pour améliorer la qualité de la production antillaise (plus de 57 % des coûts de main-d'œuvre).

Les exonérations de paiement des cotisations patronales (sous certaines conditions) dans le cadre de la Loi d'Orientation pour l'Outre Mer (LOOM, 2000) et de la Loi Programme pour l'Outre-Mer (LOPOM, 2003) ont permis d'atténuer ces augmentations de coûts de main d'œuvre; elles demeurent jugées encore insuffisantes par les producteurs.

La baisse des coûts de main-d'œuvre aux Antilles va par conséquent nécessiter une augmentation de la productivité du travail (quantité de travail / tonne exportée). Bien que celle-ci soit déjà forte, des gains supplémentaires de productivité pourraient encore être réalisés à différents niveaux:

- l'augmentation des rendements et la diminution des pertes de production,
- une plus grande mécanisation des travaux en champ,
- l'amélioration de l'ergonomie du travail dans les stations d'emballage,
- et surtout, une meilleure organisation du travail au sein des exploitations.

1.1.1.1. L'augmentation des rendements et la diminution des pertes

Bien que les rendements (tonnes exportées/hectare) aient augmenté de manière importante ces dernières années, ils ne sont encore que de 35 t/ha en Martinique et de 23 t/ha en Guadeloupe ce qui est faible en regard des potentiels de production de cette culture. Il existe encore des perspectives d'augmentation des rendements aux Antilles françaises.

Ces gains de rendement ne pourront pas être obtenus par une augmentation des apports en intrants (produits phytosanitaires, fertilisants, ...) qui d'ailleurs pourrait s'avérer inefficace au plan agronomique. La levée des contraintes de production devra reposer sur le développement de techniques de culture appropriées qui empêchent ou limitent la prolifération des ennemis des cultures et permettent une meilleure utilisation de la nutrition minérale et de la ressource en eau. Leur mise en œuvre devrait se traduire par une augmentation d'au moins 15 % par rapport à la situation actuelle.

La mise en œuvre de ces nouvelles pratiques implique l'amélioration du niveau de compétence et de la qualité du travail des exploitants et de leur personnel et donc, en partie, sur la formation professionnelle, l'encadrement technique, et la mise en œuvre d'un conseil de gestion adapté à la diversité des exploitations bananières.

Il est d'ores et déjà possible de proposer des mesures rapides et peu coûteuses pour augmenter rapidement les rendements des exploitations se situant en dessous du seuil de 30 t/ha. Ces améliorations doivent porter sur toutes les étapes de la production : plantation, œilletonnage, application des engrais et des produits phytosanitaires, soins aux fruits, découpe en station d'emballage, ...

Pour les exploitations qui présentent déjà de meilleurs rendements, les améliorations doivent porter sur les décisions de replantation et la qualité de la jachère, les travaux de sol et la gestion de la densité des peuplements, la nutrition de la plante, une bonne maîtrise de l'irrigation, ainsi qu'une optimisation des points de coupe et les aménagements ponctuels au niveau des parcelles.

Pour les exploitations déjà très techniques avec des rendements supérieurs à 50t/ha, les dispositions à mettre en œuvre sont plus complexes et doivent être adaptées au cas par cas. Leur mise au point nécessite des interactions fréquentes entre les planteurs et les techniciens.

Les petites exploitations à itinéraire technique conventionnel auront des difficultés pour entrer dans un processus de jachères/vitroplants en raison de l'inefficacité des jachères sur des surfaces réduites. Il serait nécessaire que les petits producteurs s'organisent à l'échelle d'un même bassin versant et réalisent des aménagements à une échelle supérieure à celle de leur propre exploitation. On peut toutefois progressivement améliorer et raisonner les pratiques culturales de ces petites exploitations par d'autres mesures qui nécessitent un suivi rapproché des parcelles de production: utilisation raisonnée des nématicides, gestion des risques d'acidification par l'analyse des sols, lutte biologique contre le charançon noir du bananier, amélioration de l'homogénéité du matériel végétal, ... Toutefois, ces dispositions, pour être efficace, doivent être appliquées dans des conditions favorables à la mise en valeur des parcelles (irrigation, accès aux parcelles, ...).

1.1.1.2. La mécanisation des travaux

La mécanisation permet de diminuer les besoins en main d'oeuvre par l'utilisation d'outils et de machines plus performantes. Ces perspectives sont cependant réduites dans les bananeraies actuelles car elles ne concernent que certaines opérations dont les plus importantes sont les travaux du sol, les petits outils de travaux en champ, le transport des régimes et les stations d'emballage. Il en est ainsi des travaux du sol qui pourraient être améliorés si les outils étaient mieux adaptés aux différentes conditions de productions. Dans les exploitations de taille moyenne, il serait nécessaire de mieux adapter la puissance des tracteurs aux travaux à effectuer. Ainsi par exemple, les mêmes tracteurs de forte puissance sont utilisés tant pour des travaux ponctuels que pour tirer les remorques, action pour laquelle ils sont souvent très largement surdimensionnés. Dans la plupart des cas d'ailleurs, ces travaux ponctuels pourraient être externalisés auprès d'entreprises compétentes ou gérés en CUMA.

Il faut souligner par ailleurs que les équipements pour la récolte ne sont souvent utilisés qu'un ou deux jours par semaine. Une mise en commun de ces équipements entre plusieurs exploitations pourrait être certainement plus souvent envisagée.

1.1.1.3. L'amélioration des stations d'emballage

Les équipements en station d'emballage sont aujourd'hui largement réalisés. Toutefois, dans la plupart des cas, des aménagements complémentaires sont encore nécessaires. Or, on voit mal en effet comment un certain nombre d'améliorations techniques, et en particulier la gestion de la qualité des eaux et des effluents pourraient se réaliser dans un contexte d'atomisation de très petites structures. Comme pour les travaux de récolte, le développement de stations d'emballage communes à plusieurs exploitations devrait être encouragé (cf plus loin).

1.1.1.4. L'amélioration de l'organisation du travail dans les exploitations

L'augmentation des rendements n'est pas uniquement une question technique. Elle est également tributaire de l'organisation du travail dans les exploitations. Cette adhésion des ouvriers aux objectifs de réalisation optimale des itinéraires techniques requiert, au préalable, une amélioration des régulations sociales au sein des entreprises.

En Martinique

La régulation des conditions de travail par des conventions collectives et surtout la mensualisation des salaires a diminué l'importance du travail à la tâche, et a profondément modifié les relations sociales. Le passage d'un statut « d'ouvrier agricole » à un statut de « salarié d'une entreprise agroalimentaire » contribue à créer une image collective positive du travail dans les exploitations. Il s'ensuit une plus grande professionnalisation des ouvriers.

La mensualisation a induit de nouvelles rigidités. En effet, la rémunération à la tâche permettait une certaine flexibilité dans le recours à la main-d'œuvre temporaire. Or le couplage « mensualisation/35 heures » a contraint les exploitants à contractualiser en salariés permanents une partie de la main-d'œuvre temporaire. Il s'ensuit qu'il faut parfois, à certaines périodes de l'année, « inventer du travail » pour occuper une main d'œuvre qui n'est pas vraiment utile à ce moment là. A d'autres périodes, la gestion des pics de production est souvent problématique dans les exploitations agricoles. Dans ce contexte salarial plus rigide, l'augmentation des rendements et la régularité de la production au cours de l'année en complément à une éventuelle gestion annuelle du temps de travail deviennent des variables-clés de l'optimisation de la productivité du travail.

En Guadeloupe

La situation est différente : la mensualisation des salaires n'a pas eu lieu et les relations entre employeurs et ouvriers ne sont pas régulées par une convention collective. Certes la pénibilité du travail en exploitation a été améliorée ces dernières années mais l'organisation sociale du travail liée à son mode de rémunération doit aussi pouvoir être améliorée.

Les discussions sur la mensualisation font l'objet d'avis divergents :

- pour certains, la rémunération à la tâche est perçue comme un atout pour les exploitations guadeloupéennes qui bénéficient ainsi de plus de flexibilité. Ce mode de paiement permet un bon contrôle « quantitatif » de la réalisation des travaux. Par ailleurs, « les ouvriers ne le souhaiteraient pas », car la rémunération à la tâche permet de coupler plusieurs « jobs » dans la journée.
- pour d'autres, la main-d'œuvre payée à la tâche se sent peu concernée par l'obtention de bons résultats économiques. Elle privilégie la vitesse d'exécution du travail au détriment de sa qualité. Par ailleurs elle conduit à maintenir un statut « sous-valorisé » des métiers de la banane.

Au plan technique, la rémunération à la tâche est à priori peu compatible avec une stratégie de qualité. Les professionnels, conscients des avantages que pourrait apporter une meilleure organisation sociale du travail soulignent les risques de réduction de la flexibilité et d'augmentation du coût de la main-d'œuvre qui en résulteraient. Ils n'envisagent pas pour l'instant de s'engager dans cette voie, sans des incitations fortes.

Il est difficile dans le cadre de cette étude de formuler des recommandations pour la mise en place d'une convention collective. Il n'en reste pas moins vrai qu'une bonne organisation sociale du travail représente un préalable essentiel à l'amélioration des pratiques culturelles et l'obtention d'une production de qualité pour faire progresser la productivité en Guadeloupe.

1.1.2. Diminuer les coûts de production et réduire les pollutions en utilisant moins d'intrants dans les parcelles

La réforme actuelle de la PAC pose le principe d'éco-conditionnalité aujourd'hui obligatoire pour les agriculteurs bénéficiant de paiement directs. Ce principe conduira, à l'échéance de 2006, à respecter une liste de dix-huit normes européennes principales portant sur l'environnement, la sécurité alimentaire et la santé humaine et le bien être des animaux. Il pourrait conduire à généraliser l'application du code des Bonnes Pratiques Agricoles (B.P.A.) dont l'objectif principal est de protéger les ressources en eau de la pollution par les nitrates d'origine agricole. Cette évolution suppose la mise en place de cahiers de charges sur les pratiques plus complexes que celles portant sur les produits.

1.1.2.1. Lutter contre les nématodes : renforcer le passage à une agriculture raisonnée

Une partie des bons résultats obtenus en Martinique sur l'amélioration des rendements résulte de l'emploi des vitroplants sur des sols assainis. En Guadeloupe les données sur l'utilisation des subventions pour les vitroplants⁹ montrent que les superficies en vitroplants n'ont cessé d'augmenter entre 1998 et 2000, mais restent toutefois en dessous de 350 hectares par an. Or, on peut considérer que chaque année près de 660 hectares pourraient être replantés en vitroplants, soit presque le double des superficies plantées en 2000. Des gains de productivité sont donc envisageables sur la base de ce simple constat.

Ce passage à l'agriculture raisonnée qui permet à terme une diminution du coût de revient de la banane, est une période de transition difficile. Elle n'a pu être pleinement réalisée que pour les exploitations qui avaient des capacités d'extension ou pour les exploitations qui ont commencé cette démarche très tôt, dès 1993-95. D'autre part, les exploitations installées depuis une dizaine d'années ont pu amortir leurs investissements mais sont aujourd'hui des bananeraies vieillissantes et devraient entrer dans une phase de renouvellement progressif avec mise en jachère.

- *des contraintes liées aux difficultés de trésorerie* : les exploitations de taille moyenne qui n'ont pas réussi à entrer dans une dynamique d'utilisation de la jachère en routine sont encore nombreuses, elles concernent aujourd'hui à la fois les zones de production traditionnelles et dans une moindre mesure les zones d'extension. Elles sont encore au cœur de la production antillaise et la poursuite de leur activité est vitale pour l'avenir de l'ensemble de la filière. Ces exploitations sont en ce moment en difficulté en raison de coûts de revient élevés et de la baisse des recettes perçues. Elles ne peuvent donc supporter les manques à gagner à court terme qui résulteraient d'une réduction des surfaces cultivées par une mise en jachère de terrains pour une d'un an.

Des mesures spécifiques devraient être prise pour ces exploitations pour compenser la baisse de production inéluctable en période de transition (3 ans minimum). Cette mutation permettra d'améliorer la compétitivité « coût » de ces exploitations ce qui est nécessaire ne serait-ce que pour supporter l'augmentation des coûts salariaux et celle qui résultera du respect des mesures environnementales (assainissement des eaux de stations d'emballage, ...) auxquelles toutes les exploitations seront soumises. L'association vitroplant/jachère nécessiterait d'être mieux soutenue financièrement par les pouvoirs publics (au-delà de la subvention accordée pour l'achat des vitroplants) par des subventions portant également sur le coût d'entretien des jachères et le manque à gagner provisoire sur la production.

⁹ Les vitro plants bénéficient d'un taux d'aide (subvention) de 55 % pris en charge à 20 % par l'ODEADOM et 35 % par le FEOGA.

Ces mesures spécifiques pourraient avoir pour objet:

1. de maintenir et d'accroître l'utilisation des vitroplants ;
2. de financer la systématisation des jachères ;
3. de soutenir et développer les services d'appui dédiés au contrôle de l'état sanitaire des parcelles avant les replantations.

L'idée de conditionner une partie de l'aide à la surface en jachère pourrait être étudiée.

- *Des contraintes liées à la taille des parcelles* : une jachère, pour être efficace, doit avoir une surface minimale de 1 à 2 ha. La mise en jachère ne peut donc se faire que dans des exploitations d'une taille minimale variant de 6 à 12 ha dans l'hypothèse où le cycle de culture serait d'une durée minimale de 5 ans. Il est donc nécessaire de recourir à des mesures spécifiques en matière de gestion du foncier pour que les surfaces libérées lors des cessations d'activité soient préférentiellement redistribuées aux petites exploitations limitées en surface qui s'engagent dans la mise en place de jachères.

Les progrès les plus importants à réaliser sur l'économie de nématicides seront liés à la généralisation de la jachère et des vitroplants. Cependant, cette pratique n'est efficace que si on obtient une élimination efficace des pathogènes telluriques et, en particulier, de *Radopholus similis*. Dans l'immédiat, des réductions substantielles de nématicides pourraient résulter d'une application raisonnée de ces produits, après un diagnostic de l'état d'infestation racinaire des bananiers. Cet outil existe aujourd'hui. Il devrait être généralisé à l'ensemble de la production.

Enfin, de nouvelles pistes sont ouvertes aujourd'hui par le CIRAD et l'IRD comme la sélection de nouvelles variétés (Cavendish, nouveaux hybrides) présentant des caractères de plus grande tolérance aux nématodes.

1.1.2.2. Les autres perspectives de diminutions des intrants

- La lutte contre le charançon : par la validation des innovations techniques sur la lutte biologique ;
- La réduction des désherbants par l'application plus rigoureuse de matériel adapté, l'abandon des pré-émergents et la réduction des herbicides de contact au démarrage des cultures, au profit de produits systémiques peu rémanents ;
- La rationalisation de l'application d'engrais : les connaissances et le savoir-faire dans ce domaine sont importants aux Antilles ;
- La meilleure utilisation des composts.

1.1.3. Augmenter la productivité par une meilleure irrigation

Nous avons rappelé l'effet positif de l'irrigation sur le rendement en conditions expérimentales. En situation de déficit hydrique modéré, l'apport d'eau durant la saison sèche se traduit par une augmentation de rendement en moyenne de l'ordre de 8 t/ha. Cette augmentation peut varier en fonction du régime hydrique de l'année considérée.

1.1.4. Diminuer les coûts au niveau du fret

Depuis 1996, l'amélioration constante de la qualité des fruits a permis de diminuer les pertes pendant le transport (du stade « sortie hangar » au stade « wagon départ ») : elles sont

passées de 6 % à moins de 3 % aujourd'hui. Même si des progrès sont encore réalisables chez certains exploitants, les potentiels à mobiliser dans ce domaine, semblent assez faibles.

Cependant plusieurs évolutions importantes ont eu lieu au niveau du transport maritime :

- En 2003, le passage des conteneurs 20 pieds réfrigérés aux conteneurs REEFER de 40 pieds¹⁰ qui permet une mise en froid dès l'exploitation, a été effectué dans de bonnes conditions sur l'ensemble des plantations. Dans les centres d'empotage l'utilisation des 40" a aussi été généralisée: les lots de bananes des petites exploitations sont regroupées en fonction de leur qualité (sensibilité au mûr d'arrivage). Seuls quelques conteneurs de 20" sont encore utilisés en complément pour permettre de gérer la production de petites plantations isolées. Les objectifs de diminution du coût du fret ont été atteints grâce à une facturation à la boîte et un chargement des palettes sur neuf hauteurs. Le passage à ces nouveaux conteneurs a aussi permis une diminution significative des avaries grâce à une meilleure maîtrise de la descente en froid.
- Une nouvelle compagnie danoise, MAERSK-SEALAND, a ouvert de nouvelles lignes depuis 2003, ce qui a permis de développer la concurrence dans le transport maritime et de diminuer les coûts.

Enfin, selon les experts de la CGM rencontrés en 2003, l'insuffisance de prévisions de fret se répercute sur le coût logistique du transporteur maritime (donc sur la facturation aux groupements) en raison de la sous-optimisation du parc de conteneurs¹¹, et de la gestion de sa main d'œuvre.

L'amélioration des prévisions de récolte par les groupements, une gestion collective des stations d'emballage, les modifications qu'entraîne le transport des fruits en REEFER de 40 pieds, la concurrence entre les compagnies de transport constituent des réserves de compétitivité au niveau du fret maritime.

Conclusion sur les stratégies de diminution des coûts de revient

La banane antillaise soumise à la réglementation européenne et française a déjà fait de gros efforts pour diminuer les quantités d'intrants. Les exemples les plus significatifs sont relatifs au contrôle de la cercosporiose par un système d'avertissement, et la diminution des quantités de nématicides. Mais la pression parasitaire globale est telle aux Antilles que les niveaux d'utilisation de pesticides sont encore comparables à celles d'autres origines concurrentes.

Par ailleurs, le coût du travail est bien plus important aux Antilles françaises que dans les pays en développement. Par conséquent, la banane antillaise va devoir augmenter la productivité du travail. Plusieurs pistes sont envisageables. L'augmentation des rendements qui permet dans certaines situations d'abaisser les coûts de revient unitaires, la mécanisation des travaux, mais surtout l'amélioration de l'organisation du travail dans les exploitations. Ce dernier point nécessiterait un renforcement des dispositifs de concertation et de

¹⁰ La CGM a acheté plus de 2.500 conteneurs de 40 pieds REEFER et a transformé 1500 conteneurs de 20 pieds CONAIR en REEFER, à terme plus de 80% des containers seront des 40 pieds (20% en 2003).

¹¹ La CGM manque de conteneurs vides en métropole pour exporter des marchandises sur les Antilles alors qu'ils sont stockés vides dans les Antilles.

professionnalisation de la main d'oeuvre. A un niveau plus technique, la réduction du coût des intrants liée au développement des techniques d'agriculture raisonnée (vitroplants sur jachères,...) laisse percevoir de fortes marges d'amélioration pour les années à venir. Enfin, le développement de l'irrigation et la diminution possible des coûts du fret en relation avec les réorganisations en cours viennent compléter ce panel de pistes à explorer.

1.2. Améliorer la compétitivité par la réalisation d'économies d'échelle

Une explication couramment admise pour expliquer la faible « compétitivité coût » de la banane antillaise par rapport aux provenances africaines ou latino-américaines (Matéo, 1991; Fabre, 1995) est de souligner la forte atomisation de l'ensemble de la filière. Cette atomisation de la production antillaise est souvent comparée aux firmes multinationales qui dominent l'approvisionnement du marché mondial. La question est de savoir si l'agrandissement des exploitations en Martinique et Guadeloupe est susceptible de générer des économies d'échelle et des gains de compétitivité.

1.2.1. Influence de la taille des exploitations sur les charges

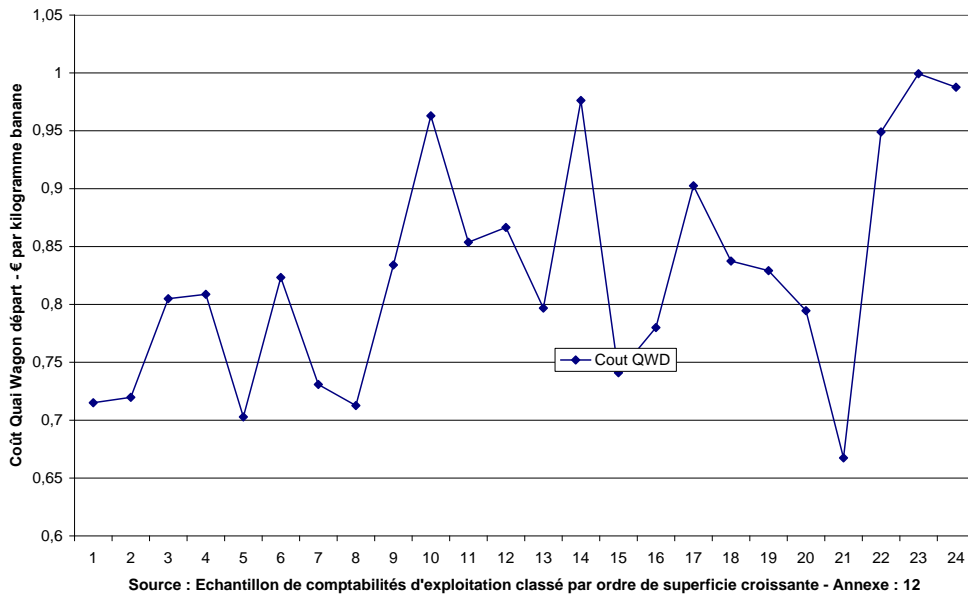
Nous avons recherché, sur notre échantillon aléatoire de comptabilités d'exploitation une relation entre la taille des exploitations (traduite en hectares) et des indicateurs de performance tel que le rendement par hectare et l'évolution du coût de revient par kilogramme. Ainsi, nous avons noté:

- qu'il n'y a pas de corrélation entre la taille des exploitations et leur rendement ;
- qu'il n'y a pas non plus de relation entre l'augmentation de la taille des exploitations et les coûts de revient par kilogramme.

En revanche, ce travail confirme que :

- les exploitations de superficie inférieure à 20 hectares présentent les coûts de revient (par kg) les plus faibles ;
- l'amplitude de variation des coûts (0,7 à 1 €/kg) est forte selon les exploitations.

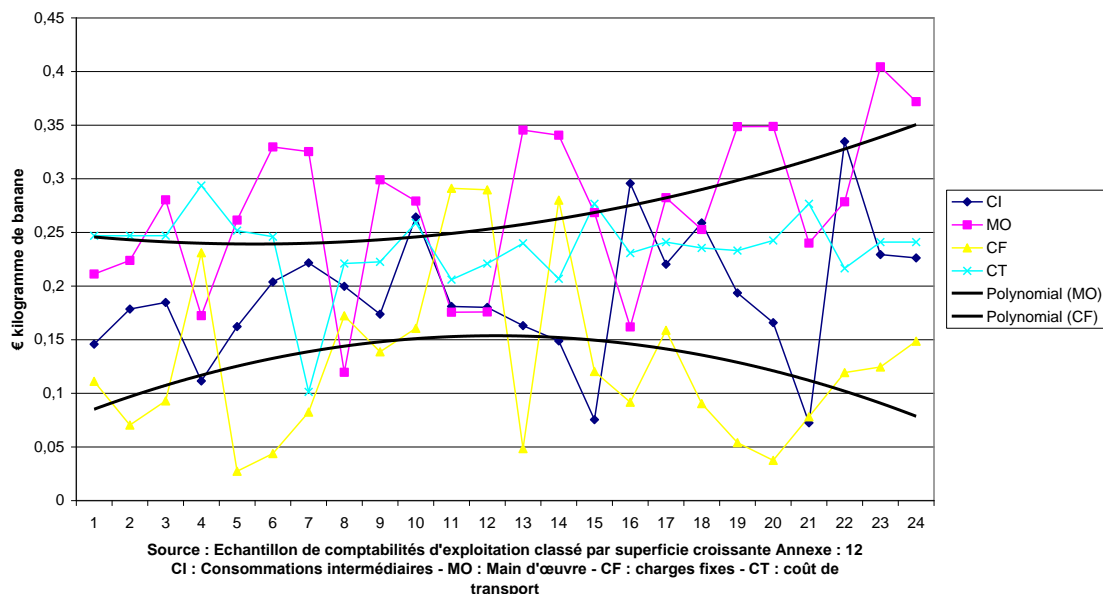
Relation entre la taille d'une exploitation et le coût de revient



De plus, l'étude détaillée de la structuration a fait ressortir deux autres résultats:

- les coûts fixes (amortissements, coûts financiers) par kilogramme augmentent avec la taille des exploitations,
- les coûts en main-d'oeuvre suivent une légère courbe en cloche: ils augmentent dans un premier temps avec la taille des exploitations, puis diminuent.

Relation entre la taille d'exploitation et la structure du coût de revient



Ces résultats soulignent la difficulté à valider l'hypothèse d'une relation entre la taille des exploitations et la diminution des charges. En fait, nous observons une forte disparité dans la réalisation des investissements (plantations, hangars) sur l'échantillon des exploitations étudiées, se traduisant par des charges dont l'impact sur les coûts de revient est très variable

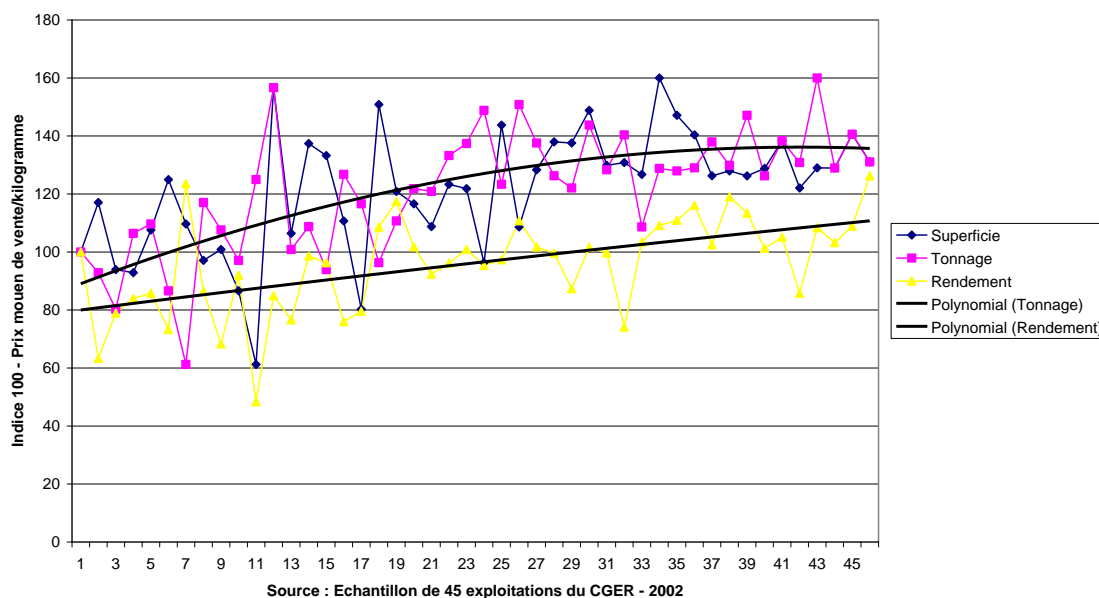
selon le moment auquel on se trouve dans la phase d'investissement (amortissement, endettement, ...). Il y a un impact du cycle de vie de l'exploitation sur les coûts de revient qui rend difficile l'évaluation des économies d'échelle techniques sur de faibles échantillons statistiques. Dans cette étude nous n'avons pu identifier d'économies d'échelle techniques.

1.2.2. Impact de la taille des exploitations sur les produits

L'échantillon des comptabilités d'exploitation retenu dans cette étude était hétérogène vis-à-vis des années de réalisation des comptabilités (2000, 2001, 2002). Le prix de vente variant fortement chaque année, il était par conséquent, difficile de mettre en évidence une relation entre la taille des exploitations et le prix de vente moyen de ces exploitations. Pour contourner cette difficulté, nous avons isolé un sous-échantillon de 45 exploitations¹² sur la base des travaux du CGER de Guadeloupe pour l'année 2002. Ce sous-échantillon révèle deux résultats intéressants :

- il valide l'existence d'une économie d'échelle commerciale établissant une relation positive entre la taille d'une exploitation (superficie et volume commercialisé) et le niveau de rémunération des ventes (prix de vente moyen).
- il valide une relation positive entre la taille de l'exploitation et le rendement¹³ qui est aussi une variable clé du produit des exploitations. Ce résultat pose pour hypothèse que l'augmentation de la superficie des petites exploitations s'accompagnerait d'une meilleure efficacité technique. Au-delà de 40 ha, ce résultat ne serait pas vérifié.

Impact de la superficie, de la production, du rendement sur le prix de vente



Ces observations révèlent ainsi l'existence d'économies d'échelle commerciales qui peuvent s'expliquer de deux manières :

- l'accroissement des volumes commercialisés par exploitation contribue à diminuer l'hétérogénéité qualitative de la production, or cette hétérogénéité est selon certains

¹² Dans cet échantillon la taille des exploitations varie de 1,5 hectares à 40 hectares, ce sont donc principalement des petites et moyennes exploitations.

¹³ Rappelons que cette relation n'a pu être validée sur l'ensemble de l'échantillon initiale de 70 exploitations.

experts le principal facteur qui conduit l'aval de la filière à déclasser par le prix la production antillaise ;

- la mise en marché de gros volumes, de manière régulière, permet de mieux répondre aux attentes des GMS et par conséquent de mieux négocier les prix de vente avec les importateurs.

1.2.3. Les économies d'échelle dans les stations d'emballage ?

La politique d'amélioration qualitative soutenue par les pouvoirs publics et l'Union européenne ces dernières années a permis des investissements principalement sur la construction, l'aménagement des stations de conditionnement et les équipements de pré-réfrigération.

Ces investissements qui ont été en partie subventionnés, ont conduit de nombreux producteurs à l'endettement se traduisant aujourd'hui dans les comptabilités par des augmentations des coûts fixes au niveau des amortissements et des frais financiers. Ces investissements ont été souvent surdimensionnés par rapport aux capacités de production des exploitations. Il s'ensuit alors une sous-utilisation des équipements qui augmente le montant des amortissements et les frais financiers (par kilogramme). Ces charges se répercutent sur les coûts fixes, et dégradent la compétitivité coût de certaines exploitations.

Cette analyse a déjà été faite par certains exploitants qui considèrent que la mise en commun d'unités de conditionnement pour les petits/moyens planteurs permettrait de diminuer le coût de revient au niveau des hangars. La création de hangars collectifs se heurte cependant à des problèmes de logistique résultant d'un fonctionnement continu des hangars et aux coûts d'acheminement des régimes jusqu'aux stations d'emballage. Nous n'avons pas identifié ce type de structure dans le cadre de notre travail (Annexe 5).

Une solution pourrait être, entre les exploitations moyennes, de créer des GIE auxquels serait externalisé le conditionnement. Quoi qu'il en soit, et vu l'enjeu en terme de compétitivité, il serait intéressant d'appuyer quelques expériences de regroupement pour avoir plus de précisions concrètes sur les possibilités de réaliser des gains de productivité par une meilleure utilisation des hangars.

Conclusion sur l'amélioration de la compétitivité par des économies d'échelle

La forte variabilité des coûts de revient (en liaison avec le cycle d'investissement) ainsi que la constitution de notre échantillon d'exploitations ne nous ont pas permis de montrer une corrélation entre la taille de ces exploitations et les coûts de revient. Cependant, ce travail souligne que, en Martinique, l'agrandissement des exploitations (au-delà de 10 hectares) permet de rationaliser l'organisation du travail et de créer des conditions favorables à une augmentation des rendements. En revanche, à partir de 40 ha, on constate un accroissement des frais fixes (personnel d'encadrement, frais financiers, amortissement des investissements dans le hangar) qui contribuent à un accroissement significatif des coûts de revient. Selon nos analyses, il n'existe pas de taille optimale d'exploitation. Il existe plusieurs tailles optimales en fonction du milieu, de l'accès aux facteurs de production et du système technique mis en œuvre.

Par contre, afin de réduire le coût des investissements dans les stations d'emballage, il est proposé de tester la possibilité de mise en œuvre de hangars collectifs auxquels serait externalisé le conditionnement pour ainsi mieux rationaliser l'utilisation des hangars.

Nos résultats montrent enfin une amélioration des performances commerciales des entreprises en corrélation directe avec le volume de leur offre. Cette observation devrait inciter les exploitations de taille moyenne à augmenter leurs rendements, notamment en Guadeloupe où des gains potentiels de productivité ont été identifiés. Ces économies d'échelle commerciales plaident aussi pour une augmentation de la taille des petites exploitations encore inférieures à 10 hectares ou pour une globalisation plus forte de l'offre commerciale des petites exploitations.

1.3. Améliorer les prestations des groupements

Le diagnostic sur l'organisation interne de la filière conduisait à recommander la mise en place de cellules communes pour certaines prestations dans le souci de réaliser des économies d'échelle notamment dans le domaine de la commercialisation. La création récente d'une Union des groupements de producteurs de banane à l'échelle des deux îles va dans ce sens. La consolidation de cette Union est un levier important pour une amélioration durable de la compétitivité de la filière antillaise. Elle permet de coordonner les groupements sur la mise en place d'une réelle politique de qualité et le développement d'une politique commerciale commune permettant de mieux défendre l'origine antillaise.

1.3.1. La coordination des services techniques

Les diagnostics portés sur la bananeraie antillaise montrent que les performances des exploitations dépendent de la qualité des pratiques culturales et de leur adaptation aux conditions pédo-climatiques de chaque zone. Il est donc important que les exploitants puissent disposer d'un appui technique de proximité.

La recherche/développement actuelle est basée sur une recherche locale (plus de 10 chercheurs permanents) et des apports extérieurs ponctuels. Elle génère des innovations à partir des expérimentations conduites en situation (exploitations pilotes) avec l'appui des techniciens des groupements. Il est certain que le regroupement de ces techniciens des différents services techniques au sein d'une structure commune conduirait à des gains de performance :

- L'exécution de travaux à l'échelle des bassins versants, ce qui n'était pas possible en raison de l'éclatement des petites exploitations au sein de différents groupements. Ce regroupement devrait permettre en outre d'appuyer la mise en œuvre des nouveaux Contrats d'Agriculture Durables (CAD) 'bananeraie non mécanisable'.
- Une spécialisation des techniciens d'encadrement dans des domaines de plus en plus complexes. Une formation spécifique avec un conseil de haut niveau est nécessaire sur chaque île dans les domaines suivants : nutrition de la plante et gestion de la fertilité, gestion de l'eau, diagnostic environnemental, matériel végétal innovant, gestion technico-économique des exploitations.

Parmi les services techniques figurent également les services d'élaboration et suivi des dossiers de subventions, ainsi que le travail de prévisions de fret, dont le regroupement au sein d'une structure unique devrait aussi permettre des économies d'échelle.

1.3.2. Diminuer le prix des intrants

1.3.2.1. Diminution par une centralisation des achats

Les consommations intermédiaires qui sont constituées des intrants phytosanitaires et des emballages contribuent pour 23 % au coût de revient de la banane antillaise. La baisse du prix des intrants est donc un élément important de l'amélioration de la « compétitivité coût ». Cette baisse est d'autant plus nécessaire qu'elle permettra, en dépit des difficultés financières actuelles, de maintenir un niveau d'intensification minimal des exploitations et surtout d'éviter que les producteurs ne tombent dans la spirale dangereuse d'un raisonnement minimaliste : « je n'ai plus de liquidité pour traiter, je traite de moins en moins, les rendements baissent, la qualité se dégrade, les coûts fixes par kilogramme augmentent, le prix de vente baisse ».

Le prix des intrants¹⁴ utilisés en bananeraie a augmenté de 2 %/an environ entre 1996 et 2001 qui indique une stabilité des prix en valeur réelle compte tenu de l'inflation. Pourtant, plusieurs éléments conduisent à penser que la baisse des prix des produits phytosanitaires pourrait être possible notamment au niveau des groupements. Il faut relever aussi une difficulté à comparer les prix des produits en raison de la grande diversité des conditionnements utilisés. Un travail d'harmonisation de la nomenclature des références de produits phytosanitaires par les groupements est nécessaire.

Les économies dans l'achat des intrants sont nécessaires pour améliorer la « compétitivité coût » de la filière. Elles peuvent s'appuyer sur un regroupement des achats et une homogénéisation des conditionnements. Ces actions sont aujourd'hui mises en œuvre par l'Union des groupements.

1.3.2.2. Le prix des traitements aériens pour lutter contre la cercosporiose.

Le prix du traitement aérien est globalement stable depuis 10 ans aux Antilles françaises. Un renforcement des équipes au sol pourrait cependant permettre de diminuer le nombre de traitements notamment dans le contrôle de l'efficacité des applications après traitement et l'implication des producteurs dans le contrôle de la maladie (meilleur effeuillage, élimination des bananeraies abandonnées qui sont des réservoirs de recontamination, ...). Une évaluation économique plus fine est nécessaire pour valider cette hypothèse et mesurer son impact sur les coûts, d'autant plus que dans le même temps des investissements seraient nécessaires au moins en Martinique pour remettre aux normes les installations au sol. L'évolution de la réglementation interdisant le traitement aérien à moins de 50 mètres des zones d'habitées risque en revanche de conduire à une augmentation des coûts des traitements contre la cercosporiose sans que l'on puisse à ce stade donner des indications chiffrées¹⁵.

Conclusion sur l'amélioration des prestations des groupements

L'évolution vers une bananeraie raisonnée, nécessite des compétences spécifiques accrues à chaque étape de la production. La création récente d'une Union de groupements

¹⁴ Données fournies par Karubana, sur un panel de 50 produits.

¹⁵ Il sera probablement nécessaire dans certaines zones d'utiliser davantage les traitements par hélicoptère qui ont un coût supérieur à celui des traitements avions.

constitue une condition favorable pour répondre à ces enjeux. La réorganisation des groupements sur les fonctions de conseil technique et l'achat d'intrants devrait permettre une évolution plus rapide des techniques culturales et une diminution des coûts de revient.

Conclusion sur l'amélioration de la compétitivité par une diminution des coûts de revient

Le coût élevé du travail qui pénalise la compétitivité de la banane antillaise crée une situation qui incite les exploitants à augmenter la productivité du travail par la recherche constante d'innovations. Ces gains de productivité reposeront pour partie sur l'augmentation des rendements. Compte tenu des contraintes environnementales (fortes dans des milieux insulaires), ces gains de rendement ne pourront pas être obtenus par une intensification des applications d'intrants. Ils nécessitent la mise en oeuvre de nouveaux itinéraires techniques (dont certains sont en phase de vulgarisation) qui repose sur la systématisation des principes de l'agriculture raisonnée (vitroplants sur jachères, rationalisation de l'usage de désherbants et d'engrais, meilleure irrigation etc.). Les perspectives d'intensification par mécanisation de certains travaux (travaux du sol, au champ, transport des régimes), l'amélioration des stations d'emballage par une mise en commun de certains équipements, et la réduction attendue des coûts de transports représentent des sources d'économies potentielles.

La mise en oeuvre de ces mesures nécessite un ajustement des compétences humaines au niveau de l'encadrement assuré par les groupements, des exploitants et des services de recherche/développement. Au niveau des exploitations, ces ajustements requièrent une mobilisation plus forte de la main d'oeuvre salariée, et par conséquent une évolution des coordinations entre exploitants et ouvriers agricoles. Si ces formes de coordinations se sont développées favorablement en Martinique (mensualisation des salaires, convention collective) des retards préjudiciables à la filière ont été pris en Guadeloupe sur ce plan.

L'amélioration des compétences doit tenir compte de la diversité des exploitations qui selon leurs structures n'ont pas les mêmes itinéraires techniques ni la même structuration des coûts de revient. L'allégation qui sous tend que la compétitivité de la bananeraie antillaise souffrirait de la faiblesse de ses structures (comparé aux multinationales) n'a pas pu être vérifiée dans le cadre de cette étude. En revanche, des économies d'échelle commerciales sont possibles au niveau de l'achat des intrants et des prix de vente de la banane. La question reste posée de savoir qu'elles pourraient être les économies qui résulteraient d'une utilisation collective des stations d'emballage.

Il existe donc de réelles possibilités d'amélioration de la compétitivité aux Antilles par une diminution des coûts de revient. Cette amélioration nécessiterait dans certains cas des investissements dont il faudra trouver le financement.

II. STRATEGIE DE COMPETITIVITE HORS COÛTS : MIEUX VALORISER COMMERCIALEMENT LA BANANE ANTILLAISE

Introduction

Des gains de compétitivité sont à réaliser dans une stratégie hors coûts qui va s'appuyer sur une amélioration du positionnement commercial de la banane antillaise.

Nous rappellerons ici quelques points « clés » des analyses sur l'évolution des prix :

- La fixation des prix QWD est déterminée par les importateurs-mûrisseurs. La banane antillaise est commercialisée sur le marché européen où elle est fortement concurrencée par d'autres origines.
- Le prix QWD de la banane antillaise subit, à qualité comparable, une décote par rapport aux autres provenances (Afrique, Amérique Latine) sur le marché français¹⁶.
- Les prix de détail aux consommateurs pour une qualité donnée sont convergents entre les différentes origines.

En complément de ce rappel, des tests récents (validés par les normes AFNOR) sur les intentions d'achat d'un panel de 65 consommateurs de banane en France (Maison de l'alimentation, CCI Avignon, 2003) montrent que:

- 63 % des consommateurs seraient prêts à acheter une banane plus chère sachant qu'elle est produite uniquement aux Antilles.
- 88 % des consommateurs seraient prêts à payer la banane plus chère, sachant qu'elle est produite dans des conditions plus respectueuses de l'environnement¹⁷.

La valorisation commerciale de l'amélioration des pratiques culturales représente un potentiel de compétitivité qui n'est pas aujourd'hui réalisé sur les marchés. Nous allons détailler ici les pistes qui permettraient de valoriser ce potentiel.

2.1. Diminuer l'hétérogénéité de la production antillaise et mieux rétribuer les efforts de qualité

L'amélioration de la qualité de la banane est un élément central de la compétitivité à venir. Elle est un requis indispensable à la mise en place d'une segmentation du marché qui permettrait de vendre plus cher une banane qui coûte plus cher.

Tous les opérateurs sont unanimes pour souligner la forte hétérogénéité de la production antillaise. Cette hétérogénéité se traduit par une grande variété d'emballages qui ne correspondent pas à une réelle différenciation qualitative du produit, un respect des cahiers des charges très variable, et de fortes variations de la qualité physiologique des fruits empêchant un mûrissement homogène.

¹⁶ La faiblesse des lots antillais en terme de volumes (pour une qualité comparable), l'hétérogénéité de ces lots mais également, le pouvoir de négociation des groupements expliquent cette décote.

¹⁷ Il faut cependant être prudent sur l'interprétation de ces résultats car l'expérience sur d'autres produits montre qu'il y a souvent des différences entre intentions et actes d'achat.

2.1.1. Améliorer la qualité par une meilleure lutte contre les ennemis des fruits

La forte distance entre la zone de production et les marchés va nécessiter la prise de mesures drastiques sur l'ensemble des exploitations:

- La systématisation du marquage des régimes à la floraison de manière à maîtriser l'âge physiologique des fruits à la récolte;
- L'épistillage des fleurs en champ sur régimes à la floraison et non plus en station à la récolte comme c'est le cas actuellement;
- La palettisation au départ des stations d'emballage.

Toutes ces opérations représentent un surcoût significatif à la charge des exploitants en terme de main d'œuvre ou d'intrants qu'il faut prendre en considération comme facteur lié à l'éloignement du marché. Il est à noter que si le surcoût concernant la palettisation a été inclus dans les évaluations du surcoût lié à l'éloignement que nous avons réalisé précédemment, en revanche l'épistillage et la systématisation du marquage ne sont pas inclus dans nos évaluations (ce coût supplémentaire serait de 30 €/t environ).

2.1.2. Diminuer l'hétérogénéité par une restructuration de la production

2.1.2.1. Agir sur la structure de l'offre

L'hétérogénéité de la production est en partie liée, à l'éclatement de l'offre des petites et très petites exploitations qui ne contribuent pourtant que très faiblement à la production totale des deux îles. Leur intérêt réel pour améliorer la production et mettre en œuvre des changements techniques nécessitant parfois des investissements financiers, est parfois difficile à percevoir. Tous les analystes prévoient pour les années à venir une disparition progressive de ces petites exploitations. Elle est perceptible au niveau des statistiques des groupements de producteurs.

Ce constat a conduit les pouvoirs publics à proposer des mesures d'incitation au départ de ces petits producteurs qui pèsent sur la « qualité » (Luu, 2003). Un contrat de progrès sur 5 ans a été ainsi signé en juin 2004, avec les organisations professionnelles comportant notamment des mesures d'aide sociale pour les exploitations non viables (mesure d'âges, reconversion professionnelle...). Les collectivités territoriales ont été par ailleurs sollicitées pour des mesures sociales complémentaires (prime au départ, arrachage, reconversion).. Cependant, la mise en œuvre de ces mesures pourrait prendre en considération le fait qu'une partie de ces petits exploitants (taille des exploitations en général inférieure à 4-5 ha) sont des retraités ou des pluriactifs qui parfois cultivent la banane dans l'objectif de préserver un statut social d'agriculteur. L'accès à une couverture sociale peut être jugé plus important que les incitations à la reconversion. Dans cette hypothèse ces petites exploitations ne mobiliseront que peu les dispositifs mis en place.

Par ailleurs émergent des petites exploitations qui produisent de la banane en fonction d'objectifs variés tels que l'accès à une indépendance pour d'anciens ouvriers ou gérants de grandes exploitations qui veulent affirmer leur nouveau statut dans le contrôle des fruits de leur travail (dans ces cas la qualité du produit est souvent correcte).

Pour essayer de tenir compte de cette hétérogénéité des petits producteurs, nous recommandons que la proposition de prime à l'arrachage soit partiellement réservée aux surfaces difficiles à exploiter (fortes pentes, proximité des habitations...) ou à l'introduction de jachères lors de l'agrandissement d'une exploitation par la reprise des terres d'un exploitant en cessation d'activité.

2.1.2.2. Agir également sur la restructuration de la production

La nécessaire prudence sur les effets possibles de ces recommandations conduit à compléter les interventions sur la restructuration des exploitations précédentes par des interventions sur la production. Des innovations techniques et organisationnelles à fortes répercussions sur la qualité des fruits produits pourraient aussi être prises rapidement en appui aux petits producteurs principalement dans l'amélioration du fonctionnement des centres d'empotage. En effet aujourd'hui, l'assemblage des différents lots dans les centres d'empotage est limité par la traçabilité des contributions individuelles ; elle est aussi responsable, pour partie, de l'hétérogénéité actuelle de la production. L'amélioration des mécanismes d'assemblage ou du fonctionnement des centres d'empotage est possible. Elle requiert plusieurs types d'actions complémentaires :

- élaborer des règles pour trier les lots non seulement sur la base des critères actuels de normalisation en catégories mais aussi en fonction de leurs conditions de production (terroir, conduite de la culture).
- ces règles de différenciation, après avoir été établies et harmonisées entre les producteurs, pourraient contribuer à la construction d'une échelle de prix qui tienne compte de la valorisation des différents lots (indiquant par exemple une prime « à priori » par rapport aux cours moyens de transactions que percevront les producteurs).
- renforcer le suivi qualitatif par les centres d'empotage et la constitution de lots plus importants par le regroupement de petites exploitations correspondant à des milieux pédo-climatiques et des itinéraires techniques homogènes,
- retirer les contremarques qui n'ont pas la possibilité d'exporter ou qui ne s'obligent pas à exporter de façon hebdomadaire. Ces lots de bananes devraient être systématiquement considérés comme en dehors du standard qualitatif requis. Cette mesure de retrait doit s'accompagner de contreparties permettant de favoriser le regroupement des petites exploitations ou de leurs stations d'emballage.

2.1.3. La responsabilité des groupements dans la rémunération de la qualité

La mise en œuvre d'une politique d'amélioration de la qualité va requérir de la part des exploitants de forts investissements en temps de travail, en capital physique et humain. Ils sont difficiles à réaliser dans le contexte actuel de fortes contraintes sur la trésorerie. De plus, le décalage dans le temps entre la prise de décision technique, la livraison des fruits et la réalisation financière de la vente est tel qu'il rend difficile pour les producteurs toute analyse des relations entre les efforts techniques et l'augmentation de sa rémunération. Cette situation ne plaide pas pour une incitation à l'amélioration de la qualité.

Les groupements de producteurs ont une mission centrale par les incitations qu'ils donnent aux producteurs à travers le système qui détermine la rémunération des « qualités » de banane et donc des différents producteurs.

Or l'examen de ces systèmes révèle trois constats :

- les mécanismes de rémunération de la qualité sont variables d'un groupement à l'autre ;
- ces dispositifs de rémunération de la qualité sont parfois critiqués par les producteurs qui mettent en doute la relation entre la qualité de leur banane et le niveau de rémunération obtenu ;
- la mise place de ce système de rémunération implique au préalable une mutualisation des ventes qui existe en Martinique mais n'est pas mise en place en Guadeloupe¹⁸ ;
- les règles qui fixent les mécanismes de rémunération de la qualité devront être plus transparentes.

Pour les Antilles, les innovations dans les systèmes de rémunération de la qualité des fruits, nécessiteraient une harmonisation des comptes de vente entre les groupements de producteurs. Dans leur forme actuelle, ces comptes de vente engendrent une opacité du mode de formation des prix payés aux producteurs. L'adoption par les groupements d'un compte de vente «harmonisé» et transparent peut être posée comme une première étape nécessaire à la mise en place d'un système de rémunération des apports performants.

Conclusion sur la diminution de l'hétérogénéité de lots et la rétribution de la qualité

L'amélioration de la qualité est au cœur de la compétitivité future de la filière antillaise. Elle conditionne la capacité de cette filière à se construire une identité qui lui permette de capturer « le capital sympathie du consommateur sur l'origine Antilles » que le marché est susceptible de lui concéder et rémunérer. Elle requiert des mesures à plusieurs niveaux : la mise en place des cahiers des charges de qualité, la transparence sur le mécanisme de rémunération des livraisons de fruits, et le développement des systèmes de contrôle..

L'adoption des cahiers des charges et de leur mode de contrôle devrait être fait de manière récurrente dans le temps pour s'adapter aux exigences du marché et faire en sorte qu'ils soient respectés. Il n'est pour cela, à priori, pas nécessaire de créer à chaque fois une nouvelle marque ! On évitera ainsi les 'fausses segmentations' qui provoquent des facteurs d'hétérogénéité et de dispersion supplémentaires.

Il convient de développer en priorité un système de rémunération différencié des lots de bananes par les groupements. La mise en œuvre de cette stratégie dépendra des rapports de

➤ ¹⁸ Cette mutualisation signifie qu'une banane de même catégorie (entrant dans le cahier des charges qualité) est rémunérée au même prix à tous les planteurs quelque soit le prix auquel a été vendu le lot (le prix de rémunération est la moyenne des prix obtenus sur la semaine pour les lots de la catégorie correspondante). Cette mutualisation implique un accord entre les producteurs (qui n'a pas eu lieu en Guadeloupe). Elle a pour effet de « gommer » les variations liées à la taille des lots.

force au sein des conseils d'administration des groupements. Le rôle des experts à ce stade ne peut que se limiter à tracer les contours génériques de ce que pourrait être ce système.

A un second niveau, la mise en œuvre de cette démarche « promotion de la qualité » va nécessiter une réflexion sur les mécanismes de rémunération auprès des adhérents. Le passage d'un système de rémunération de la qualité « a posteriori » à un système de rémunération de cette qualité « a priori » pourrait reposer sur des incitations financières aux producteurs. Ce changement nécessiterait une modification des règles de rémunération des adhérents qui ne peut se concevoir sans une forte mobilisation des groupements. La mise en place d'un tel système procède de l'innovation organisationnelle. Elle est tributaire d'une concertation négociée entre les producteurs, les groupements et des importateurs-mûrisseurs dont le rôle est déterminant. Elle dépend aussi d'une meilleure circulation de l'information et d'un mécanisme qui reste à élaborer de préfinancement « a priori » de la qualité.

2.2. La segmentation du marché

La banane antillaise a un potentiel d'image positif auprès du consommateur français lié pour une partie d'entre eux à un voyage touristique exotique. Or le différentiel de prix de vente observé sur le marché français avec les productions africaines et sud-américaines montre que cet atout est peu exploité¹⁹. La segmentation future du marché est nécessaire pour créer des situations de rente²⁰, source de compétitivité. Nous proposons de faire un état des lieux des supports de segmentation qui sont utilisés, et d'établir des recommandations sur quelques orientations stratégiques.

2.2.1. Le mode de production, une segmentation peu probable

2.2.1.1. L'agriculture raisonnée

Les conditions d'utilisation du qualificatif agriculture raisonnée ont été précisées récemment (décret du 28 mars 2004). Elles portent avant tout sur une démarche mise en œuvre au niveau de l'exploitation agricole. Il se dégage actuellement un consensus sur le fait que l'agriculture raisonnée devienne à terme le standard de production ; cette évolution est soutenue par l'émergence de normes de plus en plus contraignantes (réglementation ou cahiers des charges imposés par la grande distribution). Dans ce prolongement, la mise en œuvre des Contrats d'Agriculture Durable devrait s'appuyer sur des mesures incitant à des modifications profondes des systèmes de culture permettant la suppression des pesticides.

Les importateurs-mûrisseurs de la filière banane rencontrés ne souhaitent pas communiquer sur l'agriculture raisonnée de la banane. Une raison évoquée par certains importateurs étant que dans la mesure où ils s'approvisionnent sur plusieurs origines, une communication qui risquerait d'associer l'agriculture raisonnée à une origine, pourrait signaler au consommateur que la banane des autres origines « n'est pas raisonnée » d'où le risque de créer une suspicion sur une grande partie de la production.

¹⁹ On peut rappeler également que le niveau de consommation en France de banane de 8 kg par habitant/an est un des plus faibles d'Europe.

²⁰ Une rente se définit comme la différence entre le coût marginal d'une unité produite et son prix de vente.

2.2.1.2. *La banane biologique*

La production de banane biologique dans sa définition la plus commune interdit le recours aux engrais chimiques, aux pesticides de synthèse et aux organismes génétiquement modifiés tant au niveau de la production que de la conservation des fruits. La production mondiale de banane biologique (certifiée) était de 150.000 tonnes environ en 2003. Elle ne représente que 1,5 % du marché international approvisionné principalement par la République Dominicaine, l'Equateur et le Pérou. Après avoir connu un rythme de développement exponentiel, (1998-2001) la croissance annuelle de ce marché semble se ralentir depuis 2001. Quelles sont les perspectives des Antilles sur le marché de la banane biologique ?

- La culture biologique nécessite fréquemment un surplus de main d'oeuvre par kg de fruit exporté, or c'est ce poste qui pèse le plus dans la compétitivité de la banane antillaise et qui augmente le différentiel du coût avec les autres origines.
- En raison de leur faible pression phytosanitaire, les zones sèches du sud Martinique et de Grande Terre en Guadeloupe permettent d'envisager une production de bananes biologiques avec des rendements comparables à ceux de l'agriculture raisonnée.

L'agriculture biologique de la banane dans ces zones privilégiées pourrait être envisageable et rentable, ce qui reste à confirmer par une étude technique et économique plus précise. Cette production biologique aux Antilles pourrait contribuer à renforcer l'image positive du terroir sur le marché français.

2.2.1.3. *La banane de « Montagne »*

Il est notoirement connu que les bananes produites en altitude présentent des qualités particulières notamment au plan organoleptique mais aussi par leur comportement post-récolte qui les font parfois préférer aux bananes produites en plaine. En Guadeloupe, l'association d'une variété spécifique (variété Poyo du sous-groupe Cavendish) à des pratiques culturelles spécifiques adaptées à l'altitude se concrétise par des différences organoleptiques objectives par rapport aux bananes produites en plaine. Ce résultat pourrait constituer une opportunité de segmentation de la qualité dans les zones de Montagne dans la mesure où il pourrait faire l'objet d'une proposition de cahier de charges.

Le volume de bananes susceptible d'entrer sous cette dénomination en Guadeloupe pourrait se situer, selon les premières estimations entre 20 et 40.000 tonnes ce qui semble faible pour assurer le succès commercial du produit (amortissement des investissements marketing futurs). La possibilité de globaliser une offre « Banane de Montagne » intégrant la Martinique pourrait ainsi être étudiée. Elle implique de répondre à deux questions préalables :

- i) En quoi le contexte environnemental de la « Banane de Montagne » martiniquaise est comparable à celui de la Guadeloupe et dans quelles zones géographiques précises ?
- ii) Dans quelles mesures est-il envisageable dans les zones considérées comme propices, d'harmoniser les choix variétaux, c'est-à-dire promouvoir une reconversion variétale partielle sur la Poyo puisque cette variété semble dégager un potentiel organoleptique supérieur celui de la Grande Naine lorsqu'elle est cultivée en altitude ?

La dénomination « Montagne » au plan réglementaire renvoie à une zone géographique de production et non pas à une qualité spécifique des produits. L'utilisation de la dénomination « Montagne » requiert un accord préfectoral et renvoie à une localisation géographique de la

zone de production et de transformation (Décret N° 2000-1231 du 15 Décembre 2000). De fait tout producteur localisé dans cette zone dite de « Montagne » est susceptible de pouvoir utiliser cette dénomination quelque soit la qualité de sa banane. Il faut néanmoins souligner ici que le mûrissage des fruits étant fait en métropole, l'utilisation de la dénomination « Montagne » est à la « limite » de la réglementation actuelle. Les groupements de producteurs qui cherchent à valoriser ces spécificités se sont inscrits dans une logique de valorisation de la banane de « Montagne » par des marques privées : « Banane de Montagne de Martinique » commercialisée notamment par Fruidor (pour la centrale Leclerc) ou « Banane de Montagne de Guadeloupe ».

2.2.1.4. La banane équitable

La certification « Fair Trade » est au niveau international principalement assurée par la FLO (Fair Trade Labeling Organisation International). Elle est destinée à défendre la production de pays en développement et n'est pas adaptée à des productions communautaires dans les conditions actuelles.

2.2.2. La segmentation par la zone de production

La référence à la zone de production peut reposer sur plusieurs outils de différenciation des fruits sur le marché européen.

2.2.2.1. Développement du logo RUP

Le premier signe de distinction mis à la disposition des producteurs antillais est le logo RUP (Régions Ultra Périphériques). L'utilisation de ce logo requiert le respect d'un cahier des charges « qualité » par référence aux normes communautaires. Ce logo apporte peu en terme de différenciation du produit par l'origine dans la mesure où il peut être utilisé pour l'ensemble des productions agricoles et par l'ensemble des régions ultrapériphériques de la communauté. On peut toutefois poser l'hypothèse que sa mise en œuvre contribuera utilement au développement d'une signalisation plus distinctive et mieux protégée. En 2004, l'UE a accepté le co-financement, en partenariat avec la France et les producteurs d'une campagne de promotion de la banane antillaise sous ce logo RUP. Le lancement a été effectué en octobre 2005.

2.2.2.2. Mise en place d'une segmentation par l'origine aux Antilles

Il se pose ici la question de savoir si la segmentation par l'origine doit reposer sur une AOC/AOP (Appellation d'Origine Contrôlée/Appellation d'Origine Protégée) ou une IGP (Indication Géographique Protégée). La réglementation actuelle rappelle que dans le cadre d'une AOC/AOP, le produit ne peut être transformé ou modifié en dehors de sa zone d'origine. Or, le processus de mûrissement de la banane qui est une étape déterminante dans l'élaboration de la qualité finale des fruits se réalise en métropole. Cette phase de mûrissage pourrait donc être assimilée à une modification du produit. Dans ces conditions, pour la banane, une segmentation par l'IGP est mieux adaptée que l'AOC/AOP.

La segmentation officielle par l'origine requiert deux conditions :

- la mise en place d'une structure de coordination qui permette de créer un consensus dans la profession sur le contenu du cahier des charges et sa déclinaison en terme de délimitation d'une aire géographique.
- l'existence d'une réputation liée à une spécificité du produit qui peut être rattachée à la zone géographique donnée (et par conséquent non reproductible ailleurs).

La banane antillaise peut elle revendiquer une réputation spécifique ?

- La banane antillaise peut elle se différencier par une qualité spécifique, déterminée par l'origine géographique : couleur, variété, goût ?

Le groupe variétal étant celui des Cavendish, également cultivé dans les origines concurrentes, la différenciation par la variété est à court terme peu envisageable.

Actuellement, des travaux sont en cours pour rechercher des liens spécifiques entre ces variétés et l'origine Antilles Françaises. En Martinique, à moyen terme, le PRAM (Pôle de Recherche Agronomique de Martinique) a démarré une étude (2003-2006) pour tenter d'identifier des relations entre des caractéristiques pédoclimatiques locales et des variables organoleptiques des fruits.

- La banane antillaise peut-elle s'appuyer sur un savoir-faire ou une pratique culturelle particulière ou de conservation des fruits?

La principale particularité des productions antillaises par rapport à la banane africaine et américaine est d'être une banane au vent, ce qui la protège relativement de la cercosporiose et réduit l'importance des traitements phytosanitaires. On peut s'interroger sur l'existence d'autres pratiques agricoles spécifiques que pourraient révéler les travaux en cours.

- La banane antillaise a-t-elle une réputation historique sur laquelle s'appuyer ?

La banane antillaise peut revendiquer près d'un siècle d'histoire dont l'exploration pourrait conduire à identifier et mettre en valeur des éléments de réputation spécifique.

L'élaboration d'un projet d'obtention d'une IGP dans les conditions actuelles et au regard des expériences sur d'autres productions, se situe à un horizon de 7 à 10 ans. Cependant, le développement d'une IGP pourrait aussi générer un certain nombre de difficultés. En effet, la création d'une IGP se traduirait par l'exclusion d'un certain nombre de producteurs qui ne pourront (ou ne voudront pas) respecter le cahier des charges. Une partie seule de la production sera concernée. Or rien n'interdit d'un point de vue réglementaire que les autres producteurs ou les grandes surfaces comme ils le font actuellement, continuent d'utiliser les signes d'identification à l'origine « provenance de Martinique ». Ce cas de figure, également observé dans d'autres filières, se traduit en général par une dévalorisation commerciale des IGP et un risque d'échec commercial. Pour qu'un projet d'IGP réussisse, il faudrait que la coordination entre les producteurs, les groupements de producteurs et l'aval de la filière soit suffisamment forte pour éviter la multiplication des signes liée à l'origine (IGP, logo RUP,...). L'institutionnalisation d'un groupe de travail sur la création d'une IGP est actuellement portée en Martinique par l'Union des groupements.

Le logo RUP qui fait l'objet d'une campagne de promotion permet d'investir dans une communication sur l'origine Antillaise. En première analyse, ce logo pouvant être utilisé sur d'autres productions agricoles et par d'autres territoires communautaires (également

producteurs de banane), on peut s'interroger sur sa capacité à pérenniser la relation entre le lien et l'origine et un différentiel de prix à la vente.

La principale préconisation à ce stade est donc la nécessité pour la banane antillaise de démarquer sa production par un lien à l'origine qui lui permette de se différencier au niveau des prix de vente des bananes concurrentes. Cette préconisation implique la poursuite des travaux en cours au niveau du groupe de concertation interinstitutionnel (profession, DAF, recherche) dans l'évaluation des aspects techniques d'un projet d'IGP mais également dans l'évaluation des coûts et bénéfices qui pourraient en résulter.

2.2.2.3. Le développement de nouvelles variétés (autres que Cavendish)

Le CIRAD a développé aux Antilles un programme de création variétale dont l'un des objets est de fournir aux producteurs antillais de nouvelles variétés de banane, productives, résistantes aux maladies, transportables au froid par bateau et de bonne valeur gustative. Il est envisagé que certaines nouvelles variétés, protégées par des certificats d'obtention végétale, soient produites exclusivement par les producteurs antillais pour alimenter le marché européen (Convention Générale de Coopération Scientifique signée entre le CIRAD et l'Union des Groupements de Producteurs de Banane en juillet 2005). Elles sont supposées pouvoir soutenir une politique de segmentation par des variétés aisément identifiables dans leur origine martiniquaise ou guadeloupéenne. Certaines de ces variétés ont déjà fait l'objet de tests positifs auprès de consommateurs et sont déjà, pour certaines d'entre elles, en phase de pré exploitation.

Il est encore trop tôt pour juger des résultats et des potentialités pour les Antilles d'une stratégie de développement s'appuyant sur une reconversion variétale. C'est un effort continu de recherche de la bonne variété. Il est cependant admis que les efforts doivent être poursuivis, ne serait-ce que pour anticiper sur l'arrivée de la cercosporiose noire aux Antilles (maladie à laquelle ces nouvelles variétés sont résistantes)

Conclusion sur la segmentation appuyée par la zone de production

Il est possible que quelques exploitations situées dans des conditions particulières, s'investissent dans l'agriculture biologique mais la forte pression phytosanitaire ne permet pas d'envisager une production biologique à grande échelle aux Antilles. D'autre part l'agriculture biologique engendrerait une hausse des coûts de main d'œuvre alors qu'il est beaucoup plus faible dans les pays qui exportent déjà ce type de production (République Dominicaine, Pérou, ...).

Les nécessités de protéger l'environnement et de respecter les réglementations phytosanitaires vont conduire à une promotion de l'agriculture raisonnée sans pour autant que cette évolution soit valorisable au plan commercial (Payotin, 2000). En revanche certaines pratiques de l'agriculture raisonnée pourraient être spécifiques aux contextes antillais donc mobilisables dans un projet à long terme d'obtention d'une IGP. Les spécificités liées au mode de production familial dominant et le marché local antillais, fréquenté par la clientèle touristique offrent des opportunités pour consolider une stratégie de communication sur l'identité d'origine par la valorisation des aspects culturels. Or les travaux disponibles sur les conditions de succès d'une IGP montrent que la relation qu'établit le consommateur entre l'IGP et une distinction de qualité (qui le conduit à payer plus cher le produit) dépend de ce processus de

construction d'un savoir commun (producteurs et consommateurs) sur des références gastronomiques, sociales, culturelles qui soient partagées et qui crédibilisent le signal de qualité (Valeschini, 2003). Toutefois, l'exclusion d'une partie des producteurs de cette démarche qui pourraient continuer à utiliser par ailleurs des signes de différenciation par l'origine (Logo-RUP par ex.) pourrait conduire à un risque de concurrence entre ces différents signes de distinction. Les risques de concurrence entre signes de qualité devront se gérer dans le cadre global des politiques d'amélioration de la qualité. La pertinence du Logo-RUP est incertaine sur le long terme compte tenu de son manque de spécificité. Par conséquent, nous préconisons qu'en complément de cette initiative, il soit maintenu une réflexion stratégique sur la mise en place d'une signalisation par l'origine plus spécifique qui pourrait aboutir à une IGP éventuellement basée sur les nouvelles variétés.

Conclusion sur l'amélioration de la compétitivité par une meilleure valorisation commerciale de la banane antillaise

En complément des efforts à faire pour maîtriser les coûts de production, la compétitivité de la filière antillaise dépend de sa capacité à améliorer la qualité de sa production. Plusieurs orientations sont envisageables. La première orientation suppose la poursuite de l'évolution des cahiers des charges « qualité » et des mécanismes de sa rémunération. Une deuxième orientation serait de mieux valoriser le capital de sympathie des consommateurs français pour l'origine antillaise. En complément de la stratégie actuelle de communication sur le Logo-RUP, la mise en place d'une segmentation par l'origine pourrait aboutir à une IGP, éventuellement basée sur les nouvelles variétés.



CONCLUSION DE LA QUATRIEME PARTIE :

PROPOSITIONS POUR AMELIORER LA COMPETITIVITE

DE LA BANANE ANTILLAISE

La compétitivité est dans cette étude comprise comme un « construit » issu d'un processus complexe auquel participent de nombreux acteurs (les producteurs, les groupements de producteurs, les importateurs, mûrisseurs, les distributeurs, la recherche-développement, les pouvoirs publics ...) avec lesquels des actions stratégiques sont envisageables.

Un premier axe d'intervention se concentre sur l'ensemble des objectifs qui permettent de mieux contrôler les coûts de revient. L'augmentation des rendements pourrait, en l'occurrence, induire des effets positifs sur l'abaissement des coûts de revient. Ces gains de rendements ne peuvent pas cependant résulter d'une intensification des apports d'intrants compte tenu des fortes contraintes environnementales en milieu insulaire. Au contraire, ils requièrent un recours aux principes de l'agriculture raisonnée. Des perspectives d'intensification en capital par mécanisation de certains travaux ou bien des améliorations dans les stations d'emballage et le fret identifient des économies potentielles. La mise en œuvre de ces innovations techniques reste tributaire des contraintes de trésorerie mais surtout des capacités d'adaptation des hommes. Elle implique notamment une adhésion de la main d'œuvre salariée et par conséquent une évolution des coordinations entre exploitants et ouvriers agricoles. Les tentatives de vérification des économies d'échelle technico-économiques réalisées ici, ne permettent pas d'identifier des gisements importants de

productivité liés à l'agrandissement possible des exploitations. Il existe une diversité de tailles optimales en fonction des localisations. En revanche, des économies d'échelle commerciales se vérifient tant au niveau de l'achat des intrants que celui des prix de vente de la banane. Il s'ensuit une somme de potentialités d'amélioration de la compétitivité au niveau de différentes pistes de diminution des coûts de revient.

Un autre axe stratégique de construction de la compétitivité s'articule autour d'une stratégie hors coûts, qui se base sur une amélioration du positionnement commercial de la banane de Martinique et de Guadeloupe. En effet la banane bénéficie de réussites techniques dans le domaine de l'agriculture raisonnée et son image antillaise est appréciée par les consommateurs français. Elle est soumise à des handicaps comme l'hétérogénéité de la production, l'instabilité de la qualité pour partie liée à une structure de l'offre diversifiée et l'éloignement des marchés. La diminution de ces handicaps, notamment sur le plan technique, est réalisable mais risque de demander de nouveaux investissements. La diminution de l'hétérogénéité de l'offre passe par des mesures de restructuration de la production et d'amélioration des centres d'empotage.

Si la poursuite d'une politique globale d'incitation à l'amélioration de la qualité est nécessaire, elle dépend, au-delà des changements techniques, des contraintes de trésoreries, des niveaux de formation, et des mécanismes de répartition de la valeur ajoutée. Cette dernière est liée au système de rémunération de la qualité qui doit être mis en cohérence avec les politiques commerciales des groupements. L'existence d'économies d'échelles commerciales est favorable à une stratégie de globalisation de la production sur l'origine Antilles. La nécessité d'une politique de segmentation du marché apparaît déterminante pour le futur. La mise en place d'une segmentation fondée sur l'origine nous semble pertinente mais reste à construire. En complément de l'initiative logo-RUP en cours, elle pourrait s'appuyer sur une Indication Géographique de Protégée. Elle implique au préalable que les spécificités de la banane par rapport à son origine antillaise soient mieux caractérisées. L'émergence de nouvelles variétés hybrides pourraient également contribuer à cette politique de segmentation par l'origine.

CONCLUSION FINALE

Les négociations entre l'union européenne et les autres pays producteurs de banane pourraient conduire en 2006 au remplacement des quotas par une tarification douanière sur le marché européen. Il est attendu une ouverture de ce marché et une plus grande concurrence. Cette évolution devrait se traduire par une accentuation de la baisse des prix compte tenu de l'importance du différentiel avec le marché américain. La réforme actuelle de la PAC tend par ailleurs à stabiliser ou réduire les aides directes pour les producteurs communautaires. Il apparaît de plus en plus difficile d'envisager, au delà de l'exception dont bénéficie les DOM sur le découplage des aides, que les pays européens acceptent une augmentation de l'aide compensatoire pour la banane communautaire.

Bien qu'aidée la production bananière antillaise génère une valeur ajoutée sur le territoire. Elle crée de nombreux emplois (principalement en Martinique) et génère des externalités positives sur l'ensemble des autres filières (dont le transport maritime est un exemple significatif). Elle a diminué ces dernières années, ses externalités négatives sur l'environnement en particulier par une réduction des pesticides. Elle est encore en voie de restructuration, mais dispose de leviers susceptibles de permettre d'accroître significativement sa compétitivité tant en matière de réduction des coûts de revient, que de valorisation du produit final.

Le prix de vente de la banane antillaise sur le marché français est plus faible que celui de la banane ACP. Il est également inférieur à celui de la banane canarienne sur le marché espagnol. L'évolution de ce différentiel suscite des inquiétudes quant à son impact sur le revenu net des producteurs antillais. Force est de constater que les bananes de qualité issue des Antilles se retrouvent diluées dans des marques internationales qui ne permettent pas leur identification par le consommateur. Or les études récentes soulignent que l'origine antillaise dispose d'un capital de sympathie auprès des consommateurs français. Actuellement, la profession bananière ne valorise que très peu cette opportunité car la complexité et l'opacité de l'aval de la filière maintient une forte distance entre les producteurs et les consommateurs.

La filière antillaise bénéficie d'atouts et d'avantages qu'elle retire pour partie de son insertion dans l'espace européen et qu'il convient de rappeler ici :

- Des conditions naturelles propices à la culture bananière.

La Martinique et la Guadeloupe possèdent des sols riches et des conditions climatiques en moyenne très favorables à la culture. Elles disposent en outre de ressources en eau de qualité, en quantité suffisante (bien que mal répartie) pour appuyer l'extension des bassins irrigables ;

- Un environnement politique et institutionnel stable.

En dépit des tensions perceptibles en période de crise, les producteurs antillais évoluent dans un environnement politique plus stable que d'autres zones de production. Ils bénéficient de l'appui récurrent des pouvoirs publics nationaux, régionaux et des instances européennes. Ces producteurs bénéficient en outre d'un fort appui de la recherche agronomique publique qui, au delà des activités de conseil et d'accompagnement génère et transfère des innovations techniques qu'ils utilisent.

- Un personnel de bon niveau et de plus en plus qualifié.

En comparaison avec d'autres zones de production, les producteurs antillais bénéficient d'une main d'œuvre de bon niveau susceptible de renforcer son professionnalisme avec l'appui des

organismes de formation. Cette évolution est perceptible en Martinique qui, depuis 1993, s'appuie sur une convention collective qui a permis de valoriser les compétences des salariés. La situation est beaucoup plus préoccupante en Guadeloupe où l'absence de convention tend les relations sociales en permanence et contribue à la dévalorisation et la déresponsabilisation des salariés en bananeraie.

Cependant, la production bananière d'exportation de Martinique et de Guadeloupe, au même titre que les autres activités agricoles de ces régions, est confrontée à un certain nombre de difficultés liées en grande partie à leur insularité et à leur situation ultrapériphérique:

- *un coût élevé de la main d'œuvre* du fait du statut de département français, et de la politique sociale qui s'y applique depuis plusieurs années (rattrapage du SMIC local sur le SMIC métropolitain, passage aux 35h hebdomadaires ...) qui se traduisent par des coûts salariaux supérieurs à ceux des pays concurrents;

- *un surcoût lié à l'éloignement de son marché* : le temps de transport des fruits antillais est en moyenne de dix jours alors que celui des Canaries, par exemple, est, au maximum de deux jours. Ce rallongement du temps de transport induit des surcoûts de production. Ce surcoût, est estimé à 224,5 €/t.

- *une hétérogénéité et une atomisation des exploitations bananières*. En dépit de l'augmentation moyenne de la surface des exploitations bananières aux Antilles, il existe encore près de 20 % des producteurs qui exportent moins d'une palette de fruits par mois. Avec un volume aussi faible de production, ces exploitants qui ne récoltent le plus souvent que toutes les deux ou trois semaines posent des problèmes pour améliorer globalement la qualité des productions antillaises ;

- *l'éloignement et l'étroitesse du marché agricole intérieur* (intrants, machinisme agricole, ...) qui se traduisent par des surcoûts dans l'approvisionnement en facteurs de production par rapport à d'autres zones de production où la taille du marché local permet de réaliser des économies d'échelle ;

- *une importance des risques climatiques et phytosanitaires*. Les Antilles françaises subissent assez régulièrement des phénomènes climatiques spécifiques tels que pluies diluviennes, dépressions tropicales, cyclones, sécheresses (notamment en Guadeloupe). A ces risques naturels, s'ajoutent des menaces biologiques : l'arrivée de la Maladie des Raies Noires dans ces îles pourrait remettre en cause de façon très profonde le mode de production actuel ;

- *une pression grandissante sur le foncier agricole* qui résulte de divers facteurs une insuffisance des politiques d'aménagement des territoires mais aussi, une pression démographique croissante qui se traduit par la construction d'infrastructures routières et l'extension des zones d'activités urbaines et périurbaines ;

- *un retard dans le plan d'aménagement des réseaux d'irrigation*, notamment en Guadeloupe, qui limite l'augmentation du rendement et de la qualité dans les zones où les précipitations naturelles sont insuffisantes ou trop irrégulières;

- *une faible intégration des groupements dans l'aval de la filière* qui entraîne une multiplicité des acteurs, une sous-valorisation fréquente de l'origine antillaise sur le marché européen et des relations parfois de nature conflictuelle avec les importateurs/mûrisseurs.

Trois approches différentes ont été utilisées pour établir le coût de revient de la banane antillaise sur la période 2001-2003 :

i) Une approche globale qui consiste à exploiter différentes sources de données disponibles au niveau de divers organismes (DAF, douanes, GRA, sécurité sociale, ODEADOM, DOCUP, ...). Cette approche a abouti à évaluer le coût de revient moyen QWD à 0,86 €/kg. Il est plus élevé en Martinique (0,87 €/kg) qu'en Guadeloupe (0,81 €/kg).

ii) Des coûts de revient calculés à partir d'un échantillon de comptabilités d'exploitations très diverses en taille et système de production. Le coût de revient QWD moyen estimé par cette approche est de 0,84 €/kg. Ce coût moyen masque en réalité une grande hétérogénéité des résultats puisqu'il varie de 0,63 €/kg à 1 €/kg.

En 2002, la recette à la production de la banane antillaise était de 585 €/t (prix SHE) y compris le montant des aides compensatoires. La distribution de l'échantillon de comptabilités d'exploitation montre que 53 % des exploitations étudiées avaient un coût SHE supérieur au revenu net moyen reçu. Ces producteurs dont le coût SHE moyen était de 673 €/t étaient par conséquent en difficulté car ils exploitaient la banane à perte (- 88 €/t).

Ainsi, l'étude de ces comptabilités montre que recommander un coût de référence égal à la moyenne des coûts de production risquerait de condamner directement la moitié de la production antillaise et donc, de déstabiliser la filière.

iii) Une analyse des coûts de revient basée sur la reconstitution des différents itinéraires techniques utilisés aux Antilles. Le coût de revient QWD moyen calculé est de 0,87 €/kg. Ce chiffre masque aussi une grande variabilité des coûts de revient de la banane en fonction des conditions de production (localisation et structure des exploitations ; choix des itinéraires techniques ;...). Ces coûts varient de 0,71 €/kg pour les petites exploitations en voie d'optimisation qui ont recours à de la main d'œuvre familiale à 0,95 €/kg pour les exploitations conventionnelles à main d'œuvre salariée ou d'installation récente mais ayant subi des calamités climatiques. Ces dernières exploitations qui contribuent pour un volume important de production (au moins 25 % des exportations) ont des coûts de revient qui doivent être pris en compte dans l'évaluation de l'aide communautaire de manière à maintenir une masse critique de production compatible avec la pérennité de la filière antillaise.

L'évolution des coûts de revient montre que la bananeraie antillaise a connu de grands changements techniques qui ont permis l'augmentation des rendements, la diminution des quantités de pesticides utilisés et la diminution des coûts de commercialisation (principalement au niveau du fret). Cependant, ces gains de compétitivité ont été absorbés par l'augmentation du coût du travail en Martinique. De fait, il semble que les bons résultats techniques ne se soient pas transformés en amélioration du coût de revient depuis une dizaine d'années. De plus, en Guadeloupe, le progrès technique a été moins rapide et son bénéfice, pour partie, absorbé par les accidents climatiques. Enfin, la comparaison par simulation du coût de cette production par rapport aux provenances extracommunautaires montre que le coût élevé de la main d'œuvre aux Antilles avantage les provenances africaines et sud-américaines de 35 à 40 % du prix SHE, par rapport à l'origine antillaise.

Cette étude montre que, en dépit de ses fortes potentialités, la bananeraie antillaise est en difficulté. En effet, nos résultats montrent que la majorité des exploitations a un coût de revient supérieur au revenu net moyen perçu. Ils nous conduisent à préconiser de retenir un coût de revient de référence stade QWD de 950 €/t (soit 717 €/t SHE) pour permettre de maintenir une masse critique de la production, dans les négociations actuelles.

Pour ce faire, l'option que nous proposons serait de prendre en compte la valeur des surcoûts de productions liés à l'éloignement du marché destinataire qui ne sont pas pris en compte actuellement et qui ont été estimés à 224,5 €/t.

L'amélioration de la compétitivité « coût » sera malgré tout indispensable au maintien de la filière et reposera, pour un grand nombre d'exploitations, sur l'augmentation des rendements, l'amélioration de l'organisation du travail, la formation des employés et une meilleure maîtrise des frais généraux. Par ailleurs, l'amélioration du fonctionnement des groupements permettra d'accroître la qualité des productions.

Un autre axe d'amélioration de la compétitivité repose sur une stratégie « hors coûts » basée sur le positionnement commercial de la banane antillaise. Celle-ci devra reposer sur une amélioration de la qualité et une diminution de l'hétérogénéité des fruits, une globalisation de l'offre et une segmentation du marché qui apparaît déterminante pour le futur. Cette dernière pourrait s'appuyer sur la mise en place d'une Indication Géographique Protégée et/ou le développement de nouvelles variétés hybrides.

Bibliographie (principales références)

Union des producteurs de bananes. 2004. Livre vert sur la situation de la production bananière aux Antilles 58 p.

Bonacina K. 2000. "Analyse du risque phytosanitaire de *Mycosphaerella fijiensis* Morelet pour la zone Martinique - Informations et évaluation du risque phytosanitaire" Août 2000 - Direction de l'agriculture et de la forêt de la Martinique - service de la protection des végétaux.

Cyclope 2002. Les marchés mondiaux. Economica.

Bugaud C., Chillet M., Beauté M.P. Banane de montagne aux Antilles Françaises : premiers éléments de caractérisation physico-chimique, CFCS, Grenade, 13-19 juillet 2003.

Brat P., Yahia A., Chillet M., Bugaud C., Bakry F., Reynes M., Brillouet J.M. 2004. Influence of cultivar and growth altitude on banana volatile compounds distribution. Fruits, accepté.

CCI d'Avignon et Vaucluse (1983). Laboratoire d'Evaluation sensorielle Maison de l'alimentation Technopole Agroparc « Epreuve hédonique Bananes. Etude effectuée en mars. 21 pages + annexes »

Codron JM., Sterns J. (2002). Grande distribution et agriculture raisonnée dans la filière fruits et légumes frais. Rapport UMR Moisa. INRA Montpellier.

FAO (2003). Projections relatives au commerce de la banane à l'horizon 2010. Rapport comité des produits 9 p.

Hassan S., Monier-Dilhan (2003). Transmission des prix dans la filière fruits : une approche hédonique. Economie rurale N° 275, pp 19-26.

Jarrige F., Touzard JM., (2002). Les mutations de l'organisation coopérative à travers l'évolution de ses règles. Revue Internationale de l'économie sociale, N° 280.

Lalumière S. et Louis C. (2001). Etude de formation de prix des intrants agricoles (confidentiel DAF)

Luu P., Carre A., (2003). Expertise de la filière banane aux Antilles. Ministère de l'Agriculture de l'Alimentation, de la Pêche et des Affaires Rurales 22 p.

Mallessard R., (1998). Pré-diagnostic de la filière banane de Guadeloupe. Rapport de mission, CIRAD-FLHOR, Montpellier, 71 p.

Mateo S., Piketty MG. (1991). Analyse de la compétitivité de la filière banane dans les principaux pays producteurs exportateurs. Rapport stage ENSA Rennes, 19 p.

Manceron S., (2004). MICA – Zone Bananière. Une représentation de la diversité des exploitations bananières. Des outils d'aide à la décision. Rapport d'activité INRA/CIRAD.

Paillot G., (2000). Rapport au Ministère de l'Agriculture et de la Pêche

Pervanchon F., Blouet A., (2002). Deux qualificatifs à concilier en agriculture raisonnée et intégrée. Cahiers Agriculture ; 2002 ; 11 : 151-7.

Poser C. (2002). Rotation canne-banane, un système de production prometteur sur la région de Capesterre. Rapport CIRAD/CA mars 2002 44 p.

Valceschini E. Blancemanche S. (2003). Valeur économique de la signalisation de la qualité par l'origine. Institut Régional de la Qualité Alimentaire. Communication séminaire « les produits d'origine et de qualité : enjeux stratégiques » 8 p. Montpellier octobre 2003.

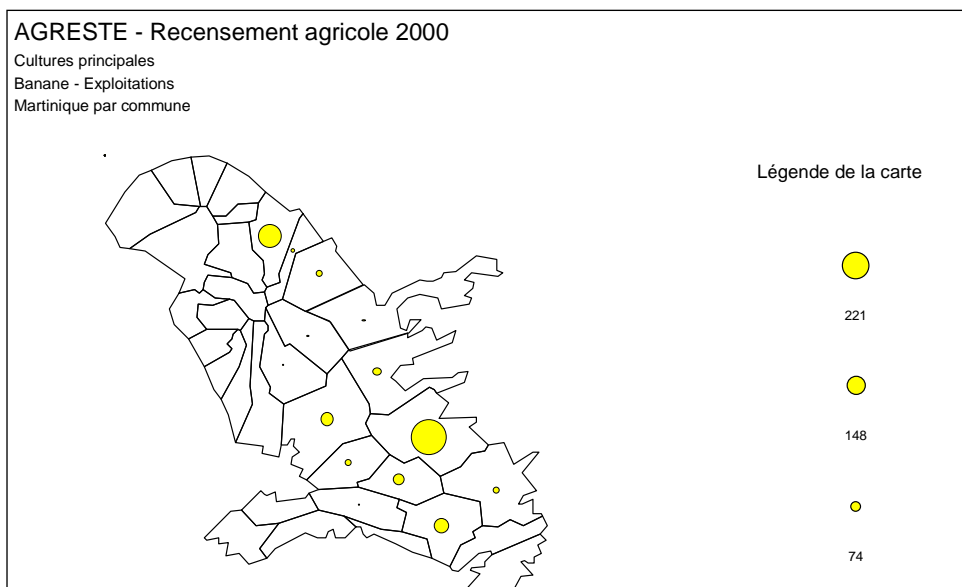
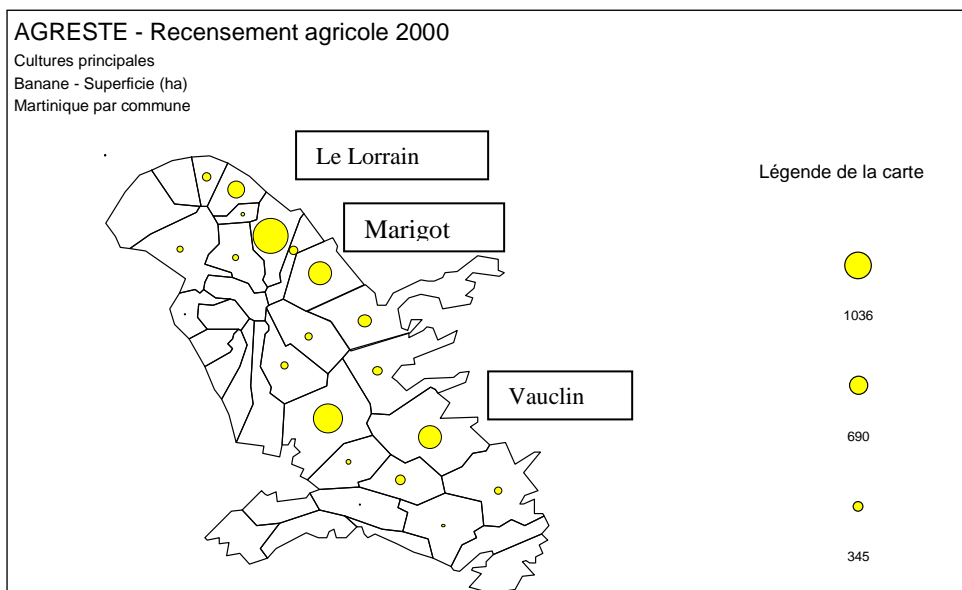
Wilson JS., Otsuki Tsunehiro (2002). To spray or Not to spray, Pesticides bananas Exports and Food Safety. Policy Research Working Paper N° 2805, World bank.

Annexe 1: Evolution de la production des DOM

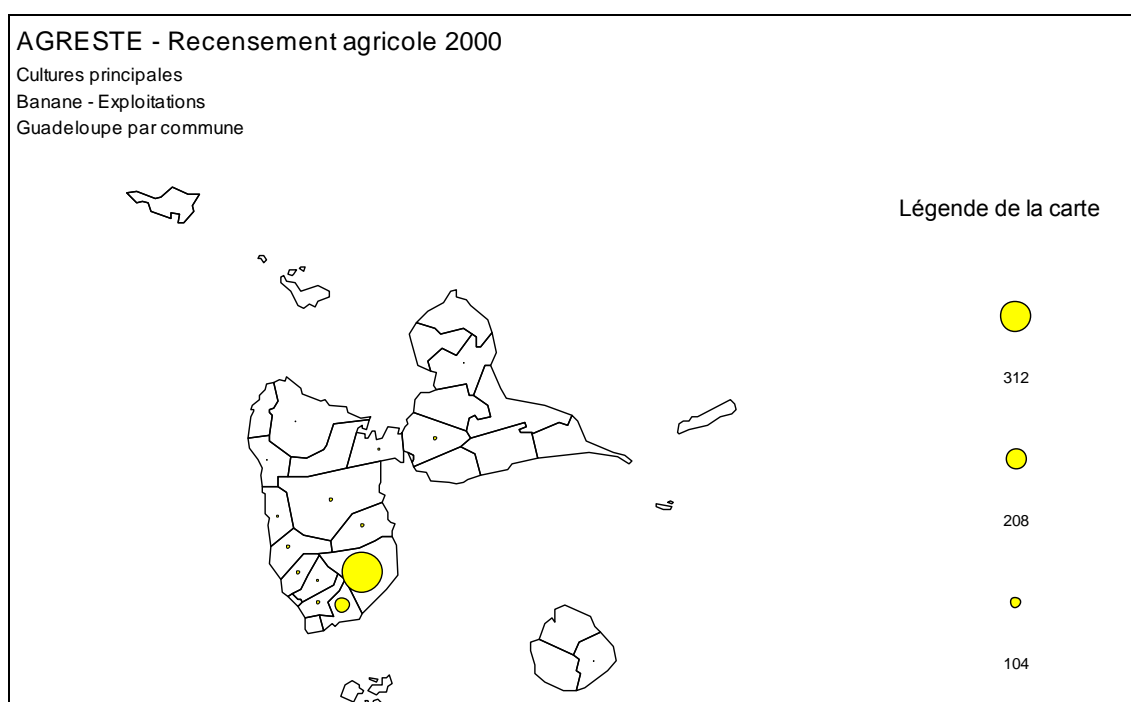
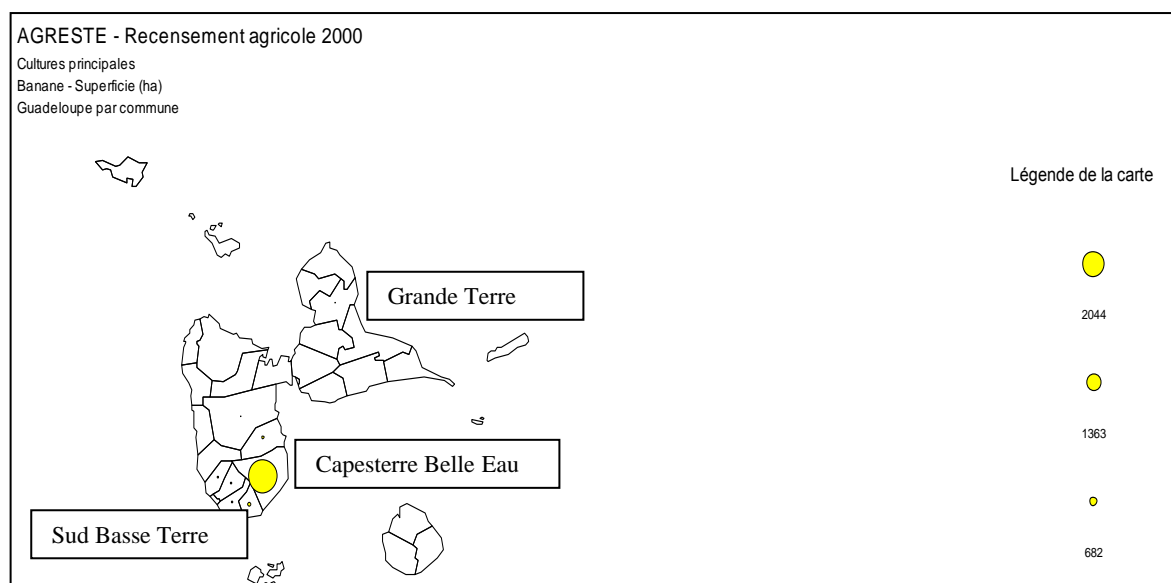
MARTINIQUE BANANE - VARIETE EXPORTATION					GUADELOUPE				
Année	Surface (ha)	Production totale (T)	Rendement tonne/ha	Exportations tonnes nettes	Rendement tonne expot/ha	Surface (ha)	Production totale (T)	Rendement tonne/ha	Exportations tonnes nettes
1973	9 094	189 391	20,8	144 386	16				129 787
1974	9 300	227 444	24,5	176 470	19				134 268
1975	9 470	206 829	21,8	166 829	18				126 123
1976	9 655	254 856	26,4	214 856	22				120 945
1977	10 200	286 625	28,1	215 705	21				116 564
1978	10 000	300 472	30,4	235 914	24				145 163
1979	9 200	182 304	19,8	147 357	16				92 824
1980	7 500	93 242	12,4	74 386	10				67 027
1981	7 250	186 322	25,7	149 656	21	8 470			126 571
1982	6 900	190 297	27,6	157 705	23				132 258
1983	6 800	176 470	25,8	156 470	23				109 466
1984	6 500	179 306	27,6	155 306	24				135 857
1985	6 600	179 280	27,2	159 280	24				109 875
1986	7 800	212 889	27,3	187 889	24				125 250
1987	8 200	206 056	25,1	176 056	21				126 384
1988	8 300	219 253	26,4	185 253	22				132 117
1989	8 300	238 126	28,7	198 126	24	7 328			93 685
1990	8 300	245 980	29,6	215 980	26	7 100	101 568	14,3	84 268
1991	8 300	217 564	26,2	187 564	23	7 055	132 557	18,8	117 659
1992	8 300	227 937	27,5	197 937	24	7 050	148 296	21,0	127 645
1993	8 500	210 607	24,8	180 607	21	6 450	133 554	20,7	105 579
1994	9 000	169 603	18,9	152 603	17	5 760			89 069
1995	9 600	207 438	21,6	190 438	20	5 760	89 248	15,5	68 049
1996	10 700	287 343	26,9	249 844	23	5 760	87 105	15,1	65 258
1997	11 000	318 155	28,9	276 655	25	5 745	140 851	24,5	97 601
1998	11 000	279 078	25,4	242 337	22	5 745	108 093	18,8	78 654
1999	11 000	301 857	27,4	265 524	24	5 700	115 464	20,3	83 508
2000	9 000	311 244	34,6	274 589	31	5 010	121 765	24,3	87 986
2001	9 000	276 307	30,2	272 007	30	4 910	124 414	25,3	90 518
2002	8 591		30,9	265 443	31	3 218		21,6	69 546

Source : Statistiques DAF

Annexe 2 : les zones de production bananière en Martinique



Annexe 3 : les zones de production bananière en Guadeloupe



Annexe 4 : Structure des coûts de revient Quai Wagon Départ déterminée par les comptabilités d'exploitation

Structure des coûts de revient Quai Wagon Départ. Approche par comptabilité d'exploitation														
CODE	ha production	ha plantation	Rend export/ha	Tot CI	Tot MO	Tot CF	Tot CT	Cout QWD	% CI	% MO	% CF	% CT	% plant	Tot
A	x	x	40	0,20	0,30	0,17	0,28	0,96	0,21	0,31	0,18	0,29		0,68
B	x	x	40	0,23	0,27	0,17	0,30	0,96	0,24	0,28	0,17	0,31		0,66
C	73	x	44	0,07	0,24	0,08	0,28	0,67	0,11	0,36	0,12	0,41		0,39
D	39	x	46	0,08	0,27	0,12	0,28	0,74	0,10	0,36	0,16	0,37		0,46
E	45	5	35	0,22	0,28	0,16	0,24	0,90	0,24	0,31	0,18	0,27	0,12	0,66
F	79	0	35	0,23	0,40	0,12	0,24	1,00	0,23	0,40	0,12	0,24	0,00	0,76
G	723	22	35	0,23	0,37	0,15	0,24	0,99	0,23	0,38	0,15	0,24	0,03	0,75
H	25	7	40	0,26	0,28	0,16	0,26	0,96	0,27	0,29	0,17	0,27	0,28	0,70
I	11	0	40	0,18	0,28	0,09	0,25	0,80	0,23	0,35	0,12	0,31	0,00	0,56
J	5	2	36	0,15	0,21	0,11	0,25	0,72	0,20	0,30	0,16	0,35	0,40	0,47
K	9	3	35	0,18	0,22	0,07	0,25	0,72	0,25	0,31	0,10	0,34	0,35	0,47
L	60	8	30	0,26	0,25	0,09	0,24	0,84	0,31	0,30	0,11	0,28	0,13	0,60
M	42	1	37	0,30	0,16	0,09	0,23	0,78	0,38	0,21	0,12	0,30	0,03	0,55
N	73	10	31	0,33	0,28	0,12	0,22	0,95	0,35	0,29	0,13	0,23	0,13	0,73
O	24	7	23	0,20	0,12	0,17	0,22	0,71	0,28	0,17	0,24	0,31	0,27	0,49
P	24	2	14	0,17	0,30	0,14	0,22	0,83	0,21	0,36	0,17	0,27	0,08	0,61
Q	28	2	50	0,18	0,18	0,29	0,22	0,87	0,21	0,20	0,33	0,25	0,08	0,65
R	25	8	55	0,18	0,18	0,29	0,21	0,85	0,21	0,21	0,34	0,24	0,33	0,65
S	35	10	40	0,15	0,34	0,28	0,21	0,98	0,15	0,35	0,29	0,21	0,29	0,77
T	11	3	23	0,11	0,17	0,23	0,29	0,81	0,14	0,21	0,29	0,36	0,23	0,52
U	69	16	43	0,17	0,35	0,04	0,24	0,79	0,21	0,44	0,05	0,31	0,24	0,55
V	15	3	49	0,20	0,33	0,04	0,25	0,82	0,25	0,40	0,05	0,30	0,17	0,58
W	21	14	44	0,22	0,33	0,08	0,10	0,73	0,30	0,45	0,11	0,14	0,67	0,63
X	61	4	37	0,19	0,35	0,05	0,23	0,83	0,23	0,42	0,07	0,28	0,06	0,60
Y	34	14	42	0,16	0,35	0,05	0,24	0,80	0,20	0,43	0,06	0,30	0,40	0,56
Z	13	0	63	0,16	0,26	0,03	0,25	0,70	0,23	0,37	0,04	0,36	0,00	0,45
MOYENNE	64,29	6,36	38,68	0,19	0,27	0,13	0,24	0,84	0,23	0,33	0,15	0,29	1,00	
VARIANCE	20195,13	34,94	110,09	0,00	0,01	0,01	0,00	0,01	0,00	0,01	0,01	0,01	0,00	
Ecart Type	142,11	5,91	10,49	0,06	0,07	0,08	0,04	0,10	0,07	0,08	0,09	0,06		
CI : Consommations intermédiaires														
MO : Main d'œuvre														
CF : Coûts fixes : amortissements plantations, amortissements immobilisations, frais généraux														
CT : Coûts de transport :														
QWD : Quai Wagon Départ														
CODE	production	plantation	export/ha	CI	MO	CF	CT	QWD	CI	MO	CF	CT	plant	
MARTINIQUE	105	5	42	0,18	0,28	0,18	0,25	0,89	0,19	0,32	0,20	0,29	0,08	
GUADELOUPE	31	6	37	0,20	0,26	0,10	0,23	0,80	0,25	0,33	0,12	0,29	0,22	

Annexe 5: structure charges fixes

CODE	ha production	AMORT CHAMP	AMORT IMMOB	FRAIS GENER	FRAIS FINANCIER	Total
A	x	0,0235	0,0238	0,1016	0,0255	0,1744
B	x	0,0164	0,0645	0,0724	0,0140	0,1510
C	73	0,0250	0,0401	0,0131	0,0000	0,0532
D	39	0,0235	0,0520	0,0449	0,0000	0,0969
E	45	0,0300	0,0000	0,1288	0,0000	0,1288
F	79	0,0315	0,0000	0,0930	0,0000	0,0930
G	723	0,0163	0,0000	0,1323	0,0000	0,1323
H	25	0,0258	0,0000	0,1348	0,0000	0,1348
I	11	0,0095	0,0499	0,0335	0,0000	0,0834
J	5	0,0262	0,0000	0,0849	0,0000	0,0849
K	9	0,0251	0,0000	0,0454	0,0000	0,0454
L	60	0,0183	0,0442	0,0215	0,0064	0,0721
M	42	0,0139	0,0415	0,0343	0,0020	0,0778
N	73	0,0105	0,0570	0,0381	0,0137	0,1089
O	24	0,0000	0,0579	0,1021	0,0122	0,1723
P	24	0,0000	0,0030	0,1357	0,0000	0,1387
Q	28	0,0158	0,0980	0,1620	0,0139	0,2739
R	25	0,0132	0,1064	0,1519	0,0196	0,2779
S	35	0,0000	0,1202	0,1473	0,0126	0,2801
T	11	0,0449	0,0627	0,1132	0,0103	0,1862
U	69	0,0052	0,0075	0,0242	0,0007	0,0324
V	15	0,0000	0,0245	0,0188	0,0005	0,0439
W	21	0,0061	0,0295	0,0443	0,0025	0,0764
X	61	0,0079	0,0178	0,0281	0,0002	0,0461
Y	34	0,0000	0,0134	0,0343	0,0008	0,0485
Z	13	0,0000	0,0086	0,0186	0,0002	0,0274
	ha production	AMORT CHAMP	AMORT IMMOB	FRAIS GENER	FRAIS FINANCIER	Total
MOYENNE	64,29	0,01	0,04	0,08	0,01	0,13
%		0,11	0,27	0,58	0,04	1,00

Source : Echantillon de comptabilités d'exploitation

Unités

Annexe 6 : Evaluation des surcoûts liés à l'éloignement

	Coût Moyen *	Maîtrise du point de coupe	Pertes en station	Emballages adaptés	Transports et froid	Pertes résiduelles	Prise en compte des 5 surcoûts
COUTS AUX DIFFERENTS STADES	€/TONNE NETTE	€/TONNE NETTE	€/TONNE NETTE	€/TONNE NETTE	€/TONNE NETTE	€/TONNE NETTE	€/TONNE NETTE
MAIN D'OEUVRE pour plantation	7,10 €	6,46 €	6,46 €	7,10 €	7,10 €	6,89 €	5,77 €
PREPARATION DU SOL & CANAUX	5,36 €	4,88 €	4,88 €	5,36 €	5,36 €	5,21 €	4,36 €
VITROPLANTS	13,71 €	12,46 €	12,46 €	13,71 €	13,71 €	13,31 €	11,15 €
COUT D'UN HA PLANTE	19,32 €	17,56 €	17,56 €	19,32 €	19,32 €	18,76 €	15,71 €
FERTILISATION							
ENGRAIS	24,95 €	22,69 €	22,69 €	24,95 €	24,95 €	24,23 €	20,29 €
MAIN D'OEUVRE	10,65 €	9,68 €	9,68 €	10,65 €	10,65 €	10,34 €	8,66 €
TRAITEMENT PHYTO							
MATIERES	22,13 €	20,12 €	20,12 €	22,13 €	22,13 €	21,49 €	17,99 €
MAIN D'OEUVRE	14,25 €	12,95 €	12,95 €	14,25 €	14,25 €	13,84 €	11,59 €
FACONS CULTURALES							
FICELLE	1,80 €	1,63 €	1,63 €	1,80 €	1,80 €	1,75 €	1,46 €
MAIN D'OEUVRE	47,15 €	42,87 €	42,87 €	47,15 €	47,15 €	45,78 €	38,34 €
SOINS AUX REGIMES							
GAINES et BOLDUC	6,67 €	6,07 €	6,07 €	6,67 €	6,67 €	6,48 €	5,43 €
MAIN D'OEUVRE	23,98 €	21,80 €	21,80 €	23,98 €	23,98 €	23,28 €	19,49 €
TRAITEMENT CERCO							
FONGICIDES + HUILE	8,00 €	7,27 €	7,27 €	8,00 €	8,00 €	7,76 €	6,50 €
EPANDAGE	7,87 €	7,16 €	7,16 €	7,87 €	7,87 €	7,64 €	6,40 €
IRRIGATION							
EAU	4,59 €	4,17 €	4,17 €	4,59 €	4,59 €	4,45 €	3,73 €
MAIN D'OEUVRE	5,37 €	4,88 €	4,88 €	5,37 €	5,37 €	5,21 €	4,37 €
FRAIS GENERAUX	36,19 €	32,90 €	32,90 €	36,19 €	36,19 €	35,14 €	29,43 €
AMORTISSEMENTS	12,13 €	11,03 €	11,03 €	12,13 €	12,13 €	11,78 €	9,86 €
FRAIS FINANCIERS	7,81 €	7,10 €	7,10 €	7,81 €	7,81 €	7,58 €	6,35 €
REGIME PENDANT	257,35 €	233,95 €	233,95 €	257,35 €	257,35 €	249,85 €	209,23 €
COUPE et TRANSPORT REGIME	59,95 €	54,50 €	54,50 €	59,95 €	59,95 €	58,20 €	48,74 €
ENTREE AU HANGAR	317,30 €	288,45 €	288,45 €	317,30 €	317,30 €	308,06 €	257,97 €
MAIN D'OEUVRE	97,42 €	97,42 €	88,56 €	97,42 €	97,42 €	94,58 €	86,21 €
MATIERE	68,67 €	68,67 €	68,67 €	58,37 €	68,67 €	66,67 €	56,67 €
FRAIS GENERAUX	44,24 €	40,21 €	36,56 €	44,24 €	44,24 €	42,95 €	29,72 €
AMORTISSEMENT	14,83 €	13,48 €	12,25 €	14,83 €	14,83 €	14,40 €	9,96 €
FRAIS FINANCIERS	86,32 €	78,47 €	71,33 €	86,32 €	86,32 €	83,80 €	58,00 €
Prime	10,41 €	10,41 €	10,41 €	10,41 €	10,41 €	10,11 €	10,11 €
SORTIE HANGAR	638,14 €	597,12 €	576,25 €	628,89 €	638,14 €	619,56 €	508,64 €
MAIN D'OEUVRE	7,49 €	7,49 €	7,49 €	7,49 €	7,49 €	7,28 €	7,28 €
MATIERE	13,33 €	13,33 €	13,33 €	13,33 €	13,33 €	12,94 €	12,94 €
PALETTISATION	658,96 €	617,94 €	597,07 €	649,71 €	658,96 €	639,77 €	528,86 €
FRAIS DEPART	25,70 €	25,70 €	25,70 €	25,70 €	25,70 €	24,95 €	24,95 €
TRANSPORT CARTON PLEIN	23,87 €	23,87 €	23,87 €	23,87 €	23,87 €	23,18 €	23,18 €
A QUAI ** FAS	708,53 €	667,51 €	646,64 €	699,28 €	708,53 €	687,90 €	576,98 €
FRET MARITIME	151,80 €	151,80 €	151,80 €	151,80 €	61,01 €	147,38 €	59,23 €
TRANSIT	3,50 €	3,50 €	3,50 €	3,50 €	3,50 €	3,40 €	3,40 €
COMMISSION	10,67 €	10,67 €	10,67 €	10,67 €	10,67 €	10,36 €	10,36 €
WAGON DEPART	874,50 €	833,48 €	812,61 €	865,25 €	783,71 €	849,03 €	649,97 €
Estimation des surcoûts	/	41,02	61,89	9,26	90,79	25,47	224,53

La structure de coût moyen retenue est la moyenne des coûts dans l'approche par l'itinéraire technique.